

n° 462
DÉCEMBRE
2017
4,60 €

silence

LES NOUVEAUX VISAGES DE L'HABITAT PARTICIPATIF

LA PAROLE FRATERNELLE DE PATRICK CHAMOISEAU

SEMER DES LETTRES, RÉCOLTER L'ÉCHANGE



écologie • alternatives • non-violence

Passer d'une politique d'hostilité à une politique d'hospitalité

Plus de 260 organisations et collectifs organisent une *Conférence nationale citoyenne sur l'accueil et les droits des personnes migrantes en France*, au printemps 2018, en réaction au *Plan Migrants* dévoilé par le gouvernement cet été. En quoi ce plan gouvernemental est-il critiquable ?

Nous attendions autre chose d'un gouvernement qui se dit incarner "le renouveau".

La politique migratoire représente un terrain d'expression idéal pour cette révolution copernicienne si chère à Emmanuel Macron... Pourtant, l'accueil des exilé-es reste essentiellement appréhendé sous l'angle sécuritaire, sans aucune vision globale à moyen et long terme, ni anticipation.

Ce que nous propose le gouvernement est la poursuite de la même politique de l'échec que celle de ses prédécesseur-es. Un signal fort aurait été de placer tout de suite la question migratoire sous la tutelle partagée des ministères des

Solidarités, des Affaires étrangères et de la Cohésion des territoires. Aujourd'hui, comme hier, c'est le ministère de l'Intérieur qui reste seul en charge du dossier et qui agite obstinément l'argument aussi fallacieux que dépassé de "l'appel d'air". Mais les flux ne se tariront pas tant que les gens auront besoin de fuir leurs pays pour survivre. La France est aujourd'hui devenue un terrain d'opérations humanitaires et la situation ne fait qu'empirer. La politique de non-gestion, de harcèlement, de pourrissement est un accélérateur d'insécurité pour tout le monde : migrantes, aidantes, riverain-es.

Quels sont les axes qui vous semblent importants à promouvoir dans la politique migratoire de la France ?

D'abord un objectif clair : passer d'une politique d'hostilité à une politique d'hospitalité.

Il faut que cesse sur le champ la chasse au migrant-es et la criminalisation de l'aide. Nous réclamons un changement radical d'attitude des forces de l'ordre, notamment pour mettre fin au harcèlement, aux perturbations des distributions alimentaires mais aussi aux expulsions vers les pays où les civil-es ne sont plus protégé-es. Nous dénonçons également la catégorisation des migrant-es. C'est une approche d'un autre âge. On ne peut nier aujourd'hui la porosité entre les différentes crises : dérèglement climatique,

crises politiques, conflits armés, etc. Est-il plus acceptable de mourir de faim que sous les bombes ? C'est pourquoi le mouvement *Emmaüs* se mobilise pour la libre circulation et la renégociation des traités internationaux. Nous avons demandé au chef de l'État de convoquer une conférence nationale avec toutes les personnes concernées – élu-es, gouvernement, associations, citoyen-nes – pour répondre à l'urgence tout en dessinant une politique de long terme. À ce jour, nous n'avons pas été entendu. Mais nous ne comptons pas en rester là.

Quels sont les objectifs de la *Conférence citoyenne* que vous organisez au printemps 2018 ?

C'est justement ce sur quoi nous travaillons avec *Emmaüs International* et nos partenaires associatifs, comme la *Cimade*, la *LDH*, le *Secours catholique* et *Médecins du monde*.

Nous nous sommes d'ailleurs réuni-es avec plus de 100 organisations et collectifs citoyens samedi 7 octobre, pour

lancer la préparation d'une grande consultation nationale et définir collectivement les objectifs de ce processus de concertation citoyenne. Nous souhaitons devenir une force de proposition collective pour construire des politiques alternatives et poser les bases de réflexion pour changer la société.

■ Pour en savoir plus :

Emmaüs France, 47 avenue de la Résistance, 93104 Montreuil Cedex,
tél. : 01 41 58 25 00, <http://emmaus-france.org>

LE PRIX NOBEL DE LA PAIX ATTRIBUÉ À LA CAMPAGNE ANTI-NUCLÉAIRE ICAM



LASSERPE.

GATIAZ VEUT RENFORCER LE CONTRÔLE DES DEMANDEURS D'EMPLOI



LASSERPE.

BIENTÔT UNE POLICE DE LA SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN



LASSERPE.

DÉSERTS MÉDICAUX : LE GOUVERNEMENT VEUT DÉVELOPPER LA TÉLÉMÉDECINE



LASSERPE.



■ DOSSIER

LES NOUVEAUX VISAGES DE L'HABITAT PARTICIPATIF

05 Abricoop, une coopérative d'habitant-es sort de terre

Habiter autrement les villes, accéder à la propriété quand on n'a pas de très gros moyens et partager avec ses voisin-es : c'est l'aventure dans laquelle s'est lancée l'association toulousaine La Jeune Pousse en créant la coopérative d'habitant-es Abricoop, qui ouvre ses portes durant l'hiver 2017-2018.

08 Carte de France des membres de la Coordon'Action nationale des associations de l'habitat participatif

09 Un réseau national pour habiter autrement

Cécile Viallon, membre de la Coordon'Action nationale des associations de l'habitat participatif, revient pour Silence sur ce réseau et sur la dynamique nationale en faveur de l'habitat participatif.

10 La coopérative immobilière : demain, on loge gratis ?

Acheter ou louer, le choix n'est guère enthousiasmant. Les coopératives d'habitant-es constituent une alternative réjouissante pour sortir de la spéculation immobilière. Mais seront-elles suffisantes ? La coopérative immobilière se donne pour but de sortir des logements du marché immobilier.

12 "Inventer une nouvelle façon d'habiter et de vivre"

Dans son livre Commun Village, Anne Bruneau présente un habitat groupé imaginaire abordant les différentes questions qui se posent autour de ce genre de pratiques. Elle s'est inspirée pour cela de 25 lieux ayant réellement existé.

■ CHRONIQUES

15 Bonnes nouvelles de la Terre : Fermes d'avenir : grandes ambitions, grandes interrogations

20 Nucléaire ça boum ! : Nous avons le prix Nobel !

22 En direct de nos colonies : Congo : le silence de la France

25 L'écologie, c'est la santé : Perturbateurs endocriniens : heureusement le Parlement européen veille !

■ ARTICLES

28 Mon école en paille

À Rosny-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, pour répondre au besoin croissant du nombre de classes, la municipalité a décidé de passer le cap de la construction écologique. La particularité de "l'école des Boutours 2" ? Les murs sont intégralement en paille. Une première pour un bâtiment public.

30 La parole fraternelle de Patrick Chamoiseau

En juin 2017, le grand écrivain Patrick Chamoiseau s'exprimait à Saint-Malo lors du festival des Étonnants Voyageurs. Réquisitoire contre un néo-libéralisme barbare, regard visionnaire sur les migrant-es, plaidoyer pour la poésie : des paroles engagées et vibrantes dont voici quelques échos.

33 Zéro déchet : puis-je amener mon propre contenant chez mon commerçant ?

Si vous demandez à votre commerçant-e d'utiliser votre propre emballage, les réactions vont de l'enthousiasme au refus, ces derniers se justifiant par le respect des règles d'hygiène. Qu'en est-il réellement ?

34 Retour à la Chanvrière du Bélon

En 2000, Silence visitait la Chanvrière du Bélon, en Bretagne. 17 ans plus tard, l'occasion s'est présentée de retourner voir ce qu'est devenue cette coopérative, qui s'appelle désormais Techni-chanvre-Chanvrière du Bélon, pionnière dans l'activité du chanvre pour la construction.

36 Semer des lettres, récolter l'échange

Derrière chaque chose mangée, derrière chaque champ, il y a des femmes et des hommes qui façonnent le territoire et le cultivent, pour permettre à chacun-e de se nourrir. La compagnie Les fous de bassan! construit depuis plusieurs années des projets culturels permettant de donner la parole à ces nourrisseu-ses de l'humanité.

39 Aux enfants

Ce texte de l'écrivaine Marie Desplechin a été publié dans son intégralité dans l'ouvrage Pour une poignée de degrés dont vous pouvez découvrir des photos page 48 de ce numéro. Son style et son message puissants nous ont donné envie de le donner à partager ici. En voici quelques extraits.

48 Pour une poignée de degrés

Ce livre de photographies présente une coopération entre citoyen-nes et artistes autour d'une approche sensible du défi climatique.

■ BRÈVES

- 15 Alternatives • 17 Énergies • 18 Environnement
 20 Paix • 21 Nucléaire • 22 Nord/Sud
 23 Femmes, hommes, etc. • 24 Politique • 24 Société
 25 Santé • 26 Vélo (rution) • 27 Agri-bio • 27 Agenda
 27 Annonces • 41 Courrier • 42 Livres • 46 Quoi de neuf ?

Prochain dossier
Alternatives dans l'Hérault



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 31 octobre 2017.

Editeur : Association Silence - N° de commission paritaire : 0920 D 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - Date de parution : 4^e trimestre 2017 - Tirage : 4350 ex. - Administrateurs : Pascal Antonanzas, Éric Cazin, Francis Levasseur - Directrice de publication : Gaëlle Ronsin - Comité de rédaction : Martha Gilson, Guillaume Gambin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - Pilotes de rubriques : Christian Araud, Cécile Baudet, Michel Bernard, Rebecca Bilon, Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Seleik, Xavier Sérédine, Francis Vergier - Maquette : Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - Dessins : Lasserpe - Correctrices : Bernadette Bidaud, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Camille

Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse - Photographes : cohabitude.org, Nadège Fagoo, Gérard Fagot, FDESRUES, Christophe Jondet, O. Kamp, Lek Kiatsirikajorn, Les fous de bassan!, Nathalie Picard/Reporterre, Christiane Spangler, Vertigo, Tam Warner - Et pour ce n° : Michel Bernard, Marie Desplechin, Raphaël Granvaud, Rachel Honnert, Les Infid'elles, Dominique Lalanne, Lucile Leclair, Nathalie Picard, Nils Svanström, François Veillerette, Francis Vergier - Couverture : Eléonore Henry de Frahan / Collectif Argos - Internet : Damien Bouveret, Xavier Sérédine - Développement supports informatiques : Christophe Geiser (e-smile.org) - Archives : Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs autrices.

Association Silence

9, rue Dumenge,
 69317 Lyon Cedex 04
 Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • Dépositaires, stands et gestion : Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • Rédaction : Guillaume Gambin et Martha Gilson : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335
 Code BIC : CCOFPRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

ÉDITORIAL

L'habitat participatif à la croisée des chemins

Des centaines de groupes en France essaient de mettre en place des habitats collectifs autogérés et certains ont déjà réussi à réaliser leur utopie.

Le partage du quotidien et des infrastructures permet la réduction des consommations individuelles (notamment l'électroménager par la création de buanderies collectives). Le choix de la taille des logements ou encore des matériaux utilisés s'effectue en prenant en compte des critères écologiques. Le montage juridique coopératif permet de sortir de la spéculation immobilière. L'autogestion collective du projet de vie conduit enfin à mettre en pratique une forme de vie hautement politique.

Les difficultés ne manquent pourtant pas sur le chemin, entre les années de réunions nécessaires à la construction du projet, qui n'arrive pas toujours à aboutissement, le délicat équilibre relationnel entre ses membres, ou encore les freins économiques et juridiques, etc.

Face à ces défis, le mouvement de l'habitat participatif semble être à un tournant.

D'un côté de "fausses bonnes solutions" sont proposées par des entreprises qui tentent de récupérer ces dynamiques collectives au profit des logiques de marché : elles proposent des projets d'habitats partagés "clé en main" qui ont pour avantages supposés de gommer les difficultés de réalisation et de raccourcir les délais.

Ailleurs, des solutions innovantes se font jour à l'image du projet de "coopérative immobilière" qui se propose de sortir du marché et de la propriété un nombre croissant de logements et de révolutionner ainsi notre rapport au logement.

Enfin, le mouvement de l'habitat participatif dont nous parlons depuis des années dans *Silence* continue à se développer et à fédérer de nombreuses forces pour faire avancer dans la société des manières d'habiter originales et décroissantes.

Et nous, où souhaitons-nous poser la prochaine pierre à l'édifice ?

Olivier Chamarande & Guillaume Gamblin



▲ Le premier weekend de constitution du groupe en mars 2013

Abricoop, une coopérative d'habitant-es sort de terre

Habiter autrement les villes, accéder à la propriété quand on n'a pas de très gros moyens et partager avec ses voisin-es : c'est l'aventure dans laquelle s'est lancée l'association toulousaine *La Jeune Pousse* en créant la coopérative d'habitant-es *Abricoop*, qui ouvre ses portes durant l'hiver 2017-2018.

UNE COOPÉRATIVE D'HABITANTES EST un habitat groupé : il s'agit de créer et gérer collectivement un habitat comportant des parties privées et des parties communes. Mais dans une coopérative d'habitant-es, chacun-e est à la fois individuellement locataire de son logement (privatif) auprès de la coopérative et collectivement propriétaire de la coopérative. Cela permet de répondre à de nombreuses attentes : des liens sociaux renforcés dans un esprit démocratique, des logements adaptés, accessibles, écologiques et économes à moindre coût... et on espère que cela palliera à terme certains défauts de notre société comme la faible mixité sociale et générationnelle ou encore la spéculation galopante.

UN PEU D'HISTOIRE

Depuis 2008, l'association *La Jeune Pousse*, dont je fais partie, souhaitait créer une coopérative d'habitant-es à Toulouse. Comme pour beaucoup de groupes, l'accès au foncier a été difficile. Après six ans d'existence, l'association a été confrontée à au moins deux projets immobiliers qui n'ont pas pu aboutir, à des départs et

des arrivées, à des "crises d'adolescence". Le projet et le groupe se sont modifiés. En 2013, *Toulouse Métropole* a réservé un terrain pour l'habitat participatif dans le futur écoquartier de la Cartoucherie. *La Jeune Pousse* a alors candidaté pour la construction d'un immeuble en coopérative d'habitant-es et a été retenue.

UN GROUPE HÉTÉROCLITE, MOTIVÉ ET TRÈS ORGANISÉ

Abricoop est un groupe de 17 foyers : une trentaine de personnes, de composition familiale, d'orientation sexuelle, de nationalité, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle et de revenus variés. Cette diversité est caractéristique de notre société, mais elle est peu fréquente dans un quartier et quasi inexistante dans un immeuble. Faire cohabiter une telle diversité se heurte généralement à des difficultés architecturales ou financières. Le groupe partage cependant l'ambition de construire et de faire vivre un habitat groupé : la coopérative d'habitant-es nous le permet, il reste à se mettre au travail.



▲ Discussion autour des plans, 9 juin 2014

Il en faut, des heures, pour rédiger des statuts, choisir un architecte ou faire la chasse aux subventions ! La diversité est alors une chance. Chacun·e peut contribuer selon ses capacités, et l'organisation du groupe fait le reste. *La Jeune Pousse* est organisée en quatre ateliers : technique (choix architecturaux et relations avec l'architecte), projet de vie (charte et règlement intérieur), communication (outils de communications interne et externe) et juridico-financier (statuts, relations avec la banque et répartition des redevances). Les décisions importantes sont prises au consensus lors d'assemblées quasi-hebdomadaires, selon le principe : une personne, une voix. La démocratie au sein du groupe se vit donc quotidiennement, par la pratique.

Comme personne n'est expert·e en tout, et pour que chacun·e prenne les décisions en conscience, la coopérative forme ses membres au gré de ses besoins : l'éducation populaire est au cœur du projet. Certes, nous sommes accompagnés par des professionnel·les (*les Chalets*, le bailleur social et maître d'ouvrage, nos architectes et *Habicoop*, la fédération nationale des coopératives d'habitant·es), mais nous faisons l'essentiel et revendiquons de maîtriser notre projet dans son ensemble. Dans ces conditions, travailler à la construction ou à la gestion commune d'un bâtiment renforce les liens sociaux entre les futurs voisin·es que nous sommes et permettra, peut-être, d'éviter les conflits.

UNE COOPÉRATIVE INTERGÉNÉRATIONNELLE

La population de notre pays vieillit et les maisons de retraite ne font pas rêver grand monde. Dans la vie courante, les personnes âgées sont parties prenantes d'associations, de luttes syndicales ou d'AMAP ; il est logique que des personnes âgées militent pour les coopératives

d'habitant·es. *Abricoop* comprend huit foyers dont les occupant·es sont à la retraite. La coopérative bénéficie grandement de l'expérience des ancien·es, ainsi que de leur temps libre les jours ouvrés, qui nous permet de rencontrer nos partenaires aux horaires de bureau.

Un mélange des âges est essentiel dans un groupe qui souhaite perdurer : cela permet un renouvellement progressif des coopérat·rices après le départ des plus âgés. Nous bénéficions de l'expérience d'habitats groupés, composés à l'origine de familles avec de jeunes enfants, qui ont vieilli avec leurs membres et ont à présent du mal à se renouveler. Enfin, ce mélange des âges a été récompensé par un prêt à taux zéro de la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail, qui finance une partie du projet.

UN IMMEUBLE ADAPTÉ

La société HLM *Les Chalets*, à qui nous avons acheté l'immeuble en vente en état futur d'achèvement, est notre maître d'œuvre. En conséquence, nous n'avons pas eu la possibilité d'accéder au chantier avant la fin des travaux et nous n'avons donc pas pu autoconstruire. Les personnes âgées de notre groupe n'étaient d'ailleurs pas très enthousiastes à l'idée d'une autoconstruction.

Cependant, nous avons rigoureusement rédigé notre programme architectural et sélectionné notre architecte (*Seuils Architecture*) et son équipe. Les futur·es habitant·es sont partie prenante de la conception de leur logement et des espaces communs, ce qui permet d'avoir des logements adaptés, écologiques (matériaux sains, récupération des eaux de pluie et compostage des déchets organiques) et économes (proches du passif). L'immeuble comporte des logements allant du T2 au T5, pour s'adapter aux différentes compositions familiales, dans une architecture cohérente.

Abricoop,
4 rue Suzanne Noël,
31300 Toulouse,
<https://lajeunepousse.org>,
coopérative.abricoop@gmail.com



▲ Quand on vous dit qu'il y a de la mixité entre les générations !

Dans l'immeuble, l'espace est optimisé grâce à de nombreux locaux communs : une salle polyvalente, une buanderie, trois chambres d'amis, des rangements, un local à vélo et un toit-terrasse. La mutualisation contribue à maîtriser les coûts, de même que nos habitudes de vie : nous privilégions les transports doux (1) et la simplicité volontaire.

SÉCURITÉ ET SOLIDARITÉ FINANCIÈRE

Le montage financier d'*Abricoop* est complexe et comprend : les apports personnels (20 % du prix des appartements en moyenne), des subventions de l'*Ademe* et de la région Occitanie, un prêt à taux zéro de la Carsat et un prêt locatif social (PLS) du *Crédit coopératif*.

Les emprunts reposent sur la coopérative, qui est propriétaire de l'immeuble, et non sur les individus qui la composent. Ainsi, qu'ils ou elles aient ou non la possibilité d'emprunter, les coopératrices bénéficient d'une même qualité de logement. Ils ou elles sont propriétaires de parts sociales, mais sont locataires auprès de la coopérative. Tous les mois, la coopérative récolte donc les loyers pour rembourser les emprunts, payer des charges et faire des provisions (pour de grosses réparations, par exemple).

Les loyers sont fixés en fonction de la surface des logements, mais aussi des revenus des locataires. Les plus riches sont financièrement solidaires des plus pauvres. Ainsi, nous pouvons dépasser de nombreux obstacles à la mixité sociale qui existent en France (ménages éligibles au logement HLM et ménages hors plafond).

LA ROTATION DES COOPÉRATRICES ET LA SORTIE DU SYSTÈME SPÉCULATIF

Pour accéder à la coopérative, il faut être coopté·e par les coopératrices. Ainsi, il faut partager un certain nombre de valeurs comme l'écologie, la solidarité, l'autogestion (et la foi dans les tableurs Excel !) et participer au travail de l'association. Une fois coopté·es, le ou la coopératrice devient copropriétaire de la coopérative en achetant des parts sociales. À son départ, il ou elle revend ses parts à leur valeur d'entrée (corrigée de l'inflation). Le prix des appartements reste donc stable et ne subit pas la flambée du marché immobilier. De plus, et parce qu'on cherche la petite bête, il a été décidé que si à l'avenir les coopératrices décidaient de revendre l'immeuble, la plus-value serait reversée à un fonds pour la création d'autres coopératives. Ainsi, la coopérative d'habitant·es est un moyen de lutte efficace contre la spéculation immobilière.

Rachel Honnert ■

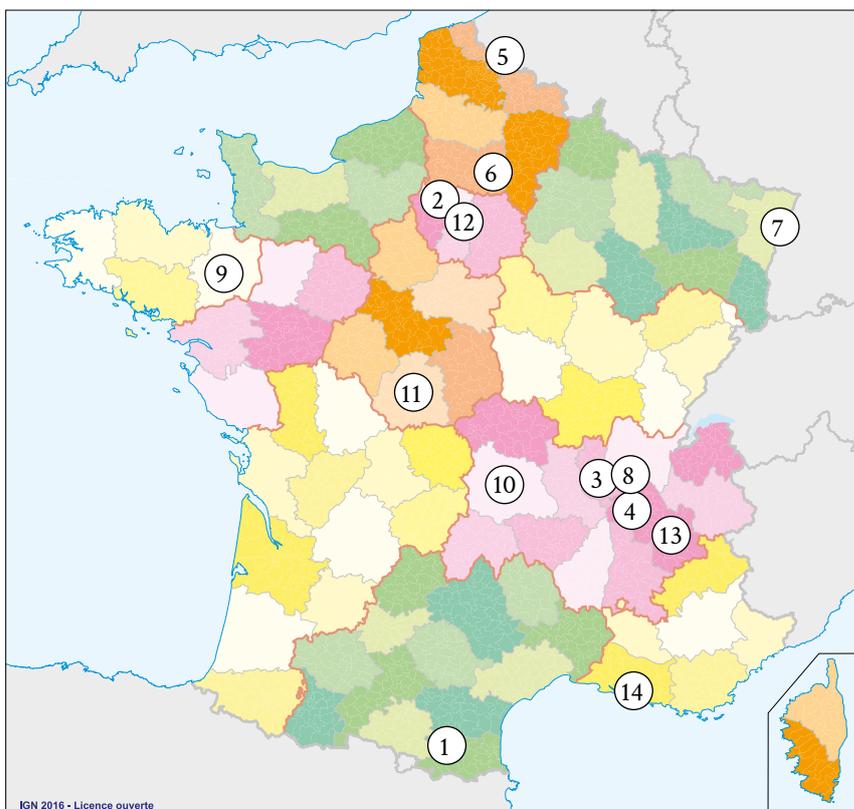
- *Habicoop* accompagne *Abricoop*, comme deux coopératives déjà en place : le *Village vertical*, à Villeurbanne, et *Chamarel*, à Vaulx-en-Velin.
- *Habicoop*, chez *Locaux Motiv*, 10 bis rue Jangot, 69007 Lyon, tél : 09 72 29 36 77, <http://www.habicoop.fr>
- Le *Village vertical*, www.village-vertical.org
- *Chamarel*, <https://cooperativechamarel.wordpress.com>

Pour aller plus loin

- Anne Bruneau, *Commun Village*, éd. Repas, 2016.
- Diana Leafa Christian, *Vivre autrement*, éd. Écosociété, 2015.
- Pascal Greboval, *Vivre en habitat participatif*, éd. Alternatives, 2013.
- Bruno Parasote, *Autopromotion, habitat groupé, écologie et liens sociaux : Comment construire collectivement un immeuble en ville ?*, éd. Yves Michel, 2011.
- "Démarches participatives d'habitat", dossier dans *Silence* n°372, 2009.
- "La Colombine, habitat partagé entre personnes ordinaires et extraordinaires", *Silence* n°456 p. 34.
- "Arterra, un palace transformé en université de la transition", *Silence* n°451 p. 29.
- "Habitats groupés à Jouy-le-Moutier", *Silence* n°447 p. 16.

(1) Lors de la construction d'un immeuble aidé comme le nôtre, il est prévu de payer la construction d'une place de parking pour chaque appartement. *Abricoop* s'est engagée à utiliser moins de voitures qu'il n'y a d'appartements dans la coopérative. Ainsi, la coopérative a fait l'économie du coût de construction de places de parking qu'elle ne compte pas utiliser.

Carte de France des membres de la *Coordin'action nationale des associations de l'habitat participatif*



1. Alter-habitat Midi-Pyrénées
<https://alterhabitat-mt.org>

2. Collectif d'animation de l'habitat participatif (CAHP) en Ile-de-France
23, rue Jean-Bleuzen, 92170 Vanves,
www.habitat-participatif-idf.org

3. Cohab'titude Lyon
Luc d'Arras, 11 chemin des Terres-Mêlées,
69290 Grézieu-la-Varenne, tél. : 09 54 04 23 24
www.cohabitude.org

4. Éco-habitat groupé
La Viorne, 80 rue Jean-Mermoz,
38090 Villefontaine, tél. : 04 74 95 56 98,
www.ecohabitatgroupe.fr

5. Éco-habitat groupé Nord Pas-de-Calais – EHGNDPC
70 rue Carpeaux, 59650 Villeneuve-d'Ascq
<https://habitatgroupe-en-nord.fr>

6. Éco-logis compiégnois
180 sente de Fay, 60410 Saintines
<https://habitatparticipatifpicardie.fr>

7. Écoquartier Strasbourg
1a place des Orphelins, 67000 Strasbourg,
www.ecoquartier-strasbourg.net

8. Habicoop
Fédération française des coopératives d'habitantes
Chez Locaux Motiv, 10 bis rue Jangot, 69007 Lyon,
tél. : 09 72 29 36 77, www.habicoop.fr

9. Habitat participatif Ouest –HPO
41 rue de la Carrière, 35000 Rennes
www.habitatparticipatif-ouest.net

10. Habiter autrement Auvergne
9 rue Sous-les-Augustins, 63000 Clermont-Ferrand,
www.habiter-autrement.fr

11. Hal'age – Habitat alternatif dans l'âge
L'habitat participatif et solidaire comme un choix
d'habitat viable pour les personnes vieillissantes
133 rue de Strasbourg, 36000 Châteauroux,
tél. : 09 72 58 65 20, <https://halage.info>

12. Hespère 21
Paris intra-muros
26 rue René-Mouchotte, 75014 Paris,
www.cesvp.fr/hespere-21

13. Les Habiles – Habitats isérois libres et solidaires
88 rue Anatole-France, 38100 Grenoble,
tél. : 04 82 53 19 62, www.leshabiles.org

14. Regain – Coordination HP PACA
16 avenue des Chartreux, 13004 Marseille,
tél. : 04 91 00 32 91,
www.habitatparticipatif-paca.net



▲ Rencontre Nationales de l'Habitat Participatif, Marseille, 9-11 juillet 2015

Un réseau national pour habiter autrement

Cécile Viallon, membre de la *Coordination nationale des associations de l'habitat participatif*, revient pour *Silence* sur ce réseau et sur la dynamique nationale en faveur de l'habitat participatif.

Silence : Qu'est-ce que la *Coordination nationale des associations de l'habitat participatif* ?

Cécile Viallon : Il y a 3 courants dans l'habitat groupé : l'autogestionnaire, le coopératif et l'auto-promotion. En 2010, sous l'impulsion de l'association *Éco-quartiers Strasbourg* et des élus de la métropole, le courant de l'autopromotion a réalisé des rencontres nationales à Strasbourg. Nous nous sommes mis d'accord sur le terme "participatif", le plus petit dénominateur commun. C'est une démarche qui permet à des groupes de citoyen-nes de concevoir, réaliser et gérer collectivement leur habitat.

Cette rencontre a été le point de départ de la *Coordination* (1). Il fallait être visibles et faire reconnaître la dynamique auprès des autorités, à l'heure de la loi ALUR notamment.

Quels sont les réseaux partenaires de la *Coordination* ?

Le *réseau national des collectivités pour l'habitat participatif* a été créé en 2010. En 2015, l'USH (2) a créé le *réseau des bailleurs sociaux pour l'habitat participatif*.

Tous les deux ou trois ans, des rencontres nationales sont organisées, où tous les réseaux sont présents. La *Coordination* a pour but d'y faire reconnaître la place des collectifs d'habitant-es, qui est trop souvent oubliée par les bailleurs et les collectivités.

Quels sont les débats au sein de cette *coordination nationale* ?

Les priorités ne sont pas les mêmes entre par exemple *Habicoop*, créé en 2005 en Rhône-Alpes, pour qui la question de la reconnaissance du statut non spéculatif de la coopérative d'habitant-es est centrale, et le courant autogestionnaire, qui met davantage en avant les pratiques et espaces partagés, la régulation collective des "communs" entre voisins : des démarches citoyennes pour les transitions écologiques et solidaires.

Quels sont les projets portés actuellement par votre réseau ?

Notre dernière action en date a été la cartographie en ligne des projets d'habitat participatif en partenariat avec les *Colibris* et *Relier*. Quatre cent cinquante projets sont repérables par régions, par état d'avancement, par statut juridique, etc.

La *Coordination* reçoit un appui du *commissariat général à l'égalité des territoires*. Elle entame une recherche-action sur l'habitat participatif et les quartiers prioritaires en ville. À l'été 2018, des rencontres nationales auront lieu à Nantes.

Coordination nationale des associations de l'habitat participatif,
La Fonderie,
23, rue Jean-Bleuzen,
92170 Vanves,
www.habitatparticipatif.eu

(1) Cette dernière est composée de 14 associations, visibles sur la carte ci-contre. Pour l'instant, les groupes d'habitant-es et personnes intéressées adhèrent à l'une des associations composantes.

(2) *Union sociale pour l'habitat*, qui fédère les organismes HLM.

Propos recueillis par Guillaume Gamblin ■



▲ Rencontre d'information au Court-circuit (Lyon 7), le 23 septembre 2017

La coopérative immobilière : demain, on loge gratis ?

Acheter ou louer, le choix n'est guère enthousiasmant. Les coopératives d'habitant·es constituent une alternative réjouissante pour sortir de la spéculation immobilière. Mais seront-elles suffisantes ? La coopérative immobilière se donne pour but de sortir des logements du marché immobilier.

DE SON BALCON, TOUMANI PEUT APERCEVOIR la fenêtre de l'appartement qu'il louait lorsqu'il était tout jeune. Il est heureux de ne plus enrichir un rentier. Afin ne pas payer un loyer toute sa vie, il avait envisagé de devenir propriétaire, mais il n'avait pas davantage envie d'enrichir un banquier ni de contribuer à la spéculation immobilière. Il a finalement intégré *Maintenant*, la "coopérative immobilière" à laquelle son logement appartient. Toumani lui verse une redevance mensuelle – qui ne constitue pas un loyer, mais une contribution mensuelle aux charges collectives de la coopérative – dont le montant est sans commune mesure avec les loyers du quartier ! En contrebas, il aperçoit dans la rue Evan et Sayat, également coopératrices de *Maintenant*. Propriétaire-accédante de son logement, Evan remboursait encore son emprunt, jusqu'à ce que *Maintenant* rachète son crédit. Cela a permis de prolonger la durée du prêt et donc de baisser ses mensualités, qu'elle verse désormais à la coopérative. Elle est soulagée de pouvoir mutualiser les coûts d'entretien et les travaux d'isolation. Père de famille, Sayat habite un logement plus grand que Toumani, dans un quartier plus cher, mais paie néanmoins une redevance moindre à la coopérative, car

celle-ci est indexée sur leur revenus respectifs. Suite à une mutation, Toumani déménage bientôt dans une autre ville. Il a repéré un logement qui lui convient, et c'est *Maintenant* qui l'a acheté pour qu'il puisse s'y installer.

Fictif aujourd'hui, ce récit pourrait devenir réalité avec le projet de coopérative immobilière en cours de création à Lyon, qui promet que "*demain, on loge gratis*". Entretien avec Baptiste Mylondo (1), à l'initiative du projet.

Silence : Parler de logement gratuit, n'est-ce pas un peu démagogique ?

B. Mylondo : C'est une accroche, mais l'objectif est bien d'instaurer une quasi-gratuité du logement. Une fois qu'un logement a intégré le pot commun et que le coût de son acquisition a été amorti, il n'y a plus de raison de faire payer son occupation. Et il en restera ainsi désormais puisque le bien n'a pas vocation à être revendu. C'est à ce titre que l'on parle de gratuité. Maintenant, le principe est que les coopératrices acquittent tout de même mensuellement une redevance qui permet de mutualiser les coûts d'entretien du parc immobilier de la coopérative, de provisionner les

Pour en savoir plus et suivre le projet :
www.maintenant-coop.info

(1) Baptiste Mylondo est professeur d'économie à Sciences Po Lyon. Militant actif pour la décroissance, la réduction du temps de travail et le revenu universel, il a participé à la création de la coopérative alimentaire lyonnaise *Alterconso*, et il écrit parfois dans *Silence*.

demain on loge GRATIS!

 ne payons plus le logement

Pourquoi continuons-nous à payer (acheter ou louer) des logements qui ont déjà été remboursés plusieurs fois ? La constitution d'un vaste pot commun de logements, payés une fois pour toutes, permettrait aux coopérateurs d'accéder à des logements gratuits et de circuler au sein de cette coopérative immobilière comme on circule aujourd'hui au sein du parc locatif ou du marché immobilier, mais sans aucune barrière financière.

et mutualisons l'entretien 

risques de perte de revenu des coopératrices en cas d'accident de la vie et de financer, soit l'agrandissement de la coopérative, soit l'acquisition de logements supplémentaires.

En constituant un parc de logements éparpillés géographiquement, et en laissant de côté les relations de voisinage et le partage d'espaces communs, ne passe-t-on pas à côté de ce qui fait la substance même de l'habitat coopératif ?

Je ne crois pas. Cet aspect "relationnel" de l'habitat partagé est même plutôt un frein pour certain-es. J'ai rencontré de nombreuses personnes que les logiques spéculatives et inégalitaires du marché immobilier révoltent, mais pour qui l'habitat partagé ne constitue pas pour autant un projet de vie. Les projets d'habitat partagé consistent le plus fréquemment en la construction de nouveaux logements, alors que la finalité d'une coopérative immobilière est plutôt d'extraire du marché un maximum de logements existants. Et ainsi de suivre les coopératrices tout au long de leur parcours résidentiel, et de leur vie ! Ce que ne permettront pas les coopératives d'habitant-es tant qu'elles seront aussi peu nombreuses. Maintenant, le projet n'est pas limité à l'immobilier résidentiel. La coopérative immobilière pourrait très bien intégrer d'autres types de biens, tels que des locaux commerciaux en pied d'immeuble, par exemple. Ce pourrait être une autre façon de produire des espaces de vie mutualisés.

Quels sont les premiers défis qui attendent ce projet de coopérative ?

Le projet est relativement simple dans son principe. Sa mise en œuvre est plus complexe. Plusieurs aspects techniques, mais aussi éthiques et politiques sont à débattre avec les fondatrices (2). Certains arbitrages engendreront nécessairement

des conflits, voire des départs. Pour acquérir les premiers logements, il faudra notamment attirer des propriétaires de plein droit, et probablement souscrire un emprunt bancaire ou intéresser des investisseurs qui ne seront pas directement bénéficiaires du projet, mais dont il faudra rétribuer l'investissement. C'est-à-dire jouer selon les règles du système que l'on souhaite abattre. Ce projet est une vraie remise en cause du marché immobilier, de sa logique inégalitaire et concentrée, et partant, des intérêts de celles et ceux qui en bénéficient. Il faut sans doute s'attendre à un risque de "contre-lobbying" (3) et que les banques et les grands propriétaires fassent pression pour maintenir un cadre législatif et réglementaire contraignant.

C'est un véritable projet anarcho-libertaire en fin de compte...

Complètement. La philosophie sous-jacente à ce projet, l'horizon poursuivi, est très clairement la rupture avec la propriété individuelle et lucrative. Et *in fine*, la "coopérativisation" de la société par l'extension de la coopérative immobilière à un maximum de nos activités économiques et pratiques quotidiennes : alimentation et consommation, production de biens et services, travail, etc.

Si la coopérative devait se limiter au logement, ce ne serait pas un échec, mais j'ai le sentiment que l'on passerait à côté de quelque chose. À quoi bon révolutionner notre manière de se loger, si c'est pour continuer à faire tout le reste pareil ?

Propos recueillis par Nils Svanström ■

(2) À l'issue d'une demi-douzaine de réunions d'information données à travers Lyon courant septembre-octobre 2017, un groupe d'une trentaine de membres-fondatrices s'est formé pour travailler concrètement à la création de la coopérative.

(3) C'est-à-dire que les banques s'entendent entre elles pour refuser toute demande de prêt de la coopérative, ou que les grands propriétaires fassent de même pour systématiquement lui refuser la vente de leur biens ou pour faire de la surenchère.



▲ Atelier sur le terrain dans le cadre du projet Alter habitat lillois

“Inventer une nouvelle façon d’habiter et de vivre”

Dans son livre *Commun Village*, Anne Bruneau présente un habitat groupé imaginaire abordant les différentes questions qui se posent autour de ce genre de pratiques. Elle s’est inspirée pour cela de 25 lieux ayant réellement existé.

Silence : Quelles sont les différentes questions qui se posent lors du lancement d’un projet d’habitat groupé ? Et ensuite pendant le fonctionnement ?

Anne Bruneau : La création d’un habitat participatif est balisée par des étapes importantes : la constitution du groupe, la recherche d’un terrain, le choix d’une structure juridique, le temps du rêve, les difficultés inhérentes à tout chantier, les questions financières, l’installation, les réunions d’habitantes et la gestion collective quotidienne. C’est sur ces points de passage obligés que le groupe d’*Éco Habitat Groupé* (EHG) a été très attentif à la lecture de mon récit fictif *Commun Village*, car globalement tous les groupes sont un jour confrontés à ces étapes qui font l’habitat participatif.

Quelles sont les catégories sociales présentes dans ces projets ? Faut-il disposer d’un capital, de revenus importants pour y participer ?

Globalement, les personnes que j’ai rencontrées dans les habitats participatifs appartenaient majoritairement à la classe moyenne ou supérieure, mais il paraît peu opportun de lister des généralités, car il existe de nombreuses exceptions. Ceci dit, le roman relate l’histoire d’un habitat sur quarante ans et, dans les années 1980, les familles qui s’intéressaient à ce type d’expériences étaient plutôt jeunes, certaines personnes terminaient leurs études, d’autres démarraient à

peine dans la vie active, beaucoup étaient employées ou dans la fonction publique. En trente ou quarante ans, leur situation personnelle a évolué. Aujourd’hui leurs situations professionnelles sont confortées, mais je trouve vraiment dommageable cette idée, qui continue de circuler, qui consiste à penser que ce type d’habitat est réservé à certaines classes sociales. Ce qui est juste, par contre, c’est que toutes les personnes intéressées par ce type d’habitat — hier comme aujourd’hui — sont motivées par une vie qui fait la part belle au voisinage, au lien social, au partage d’expériences, à l’innovation sociale.

Enfin, pour revenir sur la notion des revenus et du capital de départ, je dirai qu’il existe aussi des solutions d’habitat participatif pour des familles aux revenus modestes, notamment parce que les bailleurs sociaux commencent à s’intéresser à ce type d’habitat et, dans certains cas, peuvent construire un bâtiment pour un groupe de locataires.

L’intergénérationnel est souvent mis en avant mais est-ce une réalité sur le terrain ?

Il est vrai que la génération issue de 1968, qui a rêvé et mis en œuvre l’habitat participatif, n’avait pas imaginé qu’elle vieillirait... Les groupes étaient assez homogènes en terme d’âge, et dans un certain nombre de lieux, les familles ont grandi et vieilli ensemble.



▲ Le Groupe du 4 Mars est un projet d'habitat coopératif initié en 2009 à la Croix-Rousse (Lyon). Il consiste en 13 logements coopératifs imbriqués avec 11 logements sociaux dans un immeuble sous maîtrise d'ouvrage du bailleur social Alliade. Les travaux de l'immeuble, "le Cairn", doivent démarrer début 2018 pour une livraison au 2nd semestre 2019. Ici, le groupe en visite chez les Castors du Crêt de Roc, un habitat coopératif réalisé en auto-promotion à Saint-Étienne

Mais la vie est faite de telle manière qu'il y a eu un peu partout un certain renouvellement. Des gens plus jeunes prennent la place de ceux qui quittent l'habitat... Malgré tout, ce n'est pas évident pour les nouveaux d'intégrer un fonctionnement établi et pensé par d'autres, avec des habitudes de fonctionnement déjà bien établies. Mais cette question de l'intergénérationnel est désormais bien intégrée dans les groupes récents, et certains projets se constituent en intégrant ce paramètre.

"CES LIEUX SONT EN QUELQUE SORTE DES PÉPINIÈRES ASSOCIATIVES ET MILITANTES"

Le livre montre bien que le temps qui passe provoque souvent une usure des pratiques collectives. Comment les groupes se remobilisent-ils ?

L'usure existe, certes, au bout de quelques années, au sein des habitats. Mais là encore, impossible de généraliser. Certains groupes restent très actifs au niveau du collectif, en maintenant des missions d'entretien collectives, des réunions ou des activités communes ; d'autres confient progressivement certaines tâches qu'ils réalisaient eux-mêmes à des prestataires extérieurs, pour le jardinage ou l'entretien. Néanmoins, ce n'est pas parce que les habitant-es s'investissent moins dans la vie du collectif qu'ils et elles abandonnent toute velléité militante, bien au contraire : ils et elles ont globalement une vie associative et/ou politique importante, sont impliqués dans la vie locale ou ont pris des responsabilités dans d'autres mouvements. L'intérêt pour la vie collective, la défense de valeurs humanistes ou une certaine idée du vivre-ensemble et du respect des droits humains les amène à prendre des engagements dans la société. Et puis, l'expérience des réunions

vécues de nombreuses années en habitat participatif fait d'eux des négociateurs et conciliatrices hors pair ! Enfin, comme dans toute association, les projets doivent se renouveler dans le temps.

Ces lieux insolites ont par ailleurs été bien intégrés dans leurs cités respectives, et les salles communes accueillent depuis longtemps des activités sportives ou culturelles. Des mouvements naissants sollicitent aussi ces salles pour des réunions, ces lieux sont en quelque sorte des pépinières "associatives et militantes" !

Comment se renouvellent (ou pas) les habitant-es dans ce type d'habitat ?

La cooptation est souvent la norme, mais rien n'empêche un vendeur de vendre à qui il veut, et parfois au plus offrant. Toutefois, l'idée des groupes existants est bien de limiter la spéculation, en maintenant si possible des prix de logement accessibles à des familles, et en expliquant le projet de l'habitat participatif. Il est tout à fait vital que les nouvelles venu-es comprennent bien les enjeux d'un tel mode d'habitat, qui est censé promouvoir une certaine idée du vivre-ensemble et de la solidarité. Enfin, ces lieux ont été conçus pour élever des enfants dans une certaine liberté, l'habitat fonctionnant comme une sorte de petit village, avec ses salles communes, jardins ou coursives de circulation et de jeux ! Les familles avec enfants sont les bienvenues dans les cas de renouvellement des habitant-es. Les cris d'enfants, c'est la vie !

Comment expliquer qu'après une forte mobilisation autour de type d'habitat, pour des raisons d'abord sociales, dans les années 1970-1980, avec une centaine de réalisations, il y ait eu ensuite un énorme creux... puis un

Vous avez dit "habitat participatif" ?

L'habitat participatif est un terme qui recouvre des expériences très diverses, en milieu rural comme en milieu urbain, selon des montages juridiques et financiers très variables. Il trouve sa source dans une diversité de pratiques locales ou nationales pour le développement d'habitats alternatifs conçus et gérés par leurs habitant-es : habitats groupés autogérés, coopératives d'habitant-es, groupes d'autopromotion... Chaque association a développé ses méthodes et ses expertises, et toutes se retrouvent autour d'un socle commun : la place centrale du groupe d'habitant-es dans son projet de lieu de vie.



cohabitude.org

▲ Inauguration en fanfare du lotissement de 37 logements Les Terres Mêlées, habitat groupé comprenant une maison partagée, une salle de réunion et de quoi loger les amis de passage, le 13 mai 2017, à Grézieu-la-Varenne (Rhône)

redémarrage depuis une vingtaine d'années, avec une approche plus écologique ?

À mon avis, ces projets collectifs sont très liés à des projets qu'on peut qualifier de générationnels. Dans les années 70-80, les porteurs de projets étaient animés par l'idée de changer le monde, ou du moins d'essayer de vivre autrement, en évitant le chacun chez soi. Il s'agissait de concrétiser une utopie, de la manière la plus concrète possible... Aujourd'hui c'est la précarisation des trentenaires, la difficulté pour des jeunes d'acheter seules, ou encore la volonté d'habiter dans des lieux écologiques économes pour la planète qui donne un nouvel élan à l'habitat participatif, qui se redécouvre un large champ d'action, tout à fait dans l'air du temps. Ce qui est formidable, c'est que les pionnières de l'habitat participatif puissent partager leurs expériences et, d'une certaine manière, passer le flambeau aux groupes naissants. Je trouve que l'habitat participatif a un formidable avenir, il répond tout autant

à la nécessité d'économiser le foncier en ville et en périphérie qu'à une aspiration toute contemporaine d'un mode de vie plus ouvert sur la cité. Aujourd'hui, on connaît le coût social et humain de la solitude, du chacun pour soi et de l'individualisme forcené.

Que change la reconnaissance législative de l'habitat groupé (loi ALUR du 24 mars 2014) ?

La loi ALUR offre un premier cadre législatif qui permet déjà à des communes, des communautés de communes et des bailleurs sociaux de se lancer de manière plus balisée dans des programmes d'habitat participatif. Pour les groupes en projet, elle est un support légal et, pour les militants du mouvement, une reconnaissance du travail alternatif mené ces trente dernières années.

Propos recueillis par Michel Bernard ■

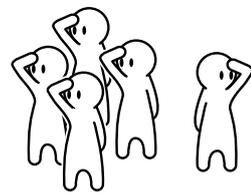
“La fiction offre une liberté formidable pour rendre compte du réel !”

J'avais des connaissances très sommaires en matière d'habitat participatif quand j'ai été sollicitée par le groupe d'Éco Habitat Groupé (EHG) pour écrire cette histoire. J'ai proposé au comité de direction d'EHG le principe de l'écriture collaborative.

Je me suis plongée dans les plus de mille pages d'entretiens réalisés par des étudiant·es en sociologie pour le compte d'EHG. J'ai demandé à visiter un certain nombre d'habitats participatifs et à rencontrer des habitantes. Ces discussions ont été fondamentales, elles m'ont donné à voir et à entendre les histoires personnelles et collectives de différents groupes. Je pouvais, en les écoutant, ressentir et comprendre le rêve qui a été le leur et qui s'est concrétisé : s'inventer une nouvelle façon d'habiter et de vivre.

Petit à petit, j'ai imaginé quelques personnages, puis constitué des familles fictives. Enfin, j'ai imaginé le hangar, cet habitat participatif de fiction dans lequel évoluent les personnages. Je me suis inspirée notamment d'un ancien site industriel de la région lilloise.

Et les personnages ont commencé à vivre leur vie... et c'est vraiment le moment qui m'a le plus amusée dans l'écriture du livre. La fiction offre une liberté formidable pour rendre compte du réel !



Fermes d'avenir : grandes ambitions, grandes interrogations

L'association Fermes d'avenir fonde son projet alternatif sur la multiplication des petites fermes. Mouvement à la communication efficace, il suscite beaucoup d'intérêt mais aussi la discussion.

15 000 participant-es, 300 bénévoles, 220 visites de fermes. Après trois mois de péripéties et 3 300 kilomètres à vélo, le "Fermes d'avenir Tour" s'est achevé le 14 septembre 2017. Ce mouvement est né à la ferme de la Bourdaisière, à Montlouis-sur-Loire (Indre-et-Loire). Celle-ci s'étend sur 1,4 hectare, dont 8 000 m² de cultures maraîchères diversifiées. L'objectif de cette expérimentation lancée en 2013 était d'évaluer la viabilité technique et économique de petites fermes inspirées de la permaculture et conduites en maraîchage biologique intensif.

De petites fermes, donc, mais une grande ambition. D'aucun-es reprochent à l'association sa longue liste de partenaires plus ou moins vertueux. Comme *Decathlon*, partenaire du *Fermes d'avenir Tour*, qui n'hésite pas à construire ses "villages sportifs" sur des terres agricoles. Mais il y a aussi *Renault*, qui triche sur ses émissions de polluants, *Schneider Electric*, *Casino*, *Fleury Michon*... "Si l'on veut nourrir toute la population en bio, il faut travailler avec tout le monde", se défend Maxime de Rostolan, fondateur et directeur de *Fermes d'avenir*. Y a-t-il une ligne rouge ? "Jamais je ne travaillerai avec des vendeurs de pesticides comme Bayer ou Monsanto".

"Il n'y a pas assez de recul sur la viabilité du concept"

Une stratégie d'ouverture, une communication efficace, un réseau influent : ces ingrédients ont permis à l'association de se faire une place dans le paysage national... Pas toujours appréciée par les porteu-ses historiques de l'agriculture paysanne ou biologique. Parmi les points de friction, la viabilité économique de ces petites fermes.

Une première étude menée par l'Inra de 2011 à 2015 au Bec Hellouin, en Normandie, a montré la potentialité d'un tel système : sur cette ferme biologique sophistiquée, une surface de



Maxime de Rostolan, fondateur et directeur de Fermes d'avenir

production maraîchère d'environ 1 000 m² (0,1 ha) permet de dégager un revenu acceptable. Mais "aujourd'hui, on ne peut pas affirmer qu'une ferme de 1 000 m² puisse être viable, tempère François Léger, principal auteur de l'étude et enseignant chercheur à AgroParisTech. Le discours de Fermes d'avenir, centré sur un message optimiste, pourrait laisser entendre que la viabilité est déjà prouvée. Or, nous n'en sommes qu'aux prémices".

L'avantage des petites fermes ? De faibles surfaces et des charges minimales, qui les rendent accessibles à des candidat-es avec une faible capacité d'investissement, comme c'est souvent le cas des néo-paysan-nes. Mais la tendance de l'agriculture reste à l'agrandissement. "Le risque serait de voir apparaître un modèle dual, avec un noyau de microfermes d'un côté, et des exploitations de plus en plus concentrées de l'autre", craint Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac France.

Aujourd'hui, *Fermes d'avenir* change justement d'échelle en se donnant pour objectif de lancer une expérimentation dans trois fermes de 60 hectares, la taille moyenne d'une exploitation française.

En partenariat avec : www.reporterre.net



» Nantes

Une coopérative funéraire

Alors que les personnes confrontées à la mort d'un-e proche se heurtent souvent à un milieu qui cherche à réaliser le maximum de profits et à faire monter les prix, à Nantes la coopérative funéraire a été créée par trois fondatrices en 2015 en s'inspirant des coopératives funéraires du Québec. Le principe : une entreprise sous forme de SCIC, *Société coopérative d'intérêt collectif*, qui compte 182 coopérat-rices à la mi-2017. Ces derni-ères participent à la prise de décision lors de l'assemblée générale. 57% minimum des bénéfices doivent être réinvestis dans l'entreprise. Une offre simple et abordable de produits locaux, une recherche de prix justes. Une proposition de cercueils écologiques personnalisables, certains en carton. Un accompagnement respectueux sans pression commerciale. Une visée d'équité sociale dans l'esprit de l'économie sociale et solidaire.

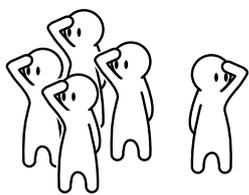
Coopérative Funéraire de Nantes,
7, Rue Louis Blériot, 44700 Orvault, tél : 02 85 52 38 39,
www.cooperative-funeraire.coop

Association pour des coopératives funéraires françaises.
Développer l'information sur les enjeux de la consommation dans le funéraire, représenter une vision humaniste sur les sujets du deuil et de la mort.
Informations : www.cooperatifunerairedenantes.blogspot.fr

Fédération des coopératives funéraires du Québec,
548, rue Dufferin, Sherbrooke (Québec), J1H 4N1,
tél. : 819 566-6303, www.fcfq.coop



La Coopérative Funéraire de Nantes est une agence de services funéraires qui vous propose un accompagnement différent à des étapes clés de votre vie : préparer votre mort et affronter la mort d'un proche.



Alternatives

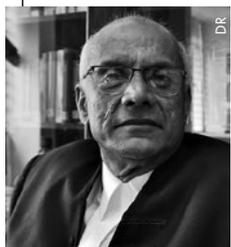
Prix Nobel alternatif 2017

Fondé en 1980, le prix *Right Livelihood* est décerné chaque année dans l'enceinte du Parlement suédois, et souvent désigné comme "le Prix Nobel alternatif". Il a récompensé en 2017 notamment des défenseuses de la justice et des minorités.



Le prix honorifique a été décerné à **Robert Bilott** (États-Unis), avocat environnemental, pour avoir dénoncé plusieurs décennies de pollution chimique, obtenu justice pour les victimes et établi un précédent pour

une réglementation efficace des substances dangereuses. À travers une bataille juridique de 19 ans, il a représenté 70 000 citoyens dont l'eau potable avait été contaminée par le géant chimique *DuPont*.



Colin Gonsalves (Inde) a été récompensé pour son utilisation des litiges d'intérêt public qui ont permis de garantir les droits fondamentaux des personnes les plus marginalisées et vulnérables de

l'Inde depuis plus de trois décennies. Il est avocat principal à la Cour suprême indienne et fondateur du *Human Rights Law Network* (HRLN), un réseau national indien d'avocats défendant les causes d'intérêt public.



Khadija Ismayilova (Azerbaïdjan), a reçu le prix pour son courage et sa ténacité à exposer la corruption au plus haut niveau gouvernemental par le biais d'un journalisme d'investigation exceptionnel au nom

de la transparence et de la responsabilité. Elle soutient par ailleurs les prisonniers politiques. C'est la première fois que le prix *Right Livelihood* revient à une lauréate d'origine azerbaïdjanaise.



Yetnebersh Nigussie, (Éthiopie), avocate, conseillère principale pour l'ONG internationale *Light for the World* dédiée au handicap et au développement, a aussi reçu le prix pour son travail sur la promotion des droits et l'inclusion des personnes en situation de handicap. Elle lutte également pour le droit des femmes et une éducation plus inclusive en Éthiopie.

» Ardèche

Une école de projets solidaires

Créer une école pour accompagner les jeunes porteurs de projets locaux ? C'est le défi que se sont lancé trois associations, *Amesud*, *Le Mat* et *le Réseau ITES* en Ardèche. L'école de projets *EVEIL*, comme *Encourager, valoriser les expérimentations et les initiatives locales*, ouvrira ses portes en février 2018 pour une première session de 4 mois. Elle s'adresse prioritairement à des personnes âgées de 18 à 30 ans qui ont l'envie de créer une activité dans le champ de l'économie sociale et solidaire en Ardèche méridionale ; des personnes qui ont envie de rester sur ce territoire, ou de s'y installer. La formation, ancrée sur le territoire et basée sur un accompagnement collectif, permet d'aider à clarifier son projet, d'apprendre à se connaître au sein d'un collectif, de s'initier à des formes de gestion horizontales, de créer des synergies entre différents projets, etc. Les candidatures sont à envoyer avant le 31 décembre 2017. Informations et dossiers de candidature sur le site d'*Amesud* : www.amesud.fr, tél. : 04 75 89 21 51.



» Alzheimer

Des bistrot mémoire pour briser l'isolement

Des espaces publics et ouverts dans lesquels on peut se retrouver autour d'une boisson, échanger sur les difficultés mais aussi partager des joies, voire danser... C'est ce qu'offrent les bistrot mémoire aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, à leurs proches, aux personnes aidantes, soignantes, etc. "Il y a d'abord beaucoup de plaisir, celui tout simplement d'être sorti de chez soi, rompre un moment de solitude, de se retrouver dans un espace partagé", explique Irène Sipos, la créatrice du premier de ces bistrots, à Rennes en 2004. Lorsque l'on s'y rend, "on ne sait bientôt plus qui est malade, qui est conjoint ou parent, professionnel ou ami, aidant ou aidé", constate Tugdual Ruellan sur *histoiresordinaires.fr*. Un-e psychologue et une équipe de bénévoles formés assurent l'accueil. De tels lieux de convivialité et d'échange se sont créés partout en France (à Pornic, Cholet, Tours, Nevers, Sens, Nancy, Fécamp,...).

Union des Bistrot Mémoire, 9, rue Louis Kérautret Botmel, immeuble Athéa, 35000 Rennes, <http://bistrot-memoire.com>



BISTROT MÉMOIRE
RENNES
Les troubles de la mémoire, parlons-en.

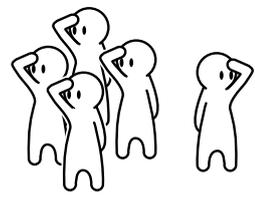


Un jeu pour soutenir la ZAD

Zone à défendre est le nom d'un jeu de plateau coopératif, qui a été réalisé par des soutiens soucieux de faire connaître la lutte de Notre-Dame-des-Landes et de renflouer les caisses de la ZAD. De 1 à 6 joueurs, dès 14 ans, d'une durée de 1h à 1h30, sa version "boîte" est pour le moment épuisée, mais il est téléchargeable à prix libre sur internet, pour le monter soi-même. Vous incarnez des occupant-es de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes en lutte contre un projet d'aéroport destructeur et nuisible. Pour gagner il vous faudra construire, semer, communiquer, tout en empêchant la progression des forces de l'ordre.

Contact : zadjeu.revolublog.com.





» Toulouse

Les Repêchés Mignons

Le projet est né en 2013 au sein d'une disco-soupe, soirée où l'on sert de la soupe réalisée à partir d'aliments récupérés. Céline décide de récupérer des fruits et légumes pour en faire des confitures. Les ingrédients sont collectés, transformés et distribués localement, avec une volonté de lutte contre le gaspillage et d'empreinte écologique la plus légère possible (livraison à vélo, à pied ou en transport en commun). *Les Repêchés Mignons* propose une gamme d'une vingtaine de goûts avec pas mal d'originalité : Carotte-Epices ou Poivron-Vanille... L'entreprise organise également des ateliers pour apprendre à faire soi-même ses confitures.

www.lesrepechesmignons.fr,
confituriere@lesrepechesmignons.fr

» Ile-et-Vilaine

Si on s'alliait ?

Si on s'alliait ?, c'est une association qui cherche à obtenir des améliorations concrètes des conditions de vie et à lutter contre les injustices sociales. En s'appuyant sur les réflexions de Saul Alinski notamment, elle propose des démarches concrètes d'organisation, de mobilisations non-violentes puis de négociations avec les décideurs pour obtenir des victoires – plus de services publics de proximité, des logements décents, etc., et surtout la dignité humaine. Depuis 2014, cette association est portée par les premières personnes concernées dans une démarche horizontale et une indépendance politique et financière. Elle rassemble des personnes issues de communautés d'appartenance variées : genres, nationalités, âges, religions, loisirs, intérêts, quartiers... *Si on s'alliait ?* aide à la mise en place de campagnes d'interpellation citoyennes, mais aussi de groupes de travail qui réfléchissent au fonctionnement démocratique et aux moyens d'enrichir les luttes. En s'appuyant sur les premières personnes concernées et en distinguant le statut "d'allié-e", l'association permet une alliance de communautés d'intérêts et propose un espace où l'on peut s'organiser pour être plus nombreuses, se sentir plus fortes.

Association "*Si on s'alliait ?*", 11 square de Galicie, Appartement 42-93, 35200 Rennes,
www.sionsalliait.org, sionsalliait@gmail.com, Claire : 06 84 62 85 36.



Le 23 juin 2016, les locataires d'Archipel Habitat à Villejean, sont allées au conseil d'administration pour remettre des courriers et des pétitions concernant les problèmes d'humidité et de moisissures dans leurs logements

Énergies



L'Asie du Sud-Est mise sur les renouvelables

Il y a peu, le lobby nucléaire espérait encore reprendre la main en Asie du Sud-Est, seule région du monde, avec la Chine, où démarrent encore des chantiers de réacteurs nucléaires. Mais le changement de gouvernement en Corée et l'annonce de la sortie du nucléaire dans ce pays pourraient changer la donne. D'autant plus que Taïwan vient de prendre la même décision.

Le président sud-coréen Moon Jae-in et la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen ont tous deux présenté des programmes nationaux de transition énergétique qui font la part belle à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables, au stockage de l'énergie et aux réseaux électriques intelligents.

Dans ces deux pays (Corée, 22 % d'électricité nucléaire et 25 réacteurs, Taïwan, 14 %), les programmes prévoient une fermeture rapide des actuels réacteurs.

Le programme coréen prévoit le passage de 5 % à 20 % en 2030 de la production électrique en renouvelables. Il prévoit aussi la fermeture progressive de dix centrales au charbon. Le gaz, moins polluant, couvrira les besoins pendant la phase de transition.

Le programme taïwanais prévoit la fermeture du dernier réacteur nucléaire

pour 2025. Le pourcentage des renouvelables dans la production d'électricité doit passer de 5 % aujourd'hui à 20 % d'ici 2025.

Pour accélérer le passage aux renouvelables, ces deux pays ont passé un accord avec la Chine pour la mise en place d'un réseau interconnecté de l'électricité qui permettrait de mieux gérer les variations de production et de limiter les besoins de stockage sur la région. Si la Chine continue à construire quelques réacteurs nucléaires, elle progresse maintenant beaucoup plus vite dans le domaine des renouvelables.

Territoires à énergie positive victime des restrictions budgétaires

En 2014, Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, a mis en place le dispositif "territoires à énergie positive" qui permet aux collectivités locales de bénéficier d'aides de l'État pour mettre en place des actions visant aux économies d'énergie et au développement des énergies renouvelables. Une soixantaine de collectivités ont adhéré à ce programme et presque autant ont engagé une démarche pour rejoindre le dispositif. Le 26 septembre 2017, Nicolas Hulot a envoyé une circulaire aux préfets leur demandant d'être plus rigoureux dans le contrôle des demandes d'aides financières. Dans les faits, le ministère entend limiter ses aides à 400 millions pour le budget 2018, alors que les demandes portent sur 750 millions. Plusieurs associations qui accompagnent les collectivités locales ont demandé le respect du contrat initial qui s'inscrit dans le cadre plus général des engagements de la France vis-à-vis du climat.

Pour en savoir plus :
www.territoires-energie-positive.fr

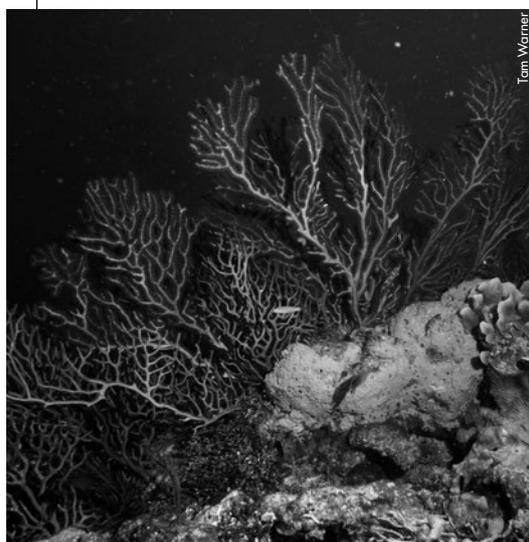


Environnement

Préserver le corail, c'est préserver les humains : l'action de Coral Guardian

L'association Coral Guardian mise sur les communautés locales d'Indonésie pour préserver les récifs coralliens menacés par la surpêche, la pêche à la dynamite et le réchauffement climatique.

En perte de souveraineté alimentaire, ces populations sont fragilisées par la disparition des coraux où vivent de nombreuses espèces de poissons à la base de leur alimentation. *Coral Guardian*, association créée en 2010 par Martin Colognoli et Guillaume Holzer développe une vision participative de la protection de l'environnement. Elle a décidé de favoriser la protection des récifs coralliens en impliquant les communautés de Florès en Indonésie dans leur préservation.



Tam Warner

Les coraux, une ressource indispensable

Les récifs coralliens abritent plus de 4000 espèces de poissons, 700 espèces de coraux, et des milliers d'autres plantes et de formes de vie animale : c'est un habitat indispensable dans l'océan ! Les récifs "bien gérés" peuvent en effet donner entre 5 et 15 tonnes de poissons et crustacés par kilomètre carré. Les récifs coralliens protègent par ailleurs les côtes contre les vagues, les tempêtes, les inondations et l'érosion. La sauvegarde et le développement des récifs coralliens sont donc à bien des égards indispensables.

Vivre de la nature et la protéger

L'Indonésie abrite le tiers des récifs coralliens de la planète avec au moins 500 espèces de coraux. Mais les effets combinés de la surpêche et des dérèglements du climat menacent d'éliminer ce trésor aquatique d'ici 2040. *Coral Guardian* a donc développé des programmes participatifs communautaires au sein desquels les pêcheurs locaux peuvent contribuer à réduire significativement les pressions sur la biodiversité marine.

Depuis 2014, à Pulau Hatamin, sur l'île de Flores, le projet est mené avec la communauté locale de Seraya Besar. 10 pêcheurs locaux ont été formés aux techniques de transplantation et d'élevage de coraux et des cours ont été donnés pour sensibiliser aux pratiques de pêche durables et à la gestion de l'aire marine protégée. En 3 ans, 12000 coraux ont été transplantés et 2 professeurs ont été embauchés en plus pour donner des cours d'anglais dans l'école du village. L'objectif de l'association est d'autonomiser les pêcheurs et de se retirer à terme du projet.

Coral Guardian développe une approche sociale de la conservation marine basée sur les besoins fondamentaux et la Déclaration universelle des droits de l'homme qui affirme que "tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. [...], tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles [...]. En aucun cas, un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance."

Martha Gilson

➤ www.coralguardian.org

» Gironde Écosite du Bourgailh



Écosite du Bourgailh

Déjeuner sous la serre tropicale

Depuis 2004, l'écosite du Bourgailh, espace naturel de 65 hectares situé à Pessac, ouvre ses portes à un large public pour des animations "nature" et des formations. Le lieu est un exemple de reconquête d'un espace dégradé, puisqu'après avoir été une gravière, le site a accueilli la décharge de l'agglomération bordelaise de 1981 à 1991. Aujourd'hui on y trouve une forêt promenade, une serre tropicale, des ruches, etc. Le lieu accueille un public familial pour des formations au compost et au lombricompostage, des jeux de découverte de la flore locale, un parcours pieds nus, une grainothèque, des expositions, des balades nature, une initiation à l'ornithologie, un festival musical ; ainsi que des professionnels pour des formations à la pédagogie de l'environnement, de la biodiversité, de l'écocitoyenneté.

Association écosite du Bourgailh, 179, avenue de Beutre, 33600 Pessac, tél : 05 56 15 32 11, www.bourgailh-pessac.fr.

» Var Lutte pour la qualité de vie à Fréjus

À Fréjus, le Collectif pour la qualité de la vie à Fréjus se bat depuis 2015 contre le projet de construction d'une usine de concassage de déchets du bâtiment et d'une usine de béton et d'enrobés, dans une zone peuplée de 8 000 habitants. Initié au départ par des femmes du quartier, il dénonce les pollutions multiples qui seront induites par cette activité : cadmium, plomb, benzène, hydrocarbures toxiques, fumées. Des émanations potentiellement dangereuses pour les habitants, la faune, la flore et les vignobles classés. Il dénonce également l'absence d'appel d'offre, et les nombreux trajets de camions prévus sur les axes voisins. À travers l'information de la population, des manifestations, l'interpellation d'élus et une veille juridique, le collectif s'oppose à la mairie FN de la commune et à la société *Ecopole* qui portent ensemble ce projet.

Contact : www.qualitedelavie-frejus.fr.



» Loire

Une tour de veille contre l'A45

Le 7 octobre 2017, les opposant-es à la construction de l'autoroute A45 (qui relierait Lyon à Saint-Étienne en dédoublant l'actuelle autoroute A47!) ont bâti une tour de veille de 6 mètres de haut, en bois, sur le terrain menacé d'un paysan dans la commune de Cellieu. Un symbole fort pour montrer que la lutte s'enracine dans cette région rurale et agricole. Les opposant-es montrent leur soin du territoire et de sa population en ayant également entamé la construction d'une loge vigneronne sur le tracé de l'A45, à Saint-Joseph.

Contact : <http://nona45.fr>. Pour soutenir financièrement la lutte, on peut envoyer des chèques à l'ordre de la *Coordination des Opposants à l'A45* à l'adresse : *Sauvegarde des Coteaux du Lyonnais, Centre d'animation, Espace Joël Chotard, 11 avenue Émile-Évellier, 69290 Grézieu-la-Varenne.*

La voiture rend con.ne

C'était déjà démontré pour la télévision (à partir de 3 h par jour). Cela l'est maintenant pour la voiture : selon une recherche réalisée par l'université de Leicester (Royaume-Uni), conduire plus de deux heures par jour entraîne une baisse de l'intelligence mesurable. Il semble que le regard que l'on porte sur le pare-brise ait le même effet que celui qu'on porte à un écran de télévision... D'ici à ce qu'on découvre que tous les écrans (téléphone, ordinateur) provoquent la même baisse, le monde risque de devenir très con. (Source : *Ouest-France*, 27 juillet 2017)

Centrale de Gardanne : face à la pression financière, les parcs naturels s'inclinent

On pensait la lutte contre la centrale thermique à bois de Gardanne (Bouches-du-Rhône) en bonne voie. Il n'en est rien. Le 8 juin 2017, l'autorisation d'exploitation est pourtant annulée, suite à une plainte des parcs naturels régionaux (PNR) du Luberon et du Verdon, des collectivités locales et des associations environnementales. Le fonctionnement de la centrale entraînerait une grande consommation de bois qui déstructurerait les filières locales, multiplierait les trajets en camion et les émissions de polluants dans l'atmosphère. Mais dès le 9 juin, *Uniper*, l'exploitant du site, a annoncé faire appel et la préfecture des Bouches-du-Rhône lui a offert une autorisation de fonctionnement provisoire de 9 mois dans l'attente d'une mise en accord avec les termes du jugement. Depuis, les pressions s'accroissent, et la région PACA menace : soit la plainte portée par les parcs naturels régionaux est retirée, soit les subventions envers ces parcs sont coupées. Les parcs régionaux du Verdon et du Luberon ont donc signé, vendredi 29 septembre 2017, un protocole d'accord avec *Uniper*, le gestionnaire de la centrale, acceptant l'abandon des poursuites. La centrale à biomasse de Gardanne fragilise pourtant la forêt et son écosystème dans un rayon de 350 kilomètres. Le combat pour son abandon est rude, d'autant plus que Nicolas Hulot, le ministre de la Transition écologique, soutient le projet (entendez la sortie du charbon). L'*Association de lutte contre les nuisances et la pollution* (ALNP), animée par les riverain-es de la centrale, poursuit les actions en justice. (source : *Reporterre*)

ALNP, Centre Administratif et Social, Avenue Jean Petit, 13590 Meyreuil, www.alnp.org



"La pierre du diable" : dénoncer les transports de marchandises inutiles

Chaque année, *l'Initiative des Alpes*, association suisse pour la protection des Alpes, épingle une entreprise qui participe à la dégradation de l'environnement par un trafic de marchandises inutile en lui décernant le prix "La pierre du diable". Les premiers lauréats ont été *Migros* et *Coop* pour avoir fait transporter de la crème suisse sur 2000 km afin de la conditionner en bombe aérosol. Le lauréat de 2015 était *Coca-Cola* qui importait ses canettes en alu d'Italie vers la Suisse, bien que ses entreprises existent en Suisse également. En 2017, c'est *Trivarga SA* qui a gagné le prix des transports absurdes pour l'eau "Fiji" qui parcourt 22000 kilomètres avant d'arriver dans les magasins suisses. À l'inverse, *l'Initiative des Alpes* décerne également le prix "Cristal de Roche". La ville de Lausanne est la lauréate du prix 2017 avec son projet de restauration collective qui contribue à diminuer les transports de marchandises, avec 70 % des denrées alimentaires provenant d'un rayon de moins de 70 kilomètres. 4500 personnes ont pris part au vote en ligne pour départager plusieurs candidat-es.

<http://voter.initiative-des-alpes.ch>



» Isère

Incendie volontaire à la ZAD de Roybon

À Roybon, la forêt menace d'être transformée en un immense centre d'attraction touristique *Center parcs*. Le 8 octobre 2017 la ZAD a été une nouvelle fois la victime d'incendiaires extérieur-es qui ont fait disparaître sous les flammes le Palette Palace, l'un des plus confortables bâtiments d'accueil. Le même jour, quatre arbres ont été abattus dans le but de détruire d'autres installations. Ajouté aux pressions policières et aux rumeurs d'expulsion, cet événement fait monter la pression. Les zadistes appellent à participer aux chantiers organisés, à venir les voir et à se tenir prêt-es à les rejoindre en cas de coup dur! Contact : <https://zadroybon.wordpress.com>



NUCLÉAIRE ÇA BOUM !

Dominique Lalanne

Nous avons le prix Nobel !

Le prix Nobel de la paix 2017 a récompensé la campagne ICAN, la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires, constituée de 468 associations présentes dans 101 pays.

ICAN a obtenu un grand succès en 2017, celui de faire voter à l'ONU un Traité d'interdiction des armes nucléaires par une majorité de 122 États contre 1 (les Pays-Bas), alors que tous les autres pays nucléaires et leurs soutiens n'ont pas voulu participer à la conférence qui a rédigé le traité.

L'opposition des pays nucléaires a été constante. Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France en tête ont essayé en vain d'empêcher ce processus d'élaboration. Ce processus remonte à une dizaine d'années et a commencé avec trois conférences internationales successives sur les "effets humanitaires catastrophiques d'une frappe nucléaire". Un vote en décembre 2016 à l'Assemblée générale de l'ONU a convoqué tous les États pour rédiger un Traité d'interdiction. Le processus s'est terminé en juillet 2017 par le vote des 122. Le traité entrera en vigueur en 2018.

En quoi ce Traité d'interdiction et son label de qualité, le prix Nobel de la paix, peuvent-ils changer les choses ? Il est clair que cela place à nouveau la question du désarmement nucléaire en sujet majeur de la sécurité internationale. Les pays nucléaires engagent tous actuellement des programmes de modernisation de leurs arsenaux qui prévoient la pérennisation des armes nucléaires pour



les 50 prochaines années. Et la préparation d'une éventuelle guerre nucléaire. Les pays nucléaires ne veulent pas du désarmement nucléaire. Cela explique leurs réactions très hostiles au traité, qui ouvre donc un conflit frontal où les pays non-nucléaires ont l'initiative. C'est un nouveau rapport de force international.

« Ce traité est loin d'être un symbole

Dans chaque pays nucléaire, et pour nous en France, cela crée un contexte totalement nouveau. Car ce traité est loin d'être un symbole auquel veulent le réduire les "pro-nucléaires". Il interdit la possession d'armes nucléaires et aussi la menace de frappes nucléaires. La soi-disant "doctrine de sécurité de la France", et la "dissuasion nucléaire" seront donc hors-la-loi à l'échelle internationale. La

France, qui se veut exemplaire, devient donc un pays délinquant reconnu comme tel. Ce traité dénonce aussi tous les organismes qui sont impliqués dans les armes nucléaires. Pour certains industriels, cela peut remettre en cause des marchés importants. Dassault vend des bombardiers nucléaires à l'Inde et tous les industriels qui fabriquent des pièces pour ces avions sont concernés. Et les banques qui facilitent les programmes par leurs prêts le sont aussi. Les travailleu-ses de ces entreprises également... De nombreuses campagnes de sensibilisation peuvent créer un nouveau débat. Un débat que craignent terriblement les "pro-nucléaires" qui veulent faire croire à un consensus pour la bombe.

C'est donc un appel à débat général qui nous concerne toutes et tous. La sécurité de l'humanité est en jeu.

Dominique Lalanne est co-président d'Abolition des armes nucléaires - Maison de Vigilance / Membre de ICAN, prix Nobel de la paix 2017

» Suède

Rétablissement de la conscription

En 2010, la Suède avait supprimé le service militaire obligatoire. Elle comptait sur l'engagement volontaire de 4 000 jeunes par an pour maintenir les effectifs de l'armée... mais les jeunes ne se sont pas passionné-es pour cette filière un peu particulière : seules 1 350 personnes en moyenne par an s'engagent, ce qui entraîne, début 2017, un manque de 7 000 militaires. Le 1^{er} mars 2017, le Parlement suédois a adopté le rétablissement de la conscription à partir du 1^{er} janvier 2018. Surprenant : cette mesure a été votée à l'unanimité ! Au nom de l'égalité homme-femme, ce service concernera maintenant toutes

les jeunes de 18 ans. 13 000 filles et garçons vont être convoqué-es pour la première année... Sachant que le droit à l'objection est autorisé



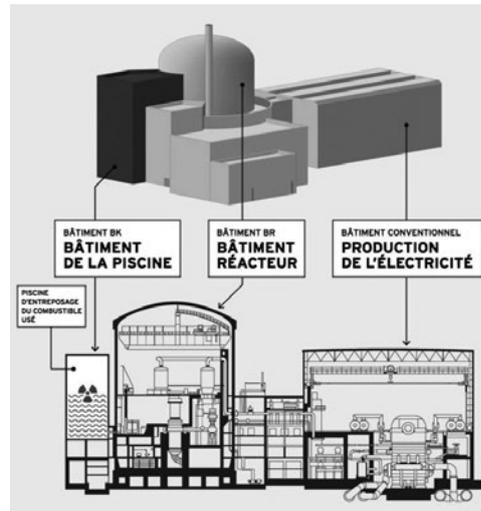
depuis 1920, personne ne sait encore combien accepteront de faire un service armé.

La Norvège avait déjà fait de même en 2013, et l'ouverture aux femmes mise en place à l'initiative des Jeunes femmes socialistes dont les arguments sont les suivants (accrochez-vous !) : "Les militaires procurent éducation et travail. La conscription est une voie pour obtenir des emplois. Ce n'est pas juste que les femmes n'y aient pas le même accès que les hommes. L'armée reste un symbole du pouvoir dans la société et les femmes doivent avoir la possibilité d'en prendre leur part".



Nucléaire

Des piscines mal protégées



Greenpeace a commandé une étude à 7 expert-es européen-nes en sécurité concernant la protection des sites nucléaires. Le 10 octobre 2017, les conclusions de l'étude ont été communiquées à EDF, Areva et au Ministère de la Défense. Le rapport n'a pas été rendu public pour éviter de donner de mauvaises idées à des personnes mal intentionnées. Greenpeace a quand même rendu publique la question de la protection des piscines de stockage du combustible : celles-ci ne sont pas prévues pour résister à un tir d'arme lourde (missiles) ou à la chute d'un avion. Il y a 62 piscines sur les différents sites et les rendre sûres coûterait selon Greenpeace de 140 à 222 milliards d'euros. Une somme telle que le prix de l'électricité nucléaire s'envolerait, mais indispensable en ces temps d'attentats multiples.

Fukushima

♦ **Rejets contrôlés en mer.** Le directeur de la centrale a réaffirmé que TEPCO se prépare à faire des rejets contrôlés d'eau contaminée en mer. Il y a actuellement près de 800 000 tonnes d'eau contaminée sur le site. Le directeur a utilisé un nouvel argument pour se justifier : un relâchement progressif serait beaucoup moins néfaste pour l'environnement que l'écoulement d'un seul coup de cette eau en cas de nouveau séisme. Il propose donc de choisir entre le mal et le pire.

♦ **Retour sur les zones contaminées.** Dans les villages évacués puis "décontaminés" et réouverts à la population, seules 10 à 20 % des anciennes résident-es sont revenus-es, la plupart étant des personnes âgées. Mais certaines personnes qui ne sont pas revenues n'ont pas tout perdu : le personnel de la centrale, comprenant que la gestion de l'accident va durer encore des années, achète des maisons abandonnées pour se rapprocher de son lieu de travail. Cela pose un problème : la dose de radioactivité qu'ils et elles reçoivent augmente singulièrement du fait qu'elles ne sortent plus des zones fortement contaminées.

♦ **TEPCO responsable de l'accident.** Le 22 septembre 2017, le tribunal de Chiba (banlieue de Tokyo) a partiellement donné raison à 42 personnes évacuées suite à l'accident de Fukushima en reconnaissant la responsabilité de la compagnie électrique TEPCO. Le juge a par contre rejeté la responsabilité de l'État. Le jugement estime donc que l'accident n'a pas comme seule raison des causes naturelles comme essayaient de le faire entendre nombre de responsables politiques et industriels. TEPCO n'a en effet pas respecté les recommandations de l'Autorité de sûreté nucléaire (représentant l'État) concernant notamment la hauteur des digues de protection. Les 42 personnes demandent 21 millions d'euros de dédommagement. Le jugement ne leur accorde, pour le moment que 2,8 millions d'euros. La justice a encore du pain sur la planche : plus de 12 000 personnes ont déjà porté plainte contre TEPCO et ce jugement devrait en inciter beaucoup d'autres à suivre le mouvement. Les plaintes ont été déposées dans 18 provinces du pays, les plus touchées par la radioactivité.

♦ **Réélection du Premier ministre, Shinzo Abe.** Le 22 octobre 2017, se tenaient les élections législatives au Japon. Particularité : la maire de Tokyo, Yuriko Koike, conservatrice venue du parti du premier ministre, présentait ses propres candidat-es avec un programme qui se différencie de l'actuel gouvernement essentiellement sur la question du nucléaire. Jouant sur la peur d'un conflit avec la Corée du Nord, Shinzo Abe a vu ses candidat-es largement (ré)élus (311 sièges). Le Parti de l'Espoir de la maire de la capitale faisant jeu égal (49 sièges) avec le Parti démocrate (parti de gauche au pouvoir au moment de l'accident de Fukushima, 54 sièges). Le taux de participation (53 %) est le deuxième le plus faible depuis 1945. Concrètement, cela signifie que le gouvernement va continuer à essayer de relancer le programme nucléaire, même si les obstacles politiques et administratifs restent nombreux.

États-Unis : vers une sortie lente du nucléaire

En 2006, vingt ans après l'accident de Tchernobyl, les industriels étasuniens veulent croire qu'une relance du nucléaire est possible. Aux États-Unis, les derniers démarrages de chantier de réacteurs remontent alors à 1973. Plusieurs nouveaux projets voient le jour. Mais ils sont longs à se concrétiser. La faillite en début d'année 2017 de Westinghouse pourraient marquer un tournant définitif : sur les 3 réacteurs en construction, deux ont été arrêtés le 2 août 2017. Entre-temps plusieurs réacteurs ont été arrêtés : San Onofre (Californie, 2012), Kewaunee (Wisconsin, 2013), Vermont Yankee (Vermont, 2014). Il reste 99 réacteurs en fonctionnement.

Prix de l'avenir sans nucléaire

Le Nuclear-Free Future Award ou "prix de l'avenir sans nucléaire" a été fondé à la suite de l'Assemblée mondiale sur l'uranium réunie à Salzbourg en Autriche en 1992. Il récompense des personnes ou des organisations ayant œuvré pour un monde sans nucléaire. En 2017, le prix a été décerné au nigérien Al-Moustapha Alhacen, président de l'ONG Aghirin'man dans la catégorie "Résistance". Al-moustapha Alhacen se bat depuis 2002 pour faire connaître l'impact des activités d'extraction de l'uranium au Niger par les filiales d'Aréva. Environ 30 % de l'uranium extrait par Aréva provient du Niger. Cette extraction se fait au prix de la contamination des eaux souterraines, de l'entreposage à l'air libre de dizaines de millions de tonnes de résidus radioactifs, de l'exposition à la radioactivité des travailleu-ses et des populations même à leur domicile, etc.

Enfouissement des déchets : l'impasse

Comment est-il possible d'intervenir à plusieurs centaines de mètres de profondeur sur un site nucléaire en cas d'incendie ? C'est la question de fond qu'a soulevé l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, dans un rapport sur le projet Cigéo à Bure, le 5 juillet 2017. L'IRSN craint en effet, comme cela a été observé sur d'autres stockages, que certains déchets ne chauffent trop, provoquant un incendie. L'IRSN pointe en particulier des colis bitumineux où le risque thermique est grand. Ces colis pourraient représenter jusqu'à 18 % du stockage.



Et ce n'est pas la seule question d'importance soulevée. L'IRSN se montre également dubitatif sur les mesures prévues pour éviter une migration de la radioactivité dans le long terme. L'Institut demande un allongement des tunnels pour rendre le stockage moins dense. Le 17 juillet, l'ANDRA, Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, a annoncé le report d'un an des demandes de permis de construire pour pouvoir répondre à ces demandes. Plusieurs expert-es font remarquer que les questions se multiplient aujourd'hui plus vite que les réponses apportées... ce qui pourrait conduire à de nouveaux reports du projet et à des coûts de plus en plus élevés.

Congo : le silence de la France

"Le silence de la France", titrait *Libération* (23 juillet 2017) au sujet de la dernière plaisanterie électorale du Congo-Brazzaville. Cinq jours après la tenue des élections législatives de juillet 2017, boycottées par une partie de l'opposition, le parti au pouvoir a annoncé qu'il s'arrogeait dès le premier tour 70 des 151 sièges de l'Assemblée nationale, dans l'indifférence de la "communauté internationale". Dans le pays, la diplomatie française s'est fait tellement discrète que même les personnes binationales titulaires de la nationalité française ne bénéficient plus d'aucun soutien quand elles sont arrêtées arbitrairement, rapporte *Libération* : "À Brazzaville, l'ambassadeur de France brille par son silence". C'est très exagéré ! Deux jours avant les élections, à l'occasion de la fête nationale française, l'ambassadeur Bertrand Cochery assurait en effet les autorités congolaises que "le Congo peut compter sur l'appui de la France pour relever les défis les plus brûlants du moment", en particulier en matière de coopération militaire (Agence d'information d'Afrique Centrale, 15 juillet 2017).

Guerre silencieuse

Quant à son ministère de tutelle, il est finalement sorti de son silence à la veille du second tour, mais pour se dire "préoccupé" par l'absence de scrutin dans le Pool. En raison de la guerre menée contre cette province par les autorités après l'élection présidentielle truquée, le vote a en effet été reporté dans 8 des 14 circonscriptions de cette région. En plus de subir les bombardements du pouvoir, les populations civiles ne participaient pas au processus électoral. Le mandat des député-es concerné-es a finalement été prolongé, histoire de maintenir un reste de vernis démocratique sur un pays qui cherche à taire les exactions de son armée contre la population, dans un département où la population est prise au piège, sans média pour témoigner ni aide humanitaire (*RFI*, 8 août 2017).



Site de déplacés de Yamba. Partis de chez eux du jour au lendemain, ils ont fui les crépitements d'armes et les bombardements, et ont tout abandonné derrière eux.

L'ONU et le gouvernement reconnaissent que 138 000 personnes sont "en détresse" (*AFP*, 20 août 2017), mais pour André Gombet du *Collectif Sassoufit*, la "tragédie du Pool", c'est plus précisément "100 000 déplacés, des villages brûlés, des populations massacrées, plus de 150 prisonniers politiques et d'opinion" (*Le Monde Afrique*, 21 septembre 2017).

Soutien français

Mais le Pool peut continuer de souffrir en silence : les autorités françaises sont surtout soucieuses de voir le dic-

tateur congolais, qui préside le Comité de haut niveau de l'Union Africaine sur la Libye, défendre les manœuvres diplomatiques françaises en faveur du général Haftar en Libye ; et préoccupées de voir le pays renouer avec le FMI. Sassou, qui brade allègrement toute la production pétrolière à venir et détourne massivement les richesses du pays, a en effet tenté de dissimuler un endettement abyssal aux institutions financières internationales. La dette publique, annoncée inférieure

à 77 % du PIB, dépasse en réalité les 120 % ! Des nouvelles mesures "d'ajustement structurel" sont donc exigées, qui risquent d'alimenter encore la contestation sociale et politique. Pour soigner son image et amadouer le FMI, le régime aurait reçu le soutien de Jean-Philippe Dorent, directeur général de la branche "lobbying" de Havas, propriété de Bolloré (*Les Afrique*, 04 octobre 2017). Encore plus fort, Sassou a recruté l'ancien directeur du FMI, Dominique Strauss-Kahn pour l'aider à mener les négociations.



Une chronique de : *Survie*, 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, <https://survie.org>



» Cameroun

Accident de train, le groupe Bolloré déclaré responsable



Le 21 octobre 2016, près de la gare d'Eséka, sur la ligne ferroviaire entre Douala et Yaoundé, un train a déraillé provoquant au moins 79 mort-es et 551 blessé-es (aucune liste n'a été publiée). Le train comptait seize voitures au lieu de neuf habituellement, quatre d'entre elles ont basculé dans un ravin, puis onze autres dans le virage suivant, la locomotive n'arrivant à s'arrêter que 4 km plus loin. Le train roulait à une vitesse excessive (96 km/h au lieu de 40 km/h). L'enquête a montré qu'il était dans l'incapacité de freiner du fait de la charge supplémentaire et de l'usure des freins. La compagnie ferroviaire *Camrail* appartient au groupe

Bolloré Africa Railways. La compagnie a accusé le chauffeur... mais l'enquête juridique a estimé, dans un rapport rendu public le 23 mai 2017, que c'est la compagnie qui est responsable : le chauffeur avait alerté sa hiérarchie du mauvais état des freins. Un collectif d'avocats camerounais, représentant les victimes, a déposé plainte en France contre le Groupe Bolloré et contre *Total*, également actionnaire.

(source : *JeuneAfrique.com*, 24 mai 2017)

Femmes, hommes, etc. ♀

» Canada

Un État interdit d'obliger à porter des talons hauts



La Première ministre de l'État de Colombie-Britannique, au Canada, a annoncé début avril 2017 l'interdiction d'imposer le port de talons hauts aux femmes sur leur lieu de travail, dénonçant une pratique "dangereuse et discriminatoire". Une bonne idée à propager partout où c'est encore le cas !

Fécondité et femmes sans enfant

Une étude de l'INED, Institut national d'études démographiques de janvier 2017, permet de connaître plus précisément la proportion de femmes sans enfant en Europe.

Le nombre d'enfants par femme n'a jamais été aussi bas en Europe : 1,7 pour les femmes nées en 1974. Cela ne signifie pas pour autant une augmentation du nombre de femmes sans enfant. En effet, si aujourd'hui dans certains pays comme l'Autriche, l'Allemagne, la Suisse et depuis peu l'Espagne et l'Italie, plus d'une femme sur cinq n'a pas d'enfant, la moyenne européenne se situe autour de 18 %... alors que ce taux était de 23 % pour les femmes nées au début du 20^e siècle. Aujourd'hui, beaucoup de femmes n'ont qu'un ou deux enfants, alors qu'il y a un siècle, chaque mère accouchait de plus nombreuses fois.

Le taux d'infertilité des femmes étant de seulement 2 à 4 %, la différence s'explique par des questions sociales. Les femmes diplômées ont tendance à avoir moins d'enfants. La précarité économique est actuellement le facteur déterminant dans le choix de ne pas avoir d'enfant et dans le recul de l'âge du premier enfant. Les pays où les inégalités hommes-femmes sont fortes (Europe du sud) sont ceux où le nombre de femmes sans enfant devient le plus important. À l'inverse, la pression sociale contre les femmes sans enfant tend à les pousser à devenir mères dans les pays d'Europe centrale.

Le renoncement à enfanter pour des raisons environnementales n'apparaît pas dans cette étude.

(INED, janvier 2017)

L'écologie, argument anti-PMA ?

La *Manif pour tous* a lancé en octobre 2017 une campagne contre la PMA (procréation médicalement assistée) pour les lesbiennes et les femmes. En mettant sur le même plan un enfant, une tomate et un poireau, le message était : "après les légumes OGM, les enfants à un seul parent ?". Aujourd'hui, l'insémination avec donneur est réservée aux couples hétérosexuels infertiles. C'est donc logiquement un droit revendiqué par les couples de femmes et les femmes seules. L'ouverture de la PMA à ces dernières a par ailleurs été annoncée par le gouvernement Macron. Annonce restée très floue et pour l'instant repoussée à 2018... Dans cette campagne, la lutte contre les OGM ou la marchandisation des corps a été dévoyée pour construire des droits à deux vitesses, en opposant couples hétérosexuels et droits des femmes et des lesbiennes. Cette campagne s'appuie sur une vision de l'écologie conservatrice qui est inquiétante. Ces attaques posent à la fois la question de l'égalité des droits LGBT et celle de la liberté des lesbiennes d'élargir le débat sur les questions de parentalité.

Il peut être complexe de penser une écologie porteuse de critique anti-industrielle articulée aux problématiques LGBT. On se souvient de José Bové, opposé à toute "manipulation du vivant", qui s'était positionné contre la PMA en 2014. Mais il y a des ambiguïtés qu'il faut parfois savoir lever, et des récupérations qu'il faut dénoncer. Cette réappropriation par la *Manif pour Tous* de la lutte contre les OGM à des fins patriarcales et lesbophobes n'est pas acceptable.

LA NOUVELLE AFFICHE DE LA MANIF POUR TOUS



Image du compte Twitter d'opposantes à la PMA.

Entreprises sexistes : stop au secret

En France, les entreprises condamnées pour inégalités salariales entre hommes et femmes n'ont, entre autres pénalités, pas le droit de soumissionner à des marchés publics. Mais les noms de ces entreprises ne sont pas divulgués publiquement. Comment dans ce cadre s'assurer que ces entreprises ne trompent pas la vigilance des élus-e ? Les associations *Les effrontées et Pouvoir citoyen*, ont essuyé un refus du *Ministère des Droits des femmes* et de la CADA (*Commission d'accès aux documents administratifs*), auquel-les elles avaient demandé ces informations. Elles demandent à ce que la liste des entreprises condamnées soit rendue publique afin de créer une pression sociale en faveur de l'égalité salariale.

Les femmes secrétarisées par le gouvernement

En mars 2017, le candidat Macron déclarait à la presse qu'un de ses engagements phares pour son quinquennat serait la lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes, qu'il élèverait au rang de "cause nationale". "C'est un sujet absolument fondamental de la vitalité de notre société, de notre économie et de notre démocratie", affirmait-il alors avec conviction. Résultat : le Secrétariat d'État aux droits des femmes est le ministère français disposant du plus petit budget : 26,7 millions d'euros. Et il pourrait encore être rabaissé : la Secrétaire d'État chargée de l'égalité femmes-hommes Marlène Schiappa a annoncé des coupes budgétaires envers des associations de défense des droits des femmes.



Politique

Défenseu·ses de l'environnement en danger

Selon l'organisation *Global Witness*, 200 militant·es ont été tué·es en 2016 pour avoir voulu protéger l'environnement face aux intérêts des industriels. Leur nombre était déjà de 98 fin juillet 2017. Une majorité de ces meurtres ont lieu en Amérique Latine (Brésil et Colombie surtout puis Honduras, Nicaragua, Guatemala), beaucoup aussi aux Philippines, en Inde et en République Démocratique du Congo. Les plus touchés par ces assassinats sont les peuples autochtones (40% des victimes). Les secteurs les plus impliqués dans ces meurtres sont ceux de l'extraction, de l'exploitation forestière et de l'industrie agroalimentaire. Selon l'ONG, dans la plupart des cas l'impunité règne.

Certaines organisations se dédient à l'accompagnement internationale des militant·es des droits humains et de l'environnement dans ces pays, contribuant à faire baisser le niveau de violence envers elles et eux, comme les *Brigades de paix internationales*.

Global Witness, Lloyds Chambers, 1, Portsoken Street, London, E1 8BT, Royaume-Uni, www.globalwitness.org.

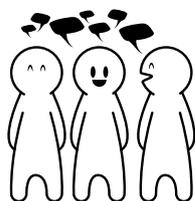
Brigades de paix internationales – France, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél: 01 43 73 49 60, pbi-france.org.

Mise en place provisoire du CETA : trop tard pour réagir ?



ce qui est logique, puisqu'il défendait déjà cette position lorsqu'il était candidat à la présidentielle. La position de Nicolas Hulot – qui se montre inquiet mais reste en fonction – semble plus surprenante, puisqu'il dénonçait ce traité avant son entrée dans le gouvernement. Et pour cause : le CETA enterre la COP 21 et les accords de Paris. Ce traité ne propose aucun dispositif contraignant qui permettrait de limiter la hausse des températures mondiales à 1,5°C. La liste des reproches au CETA est longue : en accentuant la dérégulation des échanges, il empêche toute prise sur l'importation de produits transgéniques, d'énergies fossiles, etc. Les tribunes dénonçant ce traité continuent de se multiplier, à l'instar de celle de Libération du mercredi 20 septembre signée par un collectif de politiques et de syndicats, ou du nouveau rapport du *Collectif Stop Tafta*, publié le même jour, et qui demande un référendum sur le sujet. Il n'est pas trop tard pour réagir...

Le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, le CETA, est entré en application provisoire jeudi 21 septembre 2017 dans sa quasi-totalité, en dépit d'une contestation persistante d'ONG et d'organisations professionnelles. De nombreuses organisations continuent néanmoins de dénoncer la dangerosité du traité de libre-échange euro-canadien qui ne prend pas en compte les défis environnementaux. Emmanuel Macron est pour sa part favorable au traité,



Société

Les associations écolos privées de contrats aidés

Cure d'amaigrissement forcé pour les associations écologistes, comme pour les associations engagées sur le terrain social, culturel ou encore de l'éducation populaire ! Aujourd'hui 130 000 emplois associatifs sont menacés ou ont déjà disparu suite à la décision du gouvernement macronien de réduire drastiquement le nombre de contrats aidés. Rappelons que ces contrats, financés en grande partie par l'État, permettent principalement à des associations et à des collectivités territoriales d'embaucher des personnes éloignées de l'emploi pour des missions d'intérêt général.

Le syndicat *Solidaires Asso* a lancé une "cartoise" qui permet de visualiser sur une carte de France les associations subissant l'impact de cette décision. De nombreuses recycleries-ressourceries, des associations d'éducation à l'environnement, de promotion des déplacements doux et bien d'autres encore voient leur activité dangereusement fragilisée, à l'image de la *Ressourcerie du Pays d'Issoire* qui passe de 4 à 3 salarié·es, et de la *Recyclerie de Redon* qui risque de ne pas pouvoir démarrer son activité. Carte consultable et à compléter dans la boîte à outils du site www.syndicat-asso.fr.



Obsolescence programmée : halte aux mauvaises impressions

C'est une première en France : le 17 septembre 2017, l'association *HOP (Halte à l'Obsolescence Programmée)* porte plainte contre les pratiques abusives des fabricants d'imprimantes personnelles, *Epson, HP, Canon* et *Brother*. Sont visées aussi bien les imprimantes elles-mêmes que les cartouches d'encre. Parmi les pratiques dénoncées : celle qui consiste à bloquer les impressions pour motif de fin d'encre alors qu'il en reste, ou à annoncer le tampon encrreur en fin de vie alors qu'il est encore bon. Depuis août 2015, la loi relative à la "transition énergétique pour la croissance verte" pénalise le fait de raccourcir délibérément la durée de vie des produits (jusqu'à deux ans de prison et 300 000 € d'amende). Reste à savoir si la justice donnera suite à cette plainte. Et à réfléchir à cette question : pourquoi l'imprimante individuelle est-elle en passe de faire partie de l'équipement standard de chaque foyer ?



Perturbateurs endocriniens : heureusement le Parlement européen veille !

J'ai souvent parlé des perturbateurs endocriniens dans cette chronique. Pour celles et ceux qui n'auraient pas suivi : il s'agit de nombreuses substances chimiques ou métalliques agissant comme des hormones et ayant la capacité, même à de très faibles doses, de perturber notre système endocrinien. Quand c'est le fœtus ou le nouveau-né qui sont exposés, alors des maladies chroniques lourdes comme le diabète, certains cancers, des troubles du spectre autistique... peuvent apparaître plus tard. Les coûts sanitaires des perturbateurs endocriniens sont considérables puisqu'ils sont évalués à plus de 150 milliards d'euros par an en Europe par l'*Endocrine Society*, la société savante internationale d'endocrinologie !

Reculade de la France au niveau européen...

Contre toute attente la France avait permis le 4 juillet 2017 l'adoption des critères scientifiques proposés par la *Commission européenne* permettant de définir les perturbateurs endocriniens dans le cadre du règlement européen sur les pesticides. Ces critères exigeaient pourtant un niveau de preuve trop élevé, qui ne permettait pas d'exclure toutes les substances le méritant. Par ailleurs le cadre adopté prévoyait une dérogation à l'interdiction pour des pesticides... justement conçus pour agir sur les insectes par l'intermédiaire de leur système endocrinien ! Un comble ! *Générations Futures* avait à l'époque dénoncé fortement ce renoncement de la France dans un dossier où notre pays avait pourtant été aux avant-postes ces années passées, sous la houlette d'une Ségolène Royal vent debout contre la proposition de la Commission européenne.

... mais des eurodéputé-es font de la résistance et gagnent une bataille !

Heureusement des eurodéputé-es socialistes et Verts ont décidé de se battre contre ces mauvais critères d'identification des perturbateurs endocriniens. Ils et elles ont alors déposé une objection car pour eux la *Commission européenne* avait outrepassé ses droits en proposant des dérogations importantes à l'interdiction des perturbateurs endocriniens alors même que l'objectif du Règlement sur les pesticides était... de faire disparaître les pesticides perturbateurs endocriniens du marché !



Nous partageons cette analyse, mais la tâche paraissait presque impossible. Pourtant, le 4 octobre 2017, tous les pronostics étaient déjoués et cette objection fut adoptée par 389 voix pour, 235 contre et 70 abstentions ! Un véritable camouflet pour la *Commission européenne* qui doit maintenant revoir sa copie et faire une autre proposition de critères pour les perturbateurs endocriniens. A moins qu'elle ne soit tentée de jouer la montre et de ne rien faire en attendant la révision prochaine du règlement européen sur les pesticides, révision qu'elle espère à la baisse... Mais, changeant une nouvelle fois de pied, la France demande maintenant instamment à la Commission européenne de faire une nouvelle proposition de critères, sans cette dérogation litigieuse. Grâce au vote du Parlement européen l'adoption de meilleurs critères pour les perturbateurs endocriniens redevient donc possible !

En partenariat avec: www.generations-futures.fr

génération
FUTURE

» Technologie "5G"

Appel de médecins pour un moratoire

Dans un appel rendu public le 11 septembre 2017, plus de 170 scientifiques et médecins de 37 pays demandent un moratoire sur le déploiement de la 5G – cinquième génération de téléphonie mobile – jusqu'à ce que des études d'impact sanitaires et environnementales sérieuses et indépendantes aient été réalisées préalablement à toute mise sur le marché.

La 5G augmentera considérablement l'exposition aux champs électromagnétiques de radiofréquence et s'ajoutera au brouillard électromagnétique déjà produit par la 2G, 3G, 4G, Wi-Fi, etc. La technologie de la 5G est efficace sur des

petites distances seulement. Elle se transmet mal à travers les solides. Il faudra beaucoup de nouvelles antennes relais, et la nouvelle architecture du réseau exigera une nouvelle antenne toutes les 10 ou 12 maisons en zone urbaine, créant de fait une exposition massive à laquelle nul ne pourra se soustraire. Le déploiement de nouveaux transmetteurs pour la 5G (on les trouvera également dans les foyers, les boutiques, les hôpitaux) devrait générer selon les estimations entre 10 et 20 milliards de connexions (réfrigérateurs, machines à laver, caméras de surveillance, voitures et bus sans conducteur) et constituera l'Internet



des objets. Tout cela augmentera substantiellement l'exposition permanente de l'intégralité de la population européenne aux champs électromagnétiques des technologies du sans-fil. On trouve l'appel en anglais sur www.robindestoits.org

» Pesticides

Les Faucheurs mobilisent la Cour européenne



Forte mobilisation citoyenne lors du procès des Faucheuses volontaires les 17 et 18 août 2017

En mars 2017, des membres du collectif des *Faucheurs Volontaires* avaient mené une action dans plusieurs supermarchés de Foix, peignant et rendant impropres à la vente des bidons de pesticides contenant du glyphosate. 21 d'entre elles et eux étaient jugés le 12 octobre par le tribunal correctionnel de Foix. Surprise ! son président Hervé Barrié a suivi la recommandation de l'avocat des *Faucheurs* Guillaume Tumerelle de saisir la Cour de justice européenne sur l'application du principe de précaution. En effet

les méthodes actuelles d'évaluation des pesticides préalables à leur autorisation de mise sur le marché, reposent sur l'évaluation du seul agent actif contenu dans ceux-ci (le glyphosate souvent), désigné comme tel par l'industriel, alors que les autres substances contenues dans le produit peuvent avoir des effets beaucoup plus toxiques. C'est surtout leur mélange au sein d'un même produit qui peut avoir un effet "explosif" sur la santé. En attendant l'aboutissement de cette procédure, le procès des *Faucheurs* pour "destruction de bien d'autrui en réunion" est suspendu.

Les pesticides dangereux même sans effets visibles sur l'organisme

Une étude publiée le 27 septembre dans la revue *Environmental Science and Pollution Research* par l'équipe de recherche de Christian Vélot, généticien moléculaire à l'université Paris-Sud, montre que même lorsque aucun effet toxique n'est observable à l'échelle de l'organisme, le pesticide *Roundup* provoque des perturbations métaboliques au niveau cellulaire. La formule "Grande culture" de ce pesticide de *Monsanto* touche 6% des protéines d'un champignon testé, affectant notamment le processus de détoxification cellulaire et de réponse au stress, la synthèse des protéines, le métabolisme énergétique et respiratoire.

Criigen, BP n° 15101, 14079 Caen Cedex 5, <http://criigen.org>



Vélo (rution)

Vélos et applications mobiles

Les vélos en libre-service de type *Vélib* sont-ils déjà dépassés ? En Chine, plusieurs sociétés ont vu le jour qui proposent des vélos équipés d'un cadenas électronique. *Mobike* y gère déjà un million de vélos en partage dans 18 villes. Ces vélos peuvent être laissés n'importe où et ils sont localisables par une application sur téléphone portable pour un-e nouvel-le cycliste. Avantage : cela coûte beaucoup moins cher à gérer que les vélos en libre-service actuels. À Bristol, Grande-Bretagne, alors qu'un appel d'offre a été lancé pour 500 vélos en libre-service, le *Vélib* de JCDecaux a présenté une facture à 187 € par jour... alors que la société chinoise *Yobike* a proposé son service lié aux téléphones portables à 5,8 € par jour ! Pour l'usag-ère, l'abonnement à *Yobike* est de 45 € par an pour deux heures par jour contre 29 € pour JCDecaux pour une demi-heure gratuite + 7 € de l'heure supplémentaire. Un pas de plus vers une société des "objets connectés" au profit des grandes multinationales, loin de la convivialité et de la décroissance qui sont pour nous associées au développement de l'usage du vélo. Ne nous trompons pas d'utopie...

Bogota (Colombie) et son initiative *Ciclovía* : une ville sans voitures

Chaque dimanche et jours fériés, les vélos et autres trottinettes sont à l'honneur dans les rues de Bogota. Plus de 90 km de routes, dont des axes principaux de la ville, sont interdits aux voitures au profit des cyclistes. C'est la *Ciclovía*. La *Ciclovía* a commencé en 1974 et s'est peu à peu transformée en mouvement culturel. Après des manifestations massives contre la pollution, l'usage exagéré des

voitures, et le mauvais service de loisirs proposés, la population a réussi à rendre hebdomadaire cette bouffée d'air frais au cœur de la ville. En mai 2017, les six journées de *Ciclovía* ont attiré chacune, en moyenne, 1 655 000 participant-es ! L'incroyable succès des *Ciclovías* a incité des dizaines d'autres villes à travers le monde, et en particulier sur le continent américain, à instaurer des projets similaires, comme à Mexico.





Et si les subventions tenaient compte des coûts cachés du modèle agricole ?

En apparence, les aliments biologiques coûtent plus cher que les aliments dits conventionnels. Mais cette impression provient en grande partie du fait que l'on ne regarde que le prix affiché en magasin.

Si l'on ajoute à ce coup, les "externalités" de chaque mode agricole, le résultat est tout autre. L'agriculture biologique favorise la biodiversité, la qualité de l'air, la qualité de l'eau, la fertilité

des sols, le climat, la santé humaine, le bien-être animal et l'emploi.

L'INRA, Institut national de la recherche agronomique et la FNAB, Fédération nationale de l'agriculture biologique, ont engagé des recherches pour quantifier ce que l'agriculture biologique fait économiser à la société. Ils s'appuient sur d'autres travaux sur ce thème déjà réalisés de par le monde.

Le but est que les économies que la bio procure à la société lui soient restituées par le biais des subventions agricoles, en particulier au niveau européen. En acceptant de diriger ces subventions vers la bio, cela ne coûte pas plus cher au contribuable... mais cela ferait baisser les prix en magasin ce qui inciterait évidemment les consommateurs à se tourner plus rapidement vers la bio.

Agenda

agri-bio

SAÛNE-ET-LOIRE : DÉMARRER SON ÉLEVAGE FAMILIAL DE POULES

1-3 décembre
Au Creusot. Stage organisé par l'Îlot des Combes.

Détails et inscriptions : contact@lilotdescombes.fr. L'Îlot des Combes, Centre agroécologique, 131 rue des Riaux, 71200 Le Creusot, tél. : 03 85 68 29 57, www.lilotdescombes.fr

décroissance, transition

PARIS : ATELIER ÉCOGESTES DANS LE LOGEMENT

12 décembre
Atelier dans un cadre convivial pour découvrir des astuces afin de consommer moins et autrement. Via des supports ludiques et des démonstrations en direct, présentation des écogestes et des équipements pour le chauffage, l'éclairage, la consommation d'eau, etc.

Agence Parisienne du Climat, 3 rue François Truffaut, Pavillon du Lac, Parc de Bercy, 75012 Paris, www.apc-paris.com

éducation

PUY-DE-DÔME : CONFÉRENCE SUR LE FER BLANC

5 décembre
À Clermont-Ferrand. Conférence de Daniel Clause. Aux origines de la société de consommation : à propos de l'étrange oblitération de la mémoire collective de la définition d'un matériau qui fut la matière plastique du 19^e siècle. Le fer-blanc continue d'être un acteur majeur de l'économie contemporaine.

À 20 h à l'université populaire et citoyenne, 3 rue Gaultier-de-Biauzat. www.upc63.uvaton.org

AMIENS : LA BOÎTE SANS PROJET — FORMATIONS D'ÉDUCATION POPULAIRE

Le but de l'association est d'agir pour renouveler et diffuser les pratiques de l'éducation populaire, de faire prendre conscience de l'existence des rapports sociaux et de combattre les inégalités. Travaillant sur mesure et en fonction des enjeux, l'association propose des espaces de formation et d'action.

- Prochaines formations :
- Du 14 au 16 mars 2018 : "Retravailler sa pratique ou devenir formatrice"
 - Du 12 au 13 mai 2018 : "Sexisme (trop) ordinaire ?"
 - 4 partir d'avril 2018 : recherche-action : "Monte ta conf' de meuf"

La boîte sans projet, 24 rue Jean Jaurès, rue Ledieu (entrée D) 80000 Amiens, boitesansprojet@gmail.com, www.boite-sans-projet.org

Si vous désirez diffuser S! lence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Olivier, le mardi et le jeudi de préférence)

énergies

MEUSE : BURE : OCCUPATION CONTRE LA POUBELLE NUCLÉAIRE

Les opposant·s à Cigéo, le projet de l'Andra de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires en Meuse, occupent depuis plus d'un an le bois Lejuc sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la Maison de la Résistance pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu !

www.vmc.camp, sauvonslaforet@riseup.net, tél. : 03 29 45 41 77.

environnement

NOTRE-DAME-DES-LANDES : OCCUPATION DE TERRES CONTRE L'AÉROPORT

8^e année de la ZAD. Maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence. Prenez contact avec les occupant·es avant votre arrivée.

Contact : reclaimthepad@riseup.net. Informations : www.reclaimthefields.org ou <http://zad.nadir.org>

ISÈRE : ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.

Contact : <http://zadroybon.noblogs.org>, <http://chambarans.unblog.fr>

fêtes, foires, salons

PARIS : ÉCÔFÉMINISME : QUAND LES FEMMES DÉFENDENT LA PLANÈTE

5 décembre
Table ronde avec Pascale d'Erm (journaliste), Emilie Hache (philosophe) et Fanny Petitbon (Care France).

À 18h à la Cité des sciences et de l'industrie, 30 avenue Corentin-Cariou, 75019 Paris, tél. : 01 40 05 70 22, www.universcience.fr, conferences@universcience.fr

femmes, hommes, etc.

GRENOBLE : STAGE D'AUTODÉFENSE POUR FEMMES

16-17 décembre

Stage organisé par l'Association de Santé Solidaire et Prévention des Agressions, pour acquérir des moyens de se défendre, prévenir les agressions, prendre conscience de sa force et (re)prendre confiance en soi. La méthode Riposte met en jeu des techniques physiques et verbales.

Inscriptions : riposte@pimienta.org

paix

PARIS : LE PAYS BASQUE SUR LE CHEMIN DE LA PAIX

9 décembre

Après le succès de l'opération de désarmement de l'ETA menée par la société civile le 8 avril 2017, avec le soutien concret de plus de 20 000 personnes à Bayonne (voir article dans Silence n°458, été 2017), les Artisans de la Paix organisent un rassemblement à Paris pour demander l'abrogation des mesures d'exception appliquées aux prisonnier·es basques.

Bake bidea, le chemin de la paix, Yokoko Borda, Quartier Peña, 64240 Hasparren www.bakebidea.com

PARIS : LES MOUVEMENTS NON-VIOLENTS EN FRANCE

1^{er} décembre

Quels sont les groupes et les organisations qui promeuvent et pratiquent la non-violence aujourd'hui en France ? Quelles sont leurs dynamiques ? Leur histoire ? Soirée débat avec Guillaume Gambelin suivie d'un pot, organisée par le MAN-Île de France.

À 19 h à la Fondation pour le progrès de l'Homme, 38 rue Saint-Sabin, 11^e arr. Mouvement pour une Alternative Non-violente, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 73 09 02, man.idf@nonviolence.fr, www.nonviolence.fr

silence

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE

Jeu 14 et vendredi 15 décembre

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi matin à partir de 9h30.

vélo

PARIS : VÉLORUTION

Samedi 2 décembre

Départ place de la Bastille à 14h www.velorution.org/paris

Annonces

>> IMMOBILIER

■ **Morbihan.** Vends dans 30ha forêt maison et garage en pierre. Exposé sud. Électricité solaire. Puits. Verger. 175K €. Contact : 06 85 05 34 53.

>> PARTAGER

■ **Bouches du Rhône.** En plein cœur de la Provence, la ferme de Noé à Trets accueille quiconque veut faire du maraîchage et du jardin bio. Ferme pédagogique, basse-cour, cuisine bio à l'auberge de Noé. Accueil toute l'année. La ferme de Noé, Quartier Courtot, Puits du Brun, 13 530 Trets, tél. : 04 42 61 40 59 / 06 99 05 89 49, www.lafarmedenoee.com

>> SILENCE

■ **Creuse.** Donne collection de Silence, du n°159 (novembre 1992) au n°408 avec quelques trous (il manque une trentaine de numéros sur les 250 de la période). Si vous êtes intéressés pour récupérer cette collection appelez au 06 40 84 48 90.

■ **Loire.** Je souhaiterais obtenir les coordonnées des Ami·es de Silence pour échanger des projets. D'avance merci. Contact : th.delpit@gmail.com, Mr Delpit Thierry, 10 rue du 08 mai 1945, 42 530 Saint-Genest-Lerpt.

Gratuites : Les annonces de S! lence sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20€ pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Dé-lais :** Les dates de clôture sont indiquées page 46, en bas à droite. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** S! lence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5€ en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** S! lence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



▲ La structure de l'ancien marché couvert de Rosny a été préservée pour bâtir l'école

Mon école en paille

À Rosny-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, pour répondre au besoin croissant du nombre de classes, la municipalité a décidé de passer le cap de la construction écologique. La particularité de "l'école des Boutours 2" ? Les murs sont intégralement en paille. Une première pour un bâtiment public.

NOUS SOMMES AU PRINTEMPS 2017. UNE vingtaine d'ouvriers installe, redresse et taille des bottes de 200 kg. "La paille vient d'une ferme à 60 km d'ici", nous explique Matthieu Dehaut, directeur d'Apj Bat, l'entreprise en charge de la construction des murs de l'école. Passée la grande couronne, la ressource abonde : en Île-de-France, 48 % du territoire est consacré à l'agriculture. Les champs de céréales couvrent deux tiers de cet espace cultivé.

"La paille n'est pas un déchet. C'est un co-produit de la culture de graminées comme l'orge, l'avoine ou le blé". Un matériau de construction qui passe "directement du champ au chantier, sans aucune transformation". La technique repose sur le "tassement" de la paille. Une densité accrue donne au mur sa résistance, suffisante pour porter la charpente. Matthieu Dehaut n'a pas l'air de découvrir le sujet. "En France, la première maison en bottes de paille date de 1920. Elle apparaît grâce à l'invention de la botteuse aux États-Unis qui va permettre de compresser la paille".

Si techniquement ce type de bâtiment n'a rien de nouveau, dans notre société du "tout béton" le projet tient de l'aventure. La filière paille représente seulement 0,14 % du marché de la construction aujourd'hui. La modernité a hissé le ciment au-dessus des autres

matériaux. Pourtant, "les sables nécessaires à sa fabrication sont épuisables. La paille au contraire se renouvelle chaque année", explique Matthieu Dehaut.

RELOCALISER LA PRODUCTION

Son entreprise paye le prix fort pour faire exister un secteur encore marginal. En 2012, des "règles professionnelles" ont été publiées. Un cadre de référence est posé, il définit les standards des bonnes pratiques et légitime la construction paille aux yeux des professionnel·les du bâtiment. Mais la difficulté à s'entourer reste palpable, remarque Matthieu Dehaut. "Aucun assureur ne voulait prendre le risque de ce bâtiment en paille. 'On n'est pas philanthrope', a même répondu l'un de ceux qui refusaient de nous suivre. Finalement, nous avons trouvé un assureur pour un taux d'assurance quatre fois plus cher qu'un bâtiment classique".

Pour amortir les coûts inhérents à toute expérimentation, la collectivité a un rôle à jouer. Claude Capillon en est convaincu. Le maire de Rosny le dit, "ce projet se veut exemplaire". La commande publique peut contribuer à changer les façons de faire. "Dans un contexte de raréfaction des énergies fossiles, il faut relocaliser la production. C'est bien de faire des écoles en paille,

poursuit le maire, mais si l'on fait venir des matériaux d'Autriche, vous imaginez l'énergie brûlée sur l'autoroute et la pollution produite?". Pour construire sans détruire, des entreprises situées à moins de 80 km de Rosny sont mobilisées. L'élu LR a fait sien le défi écologique qui selon lui "n'est pas une affaire de droite ou de gauche, mais une question d'intérêt général".

UN CHANTIER RASSEMBLEUR

Abdou Ahmadou applique avec énergie un enduit de terre sur un mur en bottes de paille. "Après, on ne verra plus du tout la paille et le mur aura un aspect complètement normal", glisse-t-il avec un sourire. Le Comorien d'une trentaine d'années est arrivé en France en 2014. Embauché en insertion professionnelle par *Apij Bat*, il connaissait déjà l'industrie du bâtiment mais "la paille c'est la première fois". Fier d'apprendre la méthode, il en perçoit clairement les avantages : "Pas de nez qui coule au réveil, pas de gorge irritée, rien à voir avec le ciment."

"L'écologie est fédératrice", juge Emmanuel Pezrès, l'un des deux architectes. Nous sommes aux *Rencontres nationales de la construction paille*, trente personnes sont présentes en cette matinée de juin à Rosny. L'école ouvre ses portes dans trois mois et M. Pezrès fait visiter les coulisses du chantier. Étudiant-es, ingénieur-es, entrepreneu-ses, tou-ttes prêtent l'oreille à son propos : "La bâtisse que vous voyez juste à côté, c'est l'école primaire des Boutours. Pas de paille porteuse pour les murs mais une structure en bois garnie de paille. À l'époque de sa construction en 2013, ces savoir-faire n'existaient pas localement. Des entreprises venues d'Allemagne ont réalisé les travaux". Cet après-midi, les "rencontres" se poursuivent à Issy-les-Moulineaux (92), à l'école Louise Michel. Inaugurée en 2013 et isolée en paille, "elle a inspiré la municipalité de Rosny-sous-Bois", alimentant l'expansion lente mais prometteuse du marché de la construction paille. Emmanuel Pezrès voit loin : "Avec seulement 10% de la paille de blé, tous les logements construits chaque année pourraient être isolés en paille".

"Fontenay-sous-Bois, Montfermeil, Aulnay-sous-Bois, Vaujours..." Claude Capillon ne compte plus les maires des environs venus s'informer. Chaque fois la municipalité fait connaître le budget de l'opération. "800 000€ par classe, autant qu'une école classique en béton". Une différence cependant : "7% du budget a été financé par la Région, l'État et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)". Et sur le long-terme, les finances de la ville se portent mieux qu'avec une école classique. "Dès la première année de fonctionnement, nous réduisons de 40% les dépenses d'énergie".



▲ M. Thomas, ouvrier dans le bâtiment depuis 30 ans, a découvert aux Boutours la construction paille

DES GILETS EN LAINE DE MOUTON

"Le bâtiment est très bien isolé, ce qui fait chuter la facture d'électricité", reprend Emmanuel Pezrès. Quant à la ventilation, plutôt qu'une machine double-flux, un système d'aération naturelle a été installé. Trois échangeurs — des sortes de cheminées — permettent à l'air chaud de monter et à l'air froid de rentrer. À la rentrée, chaque enfant disposera d'un gilet sans manches en laine de mouton, spécialement tricoté pour eux. L'objectif : ne pas chauffer à plus de 19 °C, explique Emmanuel Pezrès. "Le changement à opérer est culturel". Et quel meilleur lieu pour faire changer les habitudes qu'une école ?

Lucile Leclair ■



DR

La parole fraternelle de Patrick Chamoiseau

En juin 2017, le grand écrivain Patrick Chamoiseau s'exprimait à Saint-Malo lors du festival des *Étonnants Voyageurs*. Réquisitoire contre un néo-libéralisme barbare, regard visionnaire sur les migrant·es, plaidoyer pour la poésie : des paroles engagées et vibrantes dont voici quelques échos.

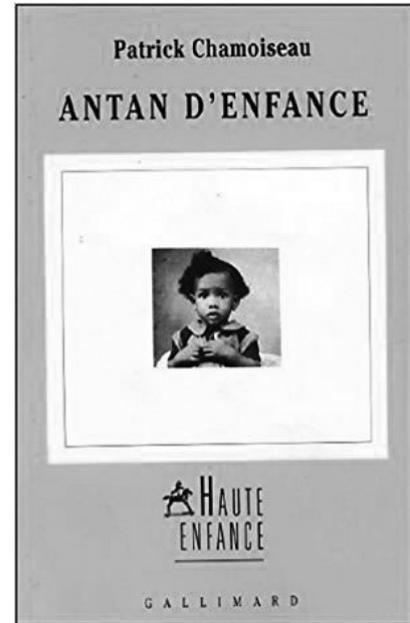
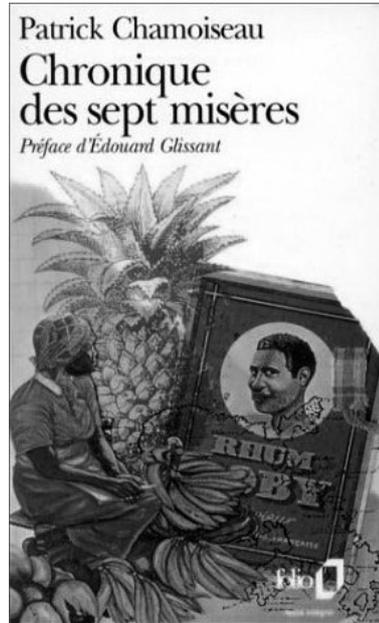
JE SUIS MARTINICAIS ET JE N'OUBLIE PAS que la traite négrière a duré plusieurs siècles, pendant lesquels près de 15 millions de personnes ont été transportées d'un bout à l'autre de l'Atlantique, que des milliers ont péri durant les trajets. Or je vois que cela recommence aujourd'hui, depuis des années déjà, jour après jour, des milliers de personnes périssent en Méditerranée. Et nous nous accoutumons à cette horreur alors que nous vivons au 21^e siècle, dans l'époque la plus informée, la plus connectée, la plus consciente de l'histoire. À ce drame, on nous oppose des principes économiques, des réalismes politiques, des pragmatismes de je ne sais quoi. Qu'est-ce que cela signifie ?

LE MONDE SOUS SÉQUESTRATION ÉCONOMIQUE

Sous l'effet de la mondialisation qui a commencé avec Christophe Colomb, l'économie a progressivement mais totalement tout absorbé. Elle a toujours existé, depuis les sociétés archaïques où elle créait du lien par le commerce, les marchés, les échanges et elle était enserrée dans un ensemble beaucoup plus

vaste, tout un système symbolique communautaire qui s'intéressait à toutes les facettes de l'humain. Mais aujourd'hui, notre lecture du monde s'est réduite à l'économie, ce qui constitue un appauvrissement terrible. De moyen elle est devenue une fin et les discours politiques parlent à 90% d'économie. Tout le reste est effacé : comment nous voulons travailler, élever nos enfants, ce qu'est une ville, un quartier, ce que cela suppose de vivre ensemble, etc.

C'est ainsi que le néo-libéralisme nous met sous séquestration économique. Il ne fait pas que disséminer des précarités, des misères, des insécurités, des guerres, des extrémismes. Il produit aussi des effondrements spirituels, intellectuels, des pauvretés culturelles, des pétrifications de l'imaginaire. Il ne s'attaque pas seulement à toutes les médiations, à toutes les protections mises en place après guerre. Il détruit notre humanité même, dans sa plénitude, en nous réduisant à nos besoins matériels, à notre pouvoir d'achat, à notre emploi. L'emploi, qui a peu à peu supplanté le travail, n'est orienté que par les besoins de l'économie et non par ceux de l'épanouissement des êtres humains qu'il dessèche en les définissant.



Tous ces dépérissements conduisent à des aberrations démocratiques. Les processus démocratiques produisent Trump, des régimes autoritaires, des extrêmes droites. C'est que l'idée démocratique se fonde sur la supposition d'un être humain capable de s'élever à un niveau de connaissance, de conscience de lui-même, de sensibilité et d'ouverture sur la totalité-monde, et capable d'exprimer un choix dans un geste le dépassant. Or c'est précisément cet humain qui est atteint par le totalitarisme de l'économie.

UNE BARBARIE INSIDIEUSE ET AGISSANTE

Il est vrai qu'il existait des barbaries sommaires, primaires, qui ont été, d'une certaine manière, atténuées par le système néo-libéral, et que ce système semble nous donner tant de liberté, tant d'aisance. Mais l'hystérie financière actuelle, si elle ne ressemble pas aux barbaries archaïques, est une barbarie insidieuse, souterraine mais réelle. Une barbarie agissante qui fait apparaître au cœur de nos villes des gens en complet décrochage social, des SDF, et non pas des pauvretés mais des misères qu'aucun système social ne peut endiguer. Une barbarie qui fait de la Méditerranée un cimetière.

Quand Victor Schoelcher demandait l'abolition de l'esclavage, ses contradicteurs lui expliquaient, j'ai toujours été frappé par ça, que les esclaves avaient une maison, qu'ils étaient soignés, nourris, qu'on pouvait même leur apprendre à lire, leur faire lire la Bible, etc. Toute une liste des avantages de la plantation esclavagiste, avantages en un sens réels car la plantation était un système de prise en charge total et totalitaire des individus, au point qu'au moment de l'abolition, quantité d'esclaves ne pouvaient imaginer d'autre perspective et y restaient. Donc toute situation, y compris les pires situations de barbarie, a ses

bénéfices que l'on peut énumérer. Mais il ne faut pas se tromper et garder l'esprit sur ce qui est inadmissible : la violence inouïe subie par des millions de gens aux marges de nos sociétés occidentales. Les progrès, les avancées qu'on nous vante proviennent de ce que le marché a besoin d'un peu d'huile pour fonctionner, de quelques lubrifiants et anesthésiants.

UN AUTRE MONDE PEUT ÊTRE ENTREVU PAR LES MIGRANTS

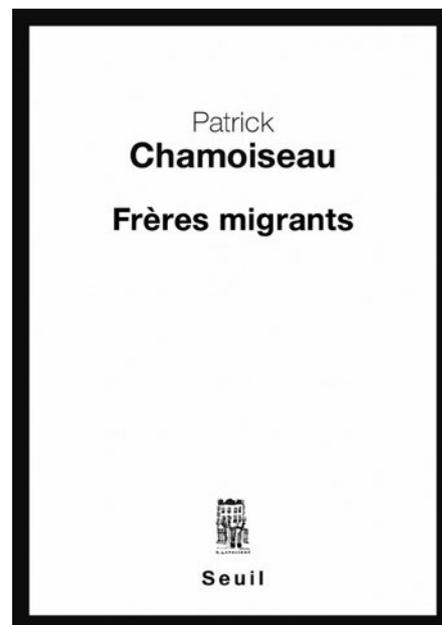
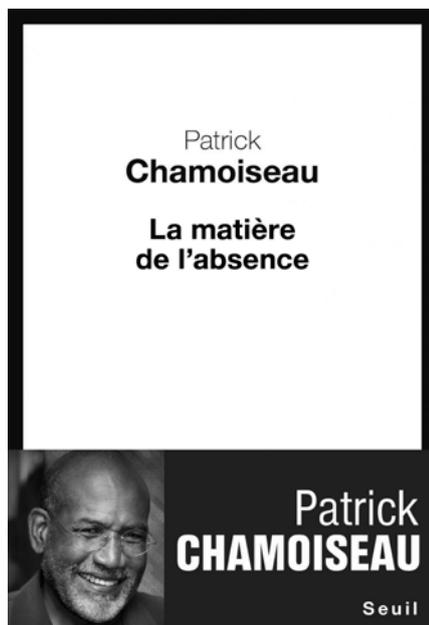
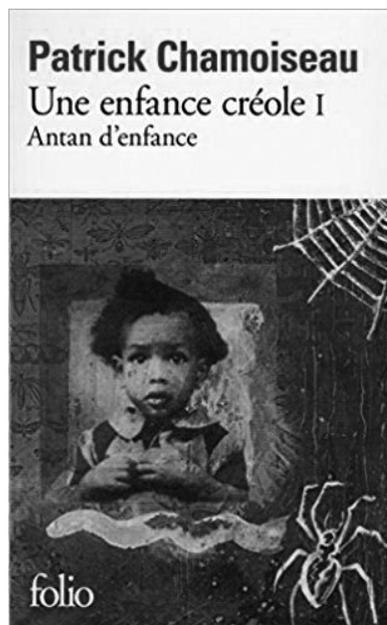
Le sort des migrants est une catastrophe humanitaire mais aussi l'échec total du politique et un révélateur de la barbarie néo-libérale. Qu'est-ce qui peut pousser tant de gens à prendre la mer, sur de petits rafiots, à jouer à pile ou face avec la mort, pas seuls mais en portant des enfants, avec toute la famille ? Bien sûr, à la base, des raisons sont la faim, la guerre, la misère. Mais je me dis qu'il y a quelque chose en plus. Indépendamment des catastrophes, ces flux migratoires sont soutenus par un élan extraordinaire, inextinguible et qui comporte une part de mystère. Je me dis que les migrants voient peut-être quelque chose, qu'ils perçoivent, qu'ils devinent un indicible, qu'une sensibilité particulière les pousse.

Sapiens a toujours vaincu les obstacles pour aller vers des horizons plus lointains. Les cartes occidentales ont été déterminantes, elles se sont mises à indiquer des terra incognita et ont suscité un énorme appel de curiosité, des découvreurs, des explorateurs qui s'élançaient vers l'inconnu. Alors oui, derrière les raisons prosaïques et dramatiques, il y a peut-être aussi une poétique, les migrants devinent peut-être un autre monde derrière notre vieux monde des états-nations, des grands récits nationaux, avec ses frontières guillotines. Ils sont peut-être, non pas en train de construire un autre monde, mais de faire surgir des tressaillements, des couleurs, des images, des

Patrick Chamoiseau, né en 1953 à Fort-de-France en Martinique, est un écrivain et un intellectuel engagé. Grande voix de la créolité dans la lignée de Aimé Césaire et Edouard Glissant, il explore toutes les facettes du monde antillais, histoire, langues, cultures, résistances. Il développe la conception d'un monde ouvert, relationnel, fraternel et pétri de toutes les cultures, à défendre contre les ravages du néo-libéralisme barbare et de la mondialisation uniformisante. Il pratique tous les genres littéraires, romans, récits, contes, essais, scénarios, articles, etc.

Parmi ses ouvrages :

- *Chronique des sept misères*, roman, éd. Gallimard, 1986
- *Solibo magnifique*, roman, éd. Gallimard, 1988
- *Texaco, roman*, éd. Gallimard, 1992
- *Écrire en pays dominé*, essai, éd. Gallimard, 1997
- *La matière de l'absence*, récit, éd. du Seuil, 2016
- *Frères migrants*, essai poétique, éd. du Seuil, 2017



possibilités. Et en tout cas, alors qu'on tend à les voir comme des troupeaux, des hordes de miséreux, ils sont des constellations d'individus, de projets, de désirs, de rêves.

LE POÉTIQUE POUR RECONSTRUIRE LA PLÉNITUDE DE L'HUMAIN

Par ailleurs, nous sommes sans réponse face aux grands défis. Le défi de la démocratie et des aberrations sur lesquelles elle peut déboucher. Mais aussi le défi environnemental avec la disparition de la biodiversité dont les conséquences seront considérables. Nous sommes désemparés face à la montée des biotechnologies, de la robotique et de tout un écosystème digital, numérique, qui se met en place très vite et qui va modifier en profondeur ce que nous sommes. Le développement de l'intelligence artificielle va doubler notre moi biologique, culturel et sociétal d'un moi digital et cela va constituer une confrontation pour laquelle nous ne sommes pas prêts.

Nous sommes, humains tissés de tant de complexités et de mystères, face à des défis également d'une complexité immense, et nous ne nous en sortirons pas en adoptant une approche habituelle, rationnelle, scientifique. Seule la poésie, l'art peuvent nous permettre de manier tant de paramètres, d'appréhender tant de choses aussi indéfinissables et imprévisibles. Ce qui semble le plus dérisoire peut être le plus puissant.

Comment les esclaves ont-ils résisté à la déshumanisation dans la plantation ? On pense tout de suite aux nègres marrons, ceux qui s'enfuyaient. Mais le processus le plus déterminant de résistance a été mis en œuvre par ceux

qui sont restés. Les esclaves ne possédaient plus rien, aucun objet, aucune trace de leur ancienne identité, de leur culture, et pas même leurs corps ! Mais leurs corps avaient conservé toutefois une mémoire de quelques rythmes, de quelques mouvements. Ainsi le danseur a été le premier à faire quelque chose de tout à fait libre, indépendant et étranger à la plantation. Puis la danse a suscité le tambour, et le tambour a suscité le chant. Et c'est tout un processus d'improvisation et de recréation d'une culture qui a permis la résistance.

La littérature reconstruit, contre les amputations de l'économie, un mode de connaissance sensible et une vision du monde pleine et riche. Elle fait œuvre politique mieux que le politique qui a déserté sa mission. En ce sens le poétique précède le politique. Notre priorité devrait aller à des politiques culturelles qui permettent à l'humain de retrouver toutes ses capacités essentielles de créativité, de contemplation, de lenteur, de dialogue. Un humain en relation avec tout le vivant, car il faudra bien sortir d'un humanisme vertical qui abaisse les autres espèces, un humain prêt à se déployer sur la grande scène relationnelle du monde. Il nous faut des politiques qui préservent les lieux de culture, pas seulement de culture élitiste, mais des lieux de surgissement de la beauté car le surgissement de la beauté provoque un bouleversement intégral de la sensibilité, de l'imaginaire, de l'esprit. Quand vous recevez cette foudre, tout votre système de représentation est ébranlé et tout peut survenir.

*Extraits des propos de Patrick Chamoiseau
retranscrits par Danièle Gonzalez ■*



▲ Zéro Waste diffuse des autocollants que les commerçant-es peuvent mettre dans leur magasins

Puis-je amener mon propre contenant chez mon commerçant ?

Si vous demandez à votre commerçant-e d'utiliser votre propre emballage, les réactions vont de l'enthousiasme au refus, ces derniers se justifiant par le respect des règles d'hygiène. Qu'en est-il réellement ?

EN 2010, OLIVIER ET JULIEN CRÉENT À Lyon l'épicerie *3 P tits pois*. Dès le départ, cette épicerie de quartier propose des produits bio et locaux en vrac. Chacun-e est invité-e à venir avec ses propres récipients. Cela pose quelques problèmes pour gérer la pesée des produits : il faut penser à faire la tare avant de commencer à remplir. Un système de collecte permet d'avoir un stock de bouteilles, de bocaux à la disposition des personnes qui viennent les mains vides. Les personnes qui tiennent le magasin doivent toutefois faire attention à la propreté des récipients. Dans le réseau des *Biocoop*, il est possible d'apporter ses propres boîtes à œufs, mais pour le reste, il faut utiliser (ou réutiliser) les sacs et bocaux mis à disposition par le magasin. Ceci toujours pour les conditions d'hygiène.

MAIS QUE DIT LA LOI ?

L'association *Zero waste France* a demandé à des juristes de préciser ce qui est possible. Le règlement européen n°852/2004 du 29 avril 2004 précise qu' "à toutes les étapes (...), les denrées alimentaires doivent être protégées contre toute contamination susceptible de les rendre impropres à la consommation humaine. (...) Les matériaux constitutifs du conditionnement et de l'emballage ne

doivent pas être une source de contamination". Pour le vrac il est précisé "les conditionnements et emballages qui sont réutilisés pour les denrées alimentaires doivent être faciles à nettoyer et, le cas échéant, faciles à désinfecter". Pas d'interdiction, mais des précautions à prendre. Mais, par ailleurs, un-e commerçant-e peut refuser en vertu de "la liberté du commerce et de l'industrie" dont il bénéficie, notamment s'il a des doutes sur l'emballage proposé.

GOURMET BAG

En conséquence, il faut négocier avec les commerçant-es pour qu'ils et elles acceptent en échange du contrôle de la propreté du contenant proposé. Pour le réemploi, il faut utiliser des contenants prévus pour les aliments (bocaux en verre, boîtes alimentaires, etc.). Des systèmes de consigne peuvent être envisagés. La position française s'est assouplie en octobre 2016 avec la mise en application de la loi contre le gaspillage alimentaire qui prévoit la possibilité d'emporter ses restes au restaurant en utilisant des "gourmet bag". L'évolution semble aller dans le sens de favoriser la réutilisation des contenants.

Francis Vergier ■

- **3 P tits pois**,
124, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon,
tél : 09 54 18 54 64,
www.3pittispois.fr
- Réseau de magasins **Biocoop**,
www.biocoop.fr
- **Zéro waste France**,
18, boulevard Barbès,
75018 Paris,
www.zerowastefrance.org



▲ Pose de panneaux d'isolant en fibre de chanvre

Retour à la Chanvrière du Bélon

En 2000, *Silence* visitait la *Chanvrière du Bélon*, en Bretagne. 17 ans plus tard, l'occasion s'est présentée de retourner voir ce qu'est devenue cette coopérative, qui s'appelle désormais *Technichanvre-Chanvrière du Bélon*, pionnière dans l'activité du chanvre pour la construction.

EN 1997, LA COOPÉRATIVE NAISSAIT À Riec-sur-Bélon, dans le Finistère, avec trois associés, un cultivateur bio, un maître d'œuvre chantier et un gérant. Il s'agissait donc, à l'échelle locale, de maîtriser toute la filière depuis la culture du chanvre jusqu'à son utilisation en construction d'habitats sains. Aujourd'hui, les trois fondateurs sont partis mais la SCOP fonctionne toujours, avec des activités orientées différemment.

PAS FACILE DE DÉFRICHER UNE VOIE NOUVELLE

La SCOP a arrêté cultures et chantiers pour se consacrer entièrement au développement des produits issus du chanvre, leur fabrication et leur commercialisation. Dans le domaine de la construction, il s'agit d'isolants thermiques et acoustiques, sous forme de rouleaux-panneaux, briques ou autres granulats. Ce recentrage des activités (qui s'accompagne par ailleurs d'une orientation vers d'autres domaines que celui du bâtiment) relève à la fois des profils des personnes présentes et d'un besoin de simplification. Et puis "nous n'avions pas vocation à grossir" explique Sébastien

Le Borgne, "gérant et homme à tout faire". La SCOP emploie désormais quatre personnes, dont une en contrat de professionnalisation.

En fait, la coopérative avait grossi lors de l'absorption en 1999 de *Effireal*, une usine de fabrication de laine de chanvre dont elle était l'un des plus gros clients. Mais l'opération n'a pas été un succès et *Effireal* a été liquidée en 2014: "Heureusement, tout le monde a retrouvé du travail". C'est qu'après une période faste entre 2000 et 2010, la concurrence s'est développée. Au-delà du chanvre, les biomatériaux connaissent alors un fort développement. La ouate, le coton ou la fibre bois, par exemple, font leur chemin. Pour ce qui concerne le chanvre, en 2009, les surfaces cultivées arrivent à 12 000 hectares, ce qui confirme la première place de la France au niveau européen. De nouvelles structures d'exploitation du chanvre se sont créées à échelle industrielle, avec des investissements chiffrés en millions d'euros.

Pour un tout petit acteur comme *Technichanvre*, les temps sont devenus plus difficiles dans le bâtiment, d'où sa diversification vers d'autres marchés: l'environnement et l'agriculture.



▲ Pose de Chanvriberg sur les bord du canal de Nantes

Aujourd'hui, des obstacles avant tout réglementaires

Aujourd'hui, pour Sébastien, les principaux obstacles sont réglementaires. Pour ce qui concerne le bâtiment par exemple, il faut utiliser des produits certifiés pour pouvoir bénéficier du Crédit Impôt Transition Énergétique (CITE). Mais dans le domaine du chanvre comme dans d'autres, les procédures longues et complexes de certification peuvent se révéler pénalisantes pour les petites structures. Par ailleurs Technichanvre refuse de traiter le chanvre acheté (même s'il n'est pas toujours bio), se privant ainsi de la certification Acermi (association pour la certification des matériaux isolants), qui fait foi dans la profession.

Pourtant, *Technichanvre* a fait partie des pionnières de la renaissance du chanvre en France. Il a fallu beaucoup d'énergie pour résoudre les difficultés techniques, démontrer l'efficacité et la fiabilité du matériau malgré les idées préconçues, surmonter les problèmes d'image. Sébastien raconte que "Aujourd'hui, sur les salons, plus personne ne prend les intervenants du chanvre pour des fumeurs de moquette, mais nous avons dû faire un gros travail pour ça".

DIVERSIFICATION, ESSAIMAGE ET INNOVATION

Plutôt que la croissance interne, *Technichanvre* semble préférer les essaimage, les partenariats. "Par exemple nous avons aidé *Le Relais*, filiale d'*Emmaüs*, à lancer en France l'isolant *Métisse* produit à

partir de l'effilochage de vêtements recyclés" explique Sébastien. Qui s'occupe par ailleurs de faire fabriquer avec différents partenaires et de commercialiser des produits alimentaires à base de chanvre : bière, farine... et huile de chanvre (l'huile de chanvre *Bioméga* commercialisée sous la marque *Vigean*) : "un produit phare, pour lequel on a fait tout le travail administratif, un vrai combat, pour que sa mise sur le marché soit autorisée, chose faite en 2001". *Technichanvre* propose aussi des produits comme des fonds de cage pour rongeurs domestiques ou des paillages pour jardin, sous formes de dalles ou de rouleaux facilitant l'implantation de haies ou de talus. La diversité des produits permet l'utilisation de la totalité du chanvre : zéro déchet !

En dépit des difficultés, l'innovation semble rester dans les gènes de *Technichanvre*. Parmi les dernières en date : *Chanvriberg*, leur marque de fascines – longs boudins de fibres de chanvre (mais, pour leur solidité, dans un filet en fibre de coco) – destinées au renforcement des berges. Maintenus par de simples piquets de bois, les fascines s'intègrent d'autant mieux au paysage que des plantes s'y enracinent. Biodégradables et ne nécessitant aucun gros engin de chantier, il s'agit d'une alternative plus écologique et économique que l'enrochement. Le *Smatah* (1), organisme chargé de l'aménagement du canal de Nantes à Brest, s'est montré intéressé et une portion des berges a été consolidée avec les fascines *Chanvriberg*.

Technichanvre s'est aussi tournée vers les marchés de niche, par exemple l'isolation des yourtes et des "tiny houses" (mini-maisons, sur roues ou pas, en vogue depuis quelques années). Petites tailles toujours mais grande détermination à poursuivre l'aventure.

Danièle Gonzalez ■

Le premier article de *Silence* sur la Chanvrière du Bélon se trouve dans le n° 259/260, juillet-août 2000

- *Technichanvre* – Chanvrière du Bélon
Les Kaolins
29340 Riec sur Belon
02 98 06 45 34
contact@technichanvre.com

(1) *Smatah* : Syndicat Mixte d'Aménagement Touristique de l'Aulne et de l'Hyères.



Les fous de bassan!

▲ Lecture-concert "Lettres semées en bouquet", Ouzouer-le-Marché, 25 août 2016

Semer des lettres, récolter l'échange

Derrière chaque chose mangée, derrière chaque champ et chaque pré, il y a des femmes et des hommes qui façonnent le territoire, cultivent et labourent, pour permettre à chacun·e de se nourrir. La compagnie *Les fous de bassan!* construit depuis plusieurs années des projets culturels permettant de donner la parole à ces nourrisseur·ses de l'humanité.

PARFOIS OUBLIÉ·ES, CES AGRICULT·RICES, paysan·nes et éleveu·ses exercent pourtant des métiers indispensables. Comment donner la parole à celles et ceux qui produisent notre pain, afin de faire connaître leur quotidien? Par lettres pardi! Grâce à la poésie, un échange original et festif s'est instauré entre les act·rices monde agricole et les habitant·es du Pays Loire-Beauce. Cet échange, c'est le résultat de l'implication d'une compagnie théâtrale, *Les fous de bassan!*

DES LETTRES DU PAYS AUX LETTRES SEMÉES : LES QUATRE PREMIÈRES ANNÉES DU PROJET

Le projet démarre en 2012 avec les *Lettres du pays*. L'idée est alors de mettre à jour les multiples façons dont les gens du Pays Loire-Beauce voient et vivent leur pays. Le projet est proposé à toute la population, sur les 40 communes du pays Loire/Beauce. Il s'agit d'écrire une lettre qui contribue à saisir l'identité du

territoire. L'exercice : se mettre à la place d'un élément non-humain, ou bien écrire à un élément non-humain. Inès écrit au pivert, et le bus de la Maîtrise Notre Dame aux futur·es passag·ères. 438 lettres sont récoltées grâce à un énorme travail de mobilisation de la part de la compagnie (1). C'est tout un univers qui se donne alors à lire : certaines lettres parlent de bonheurs quotidiens, d'autres de peurs intimes, toutes sont émouvantes. La forme épistolaire impose par ailleurs un rythme lent. C'est une question de tempo : prendre le temps de chercher tranquillement ses idées et ses mots, respirer, fleurir l'air du temps. "*Un pays, ce n'est pas une entité administrative, un bout de territoire, un morceau de carte : c'est là où l'on choisit de vivre. C'est aussi quelque chose sur quoi l'on peut peser : pour l'aménager, pour le modifier, pour l'agréments, pour lui donner une âme*", affirme la compagnie.

En 2014, c'est le temps de la transmission. Au cours de 4 week-ends, ces lettres sont mises en valeur dans différentes communes. Des parcours à pieds sont proposés dans la campagne par des agricultrices, ponctués de lectures de lettres. La rencontre entre le public et la

(1) Toutes ces lettres sont librement accessibles sur internet, à cette adresse : www.lettresdupays.com/toutes-les-lettres-recues



▲ Lecture-concert "Lettres semées en bouquet" dans l'exploitation agricole de Frédéric Gond, Tavers, 21 août 2016

population agricole est forte : beaucoup réalisent que ce sont des mondes qui ne s'entremêlent jamais, qui ne se connaissent pas. Les lettres du pays permettent pour un moment la possibilité de vrais échanges.

Le projet aurait dû s'arrêter ici, mais 3 à 4 agriculteurs ne souhaitent pas en rester là. Ils veulent continuer cette recherche, tout en se centrant davantage sur l'agriculture. Forts de leurs expériences, ils saisissent l'opportunité de partage qu'il y a dans cette démarche culturelle. *Les fous de bassan!* acceptent, à condition que les agricultrices se mouillent et... prennent la plume !

DEPUIS 2016, UN PROJET AGRI-CULTUREL

En 2016, le projet des *Envolées de lettres du pays* démarre. Les actrices du monde agricole ont jusqu'à juin pour écrire leur lettre, en suivant la règle du jeu : c'est un élément (agricole, végétal, animal, patrimonial, météorologique... tout objet, tout être vivant sauf l'être humain) qui signe la lettre en s'adressant à un inconnu (habitant, passant... vous).

Les répétitions de la compagnie *Les fous de bassan!* ont quant à elles commencé en mai, afin de pouvoir jouer ces lettres, les transmettre par le théâtre, la musique ou la chanson. En tout, ce sont 108 lettres qui sont reçues, touchantes, techniques, poétiques... humaines. Ce sont des personnes de toute obédience qui ont écrit ces lettres : bio, pas bio, petits et grands, mais aussi des familles et des enfants, des retraité-es...

Le projet ne s'arrête pas là ! Pour qu'il y ait échange, il faut qu'il y ait réponse... Les habitant-es du pays Loire/Beauce ont pu voir les lettres jouées, ou avoir le plaisir de les lire dans les mairies, bistrotts ou encore les bibliothèques du territoire... Elles peuvent donc y répondre.

"Envie de laisser la parole, ne pas rentrer dans les polémiques politiques du moment". C'est un projet qui cherche à s'éloigner et à éloigner des préjugés. Les fous de bassan ! ont le souci de parler de leur temps, à leur rythme.

Le travail de communication et de partage de ces lettres par *les fous de bassan!* a été méticuleux et gigantesque.

Des ateliers d'écriture ont été proposés à la population, en milieu scolaire, en MFR (2), en école primaire, en maison de retraite, etc. Ils sont animés par Roger Wallet, écrivain. À la fin de ces ateliers, chaque lettre a reçu au moins une réponse. En plus des réponses de la population, 21 artistes pratiquant l'écriture, la peinture, les arts plastiques, le conte, etc., du Pays Loire-Beauce et d'ailleurs ont apporté une réponse artistique à une lettre. Tout ce travail est aujourd'hui retracé dans un livre (3).

Ce projet a participé à changer le regard porté sur la Beauce, sur le monde agricole. Derrière chaque chose que l'on mange, il y a un humain. La couleur des champs, la hauteur des prés est façonnée par les hommes et les femmes de la campagne. *"Quand tu te rends compte qu'il y a des hommes et des femmes derrière tout ça, ça prend une valeur différente"*, conclut Magali, musicienne et comédienne sur le projet.

Martha Gilson ■

Les fous de bassan !, compagnie théâtrale du Loiret, développe depuis bientôt 20 ans un grand nombre d'actions culturelles et artistiques, dont beaucoup sont fondées sur la correspondance. Christian Sterne en est le responsable artistique et signe toutes les mises en scène, certaines en collaboration.

■ LETTRES DU PAYS
c/o Les fous de bassan !
18 rue Julie Lour
BP 113 - 45190 Beaugency
Tél : 02 38 44 95 95
lettres@lettresdupays.com

(2) Maison familiale rurale.

(3) *Envolées de lettres du pays*, à commander aux *Fous de bassan!*

Lettre n°49

Du tablier aux hommes

CETTE ANNÉE, ON CÉLÈBRE LE CENTENAIRE de la bataille de Verdun. On a inauguré un monument qui rend hommage aux femmes du monde rural. La très belle sculpture de Denis Mellinger représentant ces deux femmes – celle de 14-18 et celle de 39-45 – me met à l'honneur. Je suis au premier plan comme il se doit puisque mon nom le plus clinquant est « la devantière ». Oui, ce qui va devant, ce que l'on voit en premier. On me connaît sous un nom plus simple, plus familier : le tablier. Aujourd'hui on ne me porte plus guère mais on connaît toujours le mot. Cette sculpture, à Verdun, me rend hommage car je suis le symbole féminin par excellence, plus exactement le symbole de la condition féminine.

Il est très instructif, ce monument. A gauche, l'agricultrice a ce geste célébré par Victor Hugo : "le geste auguste du semeur" ; elle puise dans le repli de mon tissu le grain qu'elle épand. L'agricultrice de droite porte seau et bidon de lait puisque, dans la répartition des tâches au sein du couple, à la ferme, il lui incombait la charge de l'étable, de la basse-cour et du jardin. Et des enfants, bien sûr ! Le sculpteur ne les a pas oubliés, il en a mis deux en plein milieu. C'est dire si je faisais de l'usage : à plat pour essuyer les mains et enfouir les chagrins des enfants ; tenu en poche pour recueillir les grains ou les œufs ; on ne me repliait dans la diagonale que pour faire honneur à un visiteur.

Quand la Grande Guerre a battu son plein et englouti les hommes, ce sont les femmes qui les ont remplacés. Elles ontensemencé les champs, cultivé les terres, rentré les récoltes. Elles ont nourri la population et les combattants. Elles ont aussi pérennisé le patrimoine terrien. Et cela, sans jamais oublier de me passer à leur cou et de me nouer à leur taille, moi, leur tablier.

Et puis elles ont quitté discrètement le devant de la scène et retrouvé l'ombre à quoi leur éducation disait qu'elles étaient destinées. Mon humilité semblait leur convenir, presque comme une seconde peau. Je dis « semblait » parce que c'était dans l'ordre de la société – les hommes devant, les femmes derrière – mais rien dans la nature humaine ne les prédestinait à cela.

Il leur faudra des décennies pour parvenir peu à peu à desserrer l'étreinte, à sortir du silence, à revendiquer toute leur place dans le monde rural. Pour faire reconnaître leurs compétences, pour assurer des responsabilités, pour faire autorité. Ce fut le long combat des femmes, et singulièrement des femmes du monde rural. J'écris « ce fut » mais vous entendez bien que le présent serait plus juste : « c'est » un long combat, car il se poursuit.

Moi, le tablier, j'ai disparu pour laisser place à la cotte, la cotte de travail, qui vaut pour les hommes et pour les femmes. J'étais l'attribut féminin, la cotte est simplement le

message universel du travail, du labeur. J'aime ce joli mot de "labeur" qui est de la même famille que "labourer" ...

Sous sa cotte, l'agricultrice porte robe ou pantalon et surtout, très haut, ses idées, ses projets et ses rêves : elle est pleinement dans son siècle . Tout devant...

Le Tablier

Le 27 août 2017, les *Infid'elles*, chorale de Villeurbanne présentée dans *Silence* n°457, "Le chant des luttes", ont chanté une réponse au poème *Du tablier aux hommes* à Baule lors d'un *Autrement BEAU CE dimanche*.

Des Infid'elles au tablier

Le blues du tablier

Tablier coquin
T'es pas bien malin
Tablier à fleur
Pas très masculin
Tablier froufrou
Un peu mou du genou
Tablier usé
Qui a atteint le bout
Tablier en cuir
Pour les durs à fuir
Tablier du pont
Pour faire taire les cons
Tablier du chef
Symbole d'un seul sexe
Tablier des corvées
Soumission et prétextes
Du tablier devant
Pour mieux se cacher derrière
Tablier du passé
Je reviens en arrière
Et de toutes les manières
Je rends mon tablier

Les Infid'elles



▲ Jardinage au Café des loulous à Sugnens (Suisse)

Aux enfants

Ce texte de l'écrivaine Marie Desplechin a été publié dans son intégralité dans l'ouvrage *Pour une poignée de degrés* dont vous pouvez découvrir des photos page 48 de ce numéro. Son style et son message puissants nous ont donné envie de le donner à partager ici. En voici quelques extraits.

CHERS AMIS DE SEPT À DIX-SEPT ANS, chers amis,

Ce discours s'adresse aux enfants et aux adolescents, à eux d'abord, et même à eux seulement. Après tout, la plupart des gens qui prennent les décisions aujourd'hui seront morts ou dans un sale état quand les conséquences du changement climatique se feront sentir. Je veux dire : quand ça va chauffer pour de bon. Les vieux ont fait de bonnes choses, l'imprimerie, les droits de l'homme, le vélo, les vaccins, le cinéma, la contraception, l'Internet, bravo, très bien. Mais compte tenu de l'état dans lequel ils vont laisser la planète en partant, ils devraient évaluer courageusement ce qu'ils ont fait, pas fait, et ce qu'ils ont laissé faire. Ils devraient faire preuve d'un peu de modestie. Parce que franchement, il n'y a pas de quoi se vanter. Personnellement, je ne serais pas choquée qu'on accorde demain le droit de vote à des enfants de sept ans. Ce sont eux qui vont boire la tasse.

Les goûts d'un enfant de sept ans sont simples et peu coûteux : dormir dans une cabane, jouer avec un chien, se faire de nouveaux amis pour jouer au ballon. Cet enfant n'a aucun besoin de posséder un sac à trois mille euros, un palace illuminé la nuit, trois voitures, un avion, il n'a pas spécialement envie de partir en vacances en Thaïlande tous les quatre matins, de tuer un lion ou de gagner cent mille dollars par jour. Parlez-lui plutôt d'un bon pique-nique au bord d'une petite rivière, apportez la salade de pommes de terre, et vous verrez qui a raison.

C'est la première chose que je voudrais dire : vous allez grandir, mais n'oubliez jamais la personne que vous avez été à sept ans. N'oubliez ni les amis, ni le chien, ni le pique-nique au bord de la rivière (et la salade de pommes de terre). La vie ne pourra pas vous apporter grand-chose de mieux. À mon âge, j'ai fait le tour de la question. Tout ce qu'on peut accumuler de richesse dans son existence ne sert pour finir qu'à ça : à partager un bon pique-nique avec des amis et un chien au bord de l'eau.

Bon... Je vais vous le chuchoter, ce sera plus facile. Écoutez-moi : La Terre, la planète sur laquelle, dans laquelle et avec laquelle nous vivons, n'en peut plus. Elle a quelque chose comme une très grosse fièvre. Le système vivant qu'elle abrite peut en mourir. Les poissons, les chiens, les hommes. Et nous.

Ça vous fait peur ? Normal. À moi aussi. Personne n'a envie de faire les frais d'une extinction personnelle des dinosaures. Je me demande d'ailleurs comment tous les gens autour de moi ne sont pas paralysés de trouille. Je les vois parler d'autre chose, à la télé, dans les journaux, se réjouir de la découverte d'un gisement de gaz en Algérie, d'un forage de pétrole en Alaska, de la croissance économique... Qu'est-ce qu'ils ont dans la tête ? Ils sont marteaux, ou quoi ?

Il faut que vous sachiez que les dix ans qui viennent ont été appelés la "décennie zéro". Pourquoi la décennie zéro ? Parce que si dans dix ans les hommes n'ont pas réussi à stopper l'augmentation de la température, c'est fichu. Fichu pour la Terre que nous connaissons, la



Christiane Spangler

▲ Création d'un jardinet au relais d'assistance maternelle de Berg-et-Coiron (Ardèche)

« Vous avez déjà essayé de faire passer des rayons de soleil à travers une loupe ? La chaleur se concentre et ça brûle. Faites gaffe si vous essayez, n'allez pas flanquer le feu aux broussailles. Eh bien, ça vous explique ce qui est en train de se passer. Depuis plus de deux cents ans que les hommes sortent le charbon et le pétrole de la terre, et le brûlent, les gaz se sont accumulés. Résultat, c'est la loupe. »

Texte écrit à la demande de la Maison des écrivains et de la littérature, dans le cadre du Parlement sensible. Commande de Sylvie Gouttebaron, directrice de la MEL, à 30 écrivain-es, sur le thème du climat. L'ensemble des textes a été publié sous le titre *Du souffle dans les mots* aux éditions Arthaud en novembre 2015, à l'occasion de la COP 21. Il a été republié dans l'ouvrage *Pour une poignée de degrés* en juin 2017 publié par les éditions Light Motiv.

petite planète bleue, pour ses espèces végétales et animales, pour le règne des mammifères, et bien sûr parmi eux, pour les humains. Dix ans, ça vous paraît beaucoup ? C'est beaucoup pour un jeune humain. Pour un vieux, ce n'est rien du tout, un clin d'œil. Par ailleurs, je vous signale que si les mêmes hommes n'arrivent pas à limiter la hausse de la température à deux degrés dans les deux ans qui viennent (alors ça, deux ans, ça vous paraît tout de suite moins, hein ?), il y a de fortes chances que les choses leur échappent. Qu'est-ce que ça veut dire, que les choses leur échappent ? Ça veut dire : bienvenue les catastrophes.

J'aimerais bien exagérer. Mais je suis obligée de vous dire que tous les gens sérieux qui étudient le climat, la forêt, la mer, les espèces animales sont d'accord sur le scénario du film. Deux ans à regarder ailleurs, dix ans à se tourner les pouces, et c'est la grosse vague qui bouffe tout.

Il y en a peut-être qui se disent : tout ça pour deux minables degrés ? Seulement deux ? Mais c'est énorme, deux degrés ! Passez de quarante à quarante-deux degrés de température et vous

allez voir la tête de vos parents. Un organisme vivant ne peut pas changer de température comme cela. Tout se détraque à l'intérieur. D'ailleurs, c'est exactement ce qui se passe. Les chaînes et les cycles sont en train de se briser. Les forêts et les mers, le corail, les glaciers, et les abeilles, et les grenouilles, et les pluies, l'alerte clignote de partout.

Et justement, c'est là que j'arrive à la deuxième partie, la partie exaltante. Les angoissés peuvent enlever les mains de leurs oreilles. J'ai la joie de vous informer qu'il est encore possible, très possible, de limiter l'augmentation de la température, et puis de la faire diminuer.

Cette histoire de climat, voilà où je voulais en venir, est en vérité la bonne occasion de changer de monde. Le vieux modèle est périmé. Il est trop injuste, trop violent, trop mensonger. Et en plus, il bousille tout. Il faut reconnaître, c'est vrai, qu'il a eu ses bons côtés. Il a produit les connaissances nécessaires pour le transformer. On aurait même envie de lui dire merci. Mais il a fait son temps. On va reconstruire la cabane. C'est pas formidable, ça ?

Ne vous laissez pas avoir par les petits arrangements qu'il faudrait consentir pour entrer dans l'âge adulte : arrête de rêver, trouve un emploi, prends un crédit, cherche un loisir, ne cherche pas à comprendre, laisse faire ceux qui savent, sois raisonnable. Apprenez à réfléchir. Apprenez à désobéir. Apprenez à inventer des cabanes. Donnez-vous du mal pour cela. Et rappelez-vous que pour arriver à ce pique-nique au bord de la rivière, il nous faudra d'abord sauver les amis, le chien, la rivière et même les pommes de terre. Mais alors, alors, quel bonheur ce sera de nous retrouver entre amis sur la Terre. Quelle bonne vie nous ferons.

Marie Desplechin ■

Youpi, l'école n'est pas obligatoire !

Comme tous les hommes politiques, ministre de l'Éducation en tête et autres présidents de la République, les pseudo-journalistes *mains-tream* ou les philosophes en tous genres, *Silence* perpétue la confusion entre école et instruction dans l'article "Le statut des mineurs en question" (*Silence* n° 459 p. 36). En effet, lorsque Jules Ferry se chargea de la mise en place de l'école gratuite et obligatoire en 1870 il n'obtint l'obligation que de l'instruction (merci les cathos et les aristos !).



Cet amalgame participe gravement au conditionnement des mentalités et étouffe les volontés de celles et ceux qui voudraient faire autrement ou se soustraire au contrôle de l'État. D'ailleurs un État qui dirige et contrôle l'instruction de toute une population peut aisément être qualifié de fasciste. Ni l'État ni l'école ne doit avoir le monopole des apprentissages comme on voudrait nous le faire croire ce dernier siècle : apprendre est vital et inné pour tous les êtres humains. L'école n'est donc pas obligatoire et on espère qu'elle ne le sera jamais. Même si la liberté d'instruction est de plus en plus menacée aujourd'hui en France. D'autant plus pour les familles pratiquant les apprentissages informels et autonomes (durcissement des contrôles, dépendance des familles au bon vouloir ou à l'humeur de l'inspectrice, injonctions de scolarité,...).

Marlène et quelques autres

Silence : *Vous avez raison, nous avons laissé passer cette confusion par erreur ! Silence s'engage depuis longtemps pour faire connaître et reconnaître la liberté d'instruction. Voir par exemple le dossier "Apprendre sans école" (n°378).*

Abeilles, miel et sirop de glucose

En réponse à l'article concernant les zones Bzz (*Silence* n°459 p.19), je souhaite apporter un éclairage concernant la collaboration "scélérate" mise en place par l'homme ces dernières années, avec la complicité de l'industrie agro-alimentaire.

La malbouffe est partout. Je m'explique. Inlassablement, les abeilles butinent les fleurs ou le miellat des pucerons (miel de sapin), et fabriquent du miel. Elles font de grandes réserves, afin de pouvoir nourrir la colonie lorsque l'hiver surviendra. Le miel est parfaitement adapté à l'abeille, contient ce qu'il faut pour qu'elle soit en bonne santé, sauf si des pesticides ont été répandus.

Seul le miel de sapin ne peut pas être consommé par l'abeille, et certains miels trop concentrés en une seule fleur, du fait du positionnement des ruches par l'homme.

L'homme prélève une partie de ce miel depuis des siècles. Par contre, là où se trouve la dérive, c'est lorsqu'il prélève tout le miel et remplace la réserve d'hiver par du sirop de glucose. Le sirop

de glucose est moins cher que le miel. 20€ pour 14 kg environ, alors que le miel vaut 10€ le pot de 500 g, le calcul est vite fait.

J'ai pu voir un camion citerne livrer du sirop de glucose et les apiculteurs venir acheter des bidons remplis à la pompe. C'est là que j'ai pris conscience de cela.

Imaginez que vous avez fait des conserves pour l'hiver et qu'on vient les vider et les remplacer par des poches hospitalières de glucose.

La moindre résistance et la faiblesse des abeilles résultent peut-être aussi de cette malbouffe.

En bio, on donne du sucre de canne bio, mais leur laisse-t-on leur miel ?

On en revient toujours au même constat. On ne donne pas le lait de sa mère au veau, mais du lait en poudre dilué dans de l'eau, après l'avoir séparé d'elle. On ne laisse pas les poules élever leur poussin et on leur donne des composés de graines et granulés, etc.

Marie-Noëlle Hauser
Moselle



Couverture végétale

(..) Jadis, dans ma formation qui date d'un demi-siècle on enseignait que :

- le soleil est le moteur du climat (la principale source d'énergie de notre planète) ;
- l'eau est la régulatrice du climat (elle demande tellement d'énergie pour changer d'état, qu'elle constitue un habitat stable qui couvre 70% de la surface de la Terre) ;

- l'air est le vecteur du climat (lui qui amène les pluies, déplace les dunes, fait les déserts) ;
- enfin la couverture végétale est la temporisatrice du climat, (...) elle humidifie l'atmosphère par l'évapotranspiration des 99% de l'eau qui la traverse, s'oppose à l'érosion éolienne, gravitationnelle, aquatique, freine le vent, surface incommensurable de dépollution, de photosynthèse, d'habitat, elle est productrice d'oxygène, de matière organique, de nourriture, d'ombre, puits de carbone qui s'autogère, réagit, se renouvelle... Bref, c'est elle qui a permis à l'animal de sortir de l'eau : elle construit le milieu terrestre et elle est la seule à le faire.

(..) Face au changement climatique nous ne pouvons que porter toute notre attention à cette temporisatrice du climat dont nos élites administratives et scientifiques ont totalement oublié les rôles car ses effets bien réels ne sont pas comptabilisables alors que sa destruction progressive ou immédiate l'est.

(..) Nous pourrions déjà nous organiser afin de retrouver les paysages d'avant le remembrement. Faire et faire faire le relevé des zones protégées par une strate arborée ou arbustive.

(..) L'inventaire des arbres remarquables de la commune est également une façon de lier

de nouveaux contacts locaux sur un thème commun. (...)

[Parmi les] effets locaux de la couverture végétale (sous climat tempéré) : on compte 20 à 25% d'économie d'énergie pour une maison à l'abri du vent par rapport à celle en plein vent. (...)



Une bonne haie bocagère sur talus peut être peuplée de 5 à 10 espèces d'arbres, 10 à 20 espèces d'arbustes, 20 à 40 espèces d'herbacées, 10 à 20 espèces d'oiseaux, 10 à 20 espèces de mammifères et de reptiles, plusieurs centaines d'espèces d'insectes, dont plus d'une centaine d'hyménoptères parasites d'autres insectes, et plusieurs dizaines de pollinisateurs (abeilles, bourdons), plusieurs centaines d'espèces terrestres et souterraines : mollusques, vers, insectes microscopiques décomposant les matières organiques. (...)

Christiane Herman

<https://sites.google.com/site/plantearbre>
Belgique

Ton de la revue

Je souhaite réagir à l'article de Michel Poulard dans le courrier des lecteurs du numéro 459. Chacun·e peut exprimer ses idées et les confronter dans le respect. L'un des sous titres de *Silence* c'est non-violence et là je ressens beaucoup de violence et de mépris dans les propos exprimés. Je ne m'exprimerai pas sur le fond même si je pense qu'il y a de nombreux raccourcis. Cet homme politique (Jean-Luc Mélenchon) ne laisse pas indifférent car déjà par le passé des polémiques ont eu lieu à son sujet dans notre revue. La réalité c'est que des lecteurs de *Silence* se retrouvent au moins en partie dans le programme et les analyses de la *France Insoumise*. J'espère de notre revue, une attitude ouverte et de modération.

Jean-Marc Pineau
Puy-de-Dôme

La politique "gestionnaire" de la ville de Grenoble

Habitant Grenoble et étant abonné à *Silence*, je me permets de faire des commentaires sur l'article "Grenoble : réussites symboliques et tensions locales" (*Silence* n°460 p. 8). Globalement je suis assez d'accord sur l'appréciation mitigée de la politique menée par la municipalité de Grenoble. Cependant je

critique la politique "gestionnaire" menée par le maire, Eric Piolle. En effet, celui-ci n'a jamais cherché à créer avec les partis de sa majorité un mouvement social pour soutenir les réformes proposées dans son programme. Il n'a pas cherché à s'appuyer sur les mouvements sociaux existants et n'a pas cherché non plus à les appuyer : il les a plutôt combattus comme vous le signalez dans votre article. Par exemple, en matière de logement, le programme prévoyait la réquisition des logements vides pour remédier à la crise du logement. Alors qu'il existe des forces militantes importantes en faveur des sans-logis, il ne cherche pas à s'appuyer sur eux. Du coup, cette promesse électorale n'a pas été suivie d'effets.

Autre exemple, nous militants de *Sortir du nucléaire 38*, nous avons organisé en 2016 un festival artistique antinucléaire. Pour ce faire nous avons demandé des subventions à la mairie écologiste de Grenoble. Même si celle-ci nous a prêté des salles, la réponse à notre

demande a été négative car "les caisses sont vides" nous ont dit les adjoints au maire. (...) Autre exemple : les tarifs des transports en commun. La demande de notre collectif inter-organisationnel pour leur gratuité ne reçoit aucun écho de la part de la municipalité, car celle-ci nous répond que "la Métropole de Grenoble n'a pas les moyens financiers". Au contraire, les tarifs augmentent au fil des années.

Si "le désengagement financier de l'État" que vous signalez dans votre article pose des problèmes aux collectivités locales, celles-ci peuvent augmenter les impôts. Ce que vous ne mentionnez nullement. Et la municipalité de Grenoble s'y oppose, soi-disant pour appliquer sa promesse électorale. Il est grave qu'une municipalité "verte rouge" reprenne l'idée droitrière qui veut qu'avec moins d'impôt

la société se porte mieux. C'est laisser croire que, par exemple, les services publics comme les bibliothèques ou les transports sont plus efficaces quand ils sont individuels !

Jean-François Le Dizès
Isère



Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence: www.revuesilence.net. Soyez concis: pas de textes de plus de 3000 signes.

Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction

Essais

■ **Calendrier des semis 2018, d'après Maria et Mathias K. Thun, éd. MABD biodynamique, 115 p., 10 €.** Facile d'utilisation et plein de conseils pratiques, il convient aussi bien à des débutant·es qu'à des jardinier·es expérimenté·es.

■ **Moins d'auto pour aller au boulot, Corentin Le Martelot, éd. Actes Sud/Kaisen, 2017, 62 p., 8 €.** 7 Français·es sur 10 utilisent leur voiture pour se rendre au travail, y compris à moins d'un kilomètre ! Inutile de décliner les inconvénients de la voiture, mais comment faire pour s'en passer ? Il faut bien sûr se servir de l'expérience de celles et ceux qui se déplacent autrement. Des millions de personnes marchent, pédalent, "skatent", patinent, trottinent, prennent le bus, le métro, le train. Le livre fait l'inventaire des avantages, inconvénients ainsi que des idées reçues.

■ **Choisir de ralentir, Nelly Pons, éd. Actes Sud/Kaisen, 2017, 62 p., 8 €.** Plus nous gagnons du temps et moins nous avons la sensation d'en avoir. Que faisons-nous de notre temps libre ? Le progrès qui devait nous libérer s'est mis au service d'une accélération foudroyante. Face à ce constat, le seul levier sur lequel nous avons le pouvoir d'agir pour ralentir la cadence, c'est nous. Il est possible de vivre avec son temps tout en prenant le temps de vivre.

■ **Déprogrammer l'obsolescence, Thierry Libaert, éd. Les petits matins, 2017, 82 p., 10 €.** Avec le remplacement de plus en plus rapide des objets, on accélère la raréfaction des matières premières, on accumule des montagnes de déchets toxiques et on détruit des emplois de réparation non délocalisables. Comment lutter contre ce phénomène ? L'auteur, membre du comité économique et social européen propose ici des pistes et fait des recommandations.

■ **À nous la ville ! Traité de municipalisme, Jonathan Durand Folco, éd. écociété, 2017, 184 p., 16 €.** Les villes peuvent-elles changer le monde ? Sachant que près de 70 % de l'humanité vivra en ville d'ici à 30 ans, il est urgent d'investir cet espace politique qui est au cœur des enjeux sociaux et écologiques du 21^e siècle. Même si l'auteur cite des expériences dans le monde entier et à travers l'Histoire, il reste très axé sur les particularismes du Québec et la ville de Montréal.

■ **Animation et Économie sociale et solidaire, Aurélie Carimentrand, Marius Chevallier, Sandrine Ros-pabé, éd. carrières sociales, 2017, 109 p., 5 €.** Ce livre va à l'encontre de la critique la plus répandue actuellement : "l'animation socio-culturelle a tué l'Éducation populaire en créant un corps de salariés dépendant des tutelles politiques". Leurs enquêtes menées à Rennes, Bordeaux et Guéret révèlent que les animatrices et animateurs favorisent le développement de l'économie sociale et solidaire à travers de multiples initiatives écocitoyennes.

■ **Manger Moins (et mieux) de viande, Gilles Davéau, éd. Actes Sud/Kaisen, 2017, 62 p., 8 €.** Livre qui s'inscrit dans la collection "Je passe à l'acte", il présente un guide pratique tout en nuance pour réduire notre activité carnivore. À l'opposé d'un livre démagogique sur la consommation de viande, ce petit précis propose des actions simples pour faire bouger (un peu) nos pratiques quotidiennes.

■ **Pratiquer la biodynamie au jardin, Mon année au jardin biodynamique, Maria Thun, éd. MABD, 2017, 224 p., 21 €.** Maria Thun a affiné la compréhension de l'influence de la lune et des rythmes cosmiques sur les cultures en menant un travail de recherche et d'expérimentation pendant plus de 40 ans dont un des résultats est le calendrier des semis, indiquant les jours favorables pour la racine, la feuille, la fleur et le fruit. Cette méthode, la plus ancienne des agricultures alternatives, a été développée à partir des conseils livrés aux agriculteurs en 1924 par Rudolf Steiner. Régulièrement réédités, ces 2 ouvrages fondamentaux, faciles d'accès sont réunis ici en un volume.

La naissance de l'écologie politique en France

Une nébuleuse au cœur des années 68

Alexis Vrignon



Cet ouvrage, issu d'une thèse d'histoire, en hérite la structure et la rigueur du raisonnement. Il présente en trois grandes parties la genèse et la construction des mouvements écologistes, sur le terrain et dans les urnes, des années 1960 aux années 1970. Une "nébuleuse" aux objectifs comme aux fondements parfois incompatibles entre eux. De l'histoire de la revue *La Gueule Ouverte* (une sorte d'ancêtre de *Silence* !) à celle de la naissance des *Verts*, c'est tous les aspects de la construction des luttes écologistes qui sont ici analysés comme autant de vecteurs participant à la construction d'une écologie politique. Finalement, c'est la structuration du milieu écolo qui nous est ici racontée, jusqu'à la fondation des *Verts* en janvier 1984. C'est un ouvrage passionnant qui permet d'éclairer l'histoire mais aussi les débats actuels des mouvements écologistes. MG

Éd. Presses Universitaires de Rennes, 2017, 322 p., 23 €

Retrouver mon étoile

Jean-Jacques Samuel



L'auteur retrace son parcours de militant non violent, de volontaire des *Brigades de paix internationales* dans le Guatemala en guerre, puis de formateur en transformation constructive des conflits, avec un regard critique, en analysant ce qui ne marche pas. Il développe ensuite la méthode du PÉTRIN qu'il a créée et qui permet de porter attention aux émotions qui nous traversent et de se positionner face à des situations de violences de divers ordres (agressions, mais aussi situations professionnelles ou familiales violentes et violences que l'on s'impose à soi-même). Un regard d'une rare profondeur sur les mécanismes de la violence et les attitudes personnelles pour y répondre, exemples à l'appui. GG

Autoédition (retrouve@wanadoo.fr), 2017, 340 p., 20 €

Car à pattes cahin-caha

Anne Labbé, Oswald Hoepfner



5 200 kilomètres en roulotte, tractés par deux chevaux ! C'est le périple qu'ont accompli Anne et Oswald avec leur projet *Têtes de mulet*, dont *Silence* était partenaire. Prendre le temps de la rencontre, emmener des graines et les échanger, découvrir des lieux alternatifs, beau programme pour une retraite ! Cap vers l'est depuis l'Indre, en traversant d'abord la France par son centre, puis les Alpes, l'Italie du Nord, la Slovénie, la Hongrie, la Roumanie, etc. Récit illustré, méditation à deux voix, ce livre retrace une grande boucle faite de rencontres

étonnantes, de déboires techniques et vétérinaires et de découvertes culturelles. Une généreuse et parfois cocasse "croisière dans un paquebot construit de leurs propres mains". GG
Éd. *Les têtes de mulet* (tetedemulet@laposte.net), 2017, 464 p., 16 €

Climat : sale temps pour les glaciers

Collectif



Entre le livre et la revue, c'est un tour d'horizon de l'état des glaciers dans les Alpes qui s'appuie sur les dernières connaissances scientifiques, avec des documents historiques pour illustrer.

Ces glaciers fondent de plus en plus vite et cela a tout un lot de conséquences : découvertes archéologiques, mises à jour de moraines, fragilisation de la montagne... et comme les glaciers ne font plus miroir, accélération du réchauffement. Instructif. À faire lire à Donald Trump. FV

Revue *l'Alpe* n° 78, éd. Glénat, 2017, 96 p., 18 €

Émeutières Pussy Riot Grrrls

Manon Labry



Dans les années 1990, aux États-Unis, naissent des groupes de musique punk entièrement féminins. Le discours veut dénoncer l'hétérocapitalisme, lance la mode *grunge* (anti-mode). Le mouvement se veut anti-hiérarchique, dénonce la médiatisation : ce sont les *Riot Grrrls* (les émeutières). Le mouvement musical va s'élargir aux milieux *LGBT*, mais assez peu aux femmes de couleur et aux milieux populaires. Pour remédier à cela, une deuxième vague de cette nouvelle forme de féminisme va mettre en place des *Ladyfests*, des festivals de musique avec de nombreux ateliers et des moments 'non-mixtes', puis des *Girls Rock Camps* qui s'adressent aux plus jeunes. Objectif : prendre conscience de son pouvoir en montant un spectacle de musique. Le mouvement se diffuse discrètement jusqu'à la médiatisation de l'affaire des *Pussy Riot* en Russie. Ce livre présente remarquablement bien les débats politiques qui agitent ce mouvement : de quoi donner du grain à moudre à beaucoup d'autres. MB

Éd. *iXe*, 2017, 220 p., 18 €

Remplacer l'humain Critique de l'automatisation de la société

Nicolas Carr



L'automatisation de certaines tâches ingrates représente un progrès. Le problème c'est que nous ne savons pas quand dire : "stop". Au départ, introduite dans les manufactures, elle a envahi tous les domaines de la vie au fil du temps, nous soulageant non seulement d'efforts physiques, mais d'efforts intellectuels et créatifs. Elle s'est emparée

Livres

de l'aviation, de la finance, de l'architecture, du design, de la médecine, de la justice, de l'enseignement, des loisirs... Tests scientifiques à l'appui, l'auteur recense les capacités humaines qu'elle nous fait perdre dans chacun de ces domaines. Il nous alerte sur les limites des prévisions des algorithmes qui anticipent l'avenir exclusivement d'après les données recueillies dans le passé. Il souligne que la valeur ajoutée produite par les robots est répartie exclusivement entre ceux qui les possèdent et démontre pourquoi les gains de qualité et de coûts annoncés ne sont pas au rendez-vous. Un livre qui fait réfléchir. MD

Trad. Édouard Jacquemoud, éd. *L'Échappée*, 2017, 272 p., 19 €

Abécédaire de la propagande en temps de paix

Lucy Watts



On connaissait l'artiste engagée Lucy Watts pour sa spectaculaire action de recouvrement antipublicitaire de panneaux *JCDecaux* à Mâcon en 2015. Dans cet abécédaire, elle expose les mécanismes de la propagande tels qu'ils ont été développés et mis en place par l'Étatsunien Edward Bernays. On y découvre à quel point la manipulation des foules a pu être pensée et mise en pratique depuis un siècle par ceux-là qui veulent nous faire consommer, obéir, partir à la guerre, etc. L'armée étatsunienne qui entretient une unité chargée d'influencer les opinions a investi 540 millions de dollars pour ternir l'image d'Al Qaida auprès du peuple irakien via des informations et vidéos mensongères par exemple. Industrie de la cigarette ou pharmaceutique, les exemples sont nombreux et édifiants. Ce livre facile et abondamment illustré est idéal pour des lycéen-nes qui veulent aiguïser leur esprit critique notamment. GG

Éd. *Le passager clandestin*, 2017, 64 p., 15 €

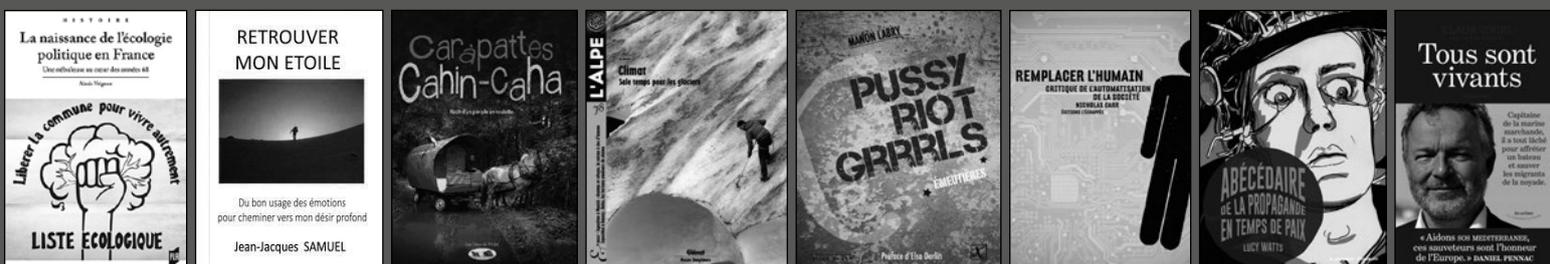
Tous sont vivants

Klaus Vogel, Valérie Péronnet



Le capitaine de marine allemand Klaus Vogel raconte son parcours assez classique jusqu'au jour où, obsédé par l'idée que des humains meurent par milliers en tentant de traverser la Méditerranée, il ressent l'impossibilité de rester passif plus longtemps. Il expose comment il s'est battu durant des mois et des années avant de parvenir à lever les fonds afin de créer avec d'autres *SOS Méditerranée* et de mettre à flot le navire *Aquarius*, qui sillonne la Méditerranée pour recueillir des personnes en danger de noyade. "Ces gens sont en enfer", constate-t-il lors de son premier sauvetage. Le témoignage simple et sobre d'un Juste ordinaire. GG

Éd. *Les Arènes*, 2017, 232 p., 17 €





Manuel pour des campagnes non violentes

Collectif

Le succès des campagnes non violentes n'est pas dû au hasard : c'est le résultat de nombreuses années de mises au point de méthodes expérimentées

dans des luttes à travers le monde. Cet ouvrage est une compilation de méthodes pour former un groupe, pour lancer une campagne, de comptes-rendus d'actions... *L'Internationale des résistants à la guerre* a réuni ici les meilleurs textes qui circulent sur le sujet. C'est très bien fait, très pédagogique, montrant aussi bien des actions dans des pays où les manifestations sont autorisées (Europe, Amérique du Nord) que des opérations de résistance sous les pires régimes (Chili sous Pinochet, Afrique du Sud pendant l'Apartheid, Colombie pendant la guerre civile) ou dans des régimes intermédiaires (Indonésie, Israël, Turquie). Cet ouvrage marque aussi la fin d'une longue coupure entre "pacifistes" et "non violent-es". De quoi donner des moyens d'action à de nombreuses luttes. MB

Publié par l'Union pacifiste de France et Internationale des résistants à la guerre, 2017, 196 p., 10 €

Romans

Seulement 10 mètres Nouvelles de Palestine

Nassar Ibrahim, Majed Nassar



Ces 14 nouvelles de deux écrivains palestiniens éclairent d'un regard humain la vie quotidienne sous l'occupation dans les années 1990. Dans "Cent grammes de café" on se rend compte à quel point la vie en Palestine ne tient qu'à un fil, celui d'une arme israélienne arbitrairement pointée sur une silhouette au loin. La remarquable nouvelle "La radio", tirée de faits réels, explore le quotidien et la solidarité dans le camp de prisonniers d'Ansar 3, dans le désert du Néguev. Deux autres nouvelles nous font toucher du doigt la colonisation à travers le regard d'un chien et d'un troupeau de vaches. Le tout avec un humour pince-sans-rire. GG

Éd. CNT-RP, 2017, 160 p., 10 €

La nuit des enfants qui dansent

Franck Pavloff



Zâl joue un spectacle haut perché sur un fil, accompagné d'oiseaux. Il rencontre Andras, un homme âgé qui, comme lui, est hongrois. Ce dernier porte un lourd passé que le plus jeune ne veut pas entendre. Progressivement, ils vont

s'approprier et se suivre jusqu'à Budapest où se tient un festival. Dans une écriture concise, Franck Pavloff va une nouvelle fois mettre en scène cette rupture que l'on observe dans les anciens pays d'Europe de l'Est entre une jeunesse qui ne rêve que de vivre à l'occidentale et des personnes plus âgées qui se souviennent de la dictature communiste et de la fragilité des régimes politiques. Un dialogue de toute beauté et des émotions percutantes en lien avec l'actualité du moment en Hongrie. Un grand roman. MB

Éd. Albin Michel, 2017, 280 p., 19,50 €

B. D.

La prof et l'Arabe

Pierre Maurel et Dominique Laroche



Saïd, né en Algérie, arrive en France à 15 ans peu avant mai 1968. Il s'engage politiquement et rencontre Michelle, enseignante. Ils ne se quitteront plus. A travers l'histoire de ce couple engagé, on retrouve les moments forts des luttes sociales, féministes, antiracistes... avec une réflexion sur l'engagement, la lassitude des luttes et la découverte de la religion. C'est aussi l'histoire de la négation de notre passé colonial en Algérie et la poursuite jusqu'à aujourd'hui du racisme ordinaire. Un récit de vie qui permet d'aborder de nombreuses questions politiques. MB

Éd. Casterman, 2017, 160 p., 20 €

Au pied de la falaise

ByMöko



Dans un village africain imaginaire, Akou, jeune enfant, assiste à la mort de son grand-père. Une première leçon de vie. A travers de petites histoires indépendantes, on suit sa transformation progressive en adolescent puis en adulte. Quand son père meurt, il doit monter sur la falaise pour y rencontrer le shaman. D'un dessin précis et très agréable, avec peu de couleurs, l'auteur nous délivre de petites leçons de sagesse. Le livre est complété sur internet par une visite en 3D du village, un clip vidéo, de la musique, de la photo, etc. FV

Éd. Soleil, 2017, 160 p., 18 €

Le journal du off Dans les coulisses d'une campagne présidentielle folle

Renaud Saint-Cricq, Frédéric Gerschel, James



Deux journalistes et un dessinateur pour un pari un peu fou : réaliser une BD en même temps que se déroule la campagne présidentielle de 2017. La BD est partie à l'imprimerie le lendemain du 2^e tour. Le héros est un journaliste qui suit les candidat-es. Cela regorge d'anecdotes et de petites phrases percutantes. On retrouve les primaires, les scandales autour de Fillon, la non-candidature de Hollande, les colères de Valls, la mégalomanie de beaucoup. Cela ne fait pas une vraie BD, mais politiquement c'est instructif sur les combines des politicien-nes et sur leurs rapports avec les médias. MB

Éd. Glénat, 2017, 128 p., 15 €

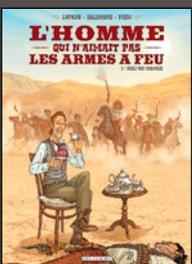
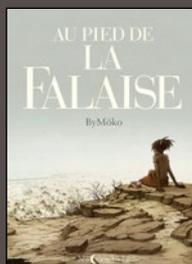
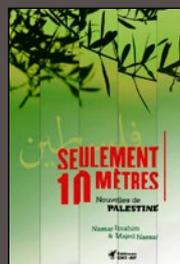
L'homme qui n'aimait pas les armes à feu

Wilfrid Lupano, Paul Salomone



En Arizona, à la fin du 19^e siècle, des lettres sont retrouvées qui donnent un nouveau sens au 2^e amendement de la Constitution américaine, celle qui autorise les particuliers à avoir des armes pour se défendre. Avec un scénario de western particulièrement bien élaboré, on assiste à un chassé-croisé de personnages qui cherchent tous à se procurer ces lettres, avec des mobiles différents. Le lobby des marchands d'armes arrivera-t-il à détruire ces lettres pour poursuivre son lucratif commerce ? C'est l'enjeu de cette histoire pleine de rebondissements. Wilfrid Lupano fait clairement passer un message contre les marchands d'armes. FV

Éd. Delcourt, 2011-2017, 4 tomes, 46 ou 64 p., 15,50 € par tome



Zehra Dogan
Les yeux grands ouverts

Zehra Dogan, Laurence Loutre-Barbier, Oke



La journaliste et artiste turque Zehra Dogan, 28 ans, a été emprisonnée en juillet 2016 suite à un dessin qu'elle a publié décrivant une intervention de l'armée turque au Kurdistan. Avec ses camarades de prison elles ont réalisé à la main et fait sortir un journal qui a connu un grand retentissement. Relâchée provisoirement, elle a été condamnée en 2017 à 2 ans et 9 mois de prison pour "propagande en faveur d'organisation terroriste". Zehra a continué à dessiner lors de son premier emprisonnement et de sa courte liberté (*Silence* a publié une page de ses dessins dans son n°452, p. 56), mais elle est maintenant privée de ses outils d'expression. Ce magnifique livre reproduit ses dessins sortis de prison ainsi que ses œuvres réalisées sur des pages de journaux, où ses personnages torturés s'entremêlent à l'actualité politique de son pays. Des extraits de son journal de bord émaillent de nombreuses reproductions en couleur. Un livre graphiquement intense, politiquement poignant. GG

Éd. Fage, 2017, 98 p., 19,50 €

Jeunes

Gaya et le petit désert

Gilles et Jessica Vigneault, Stéphane Jorisch



Dès 5 ans. Gaya vit avec son grand-père dans la forêt. Un jour, il n'y a plus d'eau au puits. Elle va mener l'enquête auprès des habitant-es de la forêt (Gros Chêne, le Hibou, etc.) pour comprendre ce qui se passe. Et découvrira qu'elle et son grand-père y sont peut-être pour quelque chose, et qu'ils peuvent agir pour préserver leur milieu naturel. L'écoute du monde naturel, le dialogue entre générations ainsi que le souci pour les équilibres écologiques sont au cœur de cette belle histoire. On peut écouter le disque en même temps, comprenant le récit et les 10 chansons composées par Gilles Vigneault et interprétées par Richard Seguin, Diane Tell, Ingrid Saint-Pierre ou encore Daniel Lavoie. GG

Éd. La montagne secrète, 2016, 52 p. + CD 47 min, 19,50 €

Le 9^e continent

Dominique Corazza



Dès 12 ans. Quatre nouvelles sur des thèmes écologiques. Dans le 9^e continent, Paola découvre l'univers des serres intensives en plastique. Alors que l'on parle des océans de plastique comme 8^e continent, l'auteur pose la question

du devenir des plastiques agricoles. *Le Sales Trader et les sept nains* imagine que des nains sont employés dans les maisons de riches pour être exploités comme domestiques, une fine dénonciation des emplois aujourd'hui confiés aux sans-papiers. *Pass immersion* présente un futur parc d'attractions : un village authentique. La famille urbaine va de surprise en surprise. Lors d'*Une journée de printemps*, on peut entendre les oiseaux chanter... sauf que les habitant-es vont sortir la tronçonneuse, la tondeuse, la débroussailleuse, le taille-haie, le quad. La musique de la campagne est parfois un peu perturbée. Bien vu. FV

Éd. Le Muscadier, 2017, 96 p., 9,50 €.

Avant moi

Emmanuelle Houssais



Dès 4 ans. Ce grand album dessiné dans un style naturaliste et coloré n'aborde rien de moins que l'histoire de la vie, depuis le big bang jusqu'à aujourd'hui, à travers autant de tableaux qui passent en revue la naissance des planètes, celle de la vie dans l'eau ou encore l'essor des grands singes. Un bel émerveillement devant le vivant qui donne envie de prendre soin de ce processus montré ici comme une série toujours renouvelée de naissances et de créations. GG

Éd. du Ricochet, 2017, 36 p., 16 €

Musique

Bête off n°1
Chansons 100 % pur jus,
pressées avec conviction

Toph & Nanoche



C'est avec plaisir qu'on salue la sortie du premier album des Toph et Nanoche, chansons françaises légères et engagées ! Avec un accordéon et une guitare, Annette et Toph nous amènent dans un univers musical entraînant, parfois léger, parfois empli de colère mais toujours rempli de bonté. Une douzaine de chansons françaises d'amour, d'humour, parfois féministes, parfois poétiques, qui partent toujours d'une émotion ou d'un moment. L'accordéon de Christophe colore les moments de vie contées par Annette et escorte l'oreille dans son univers. Le ton n'est cependant pas toujours bon enfant ; le monde carcéral est très largement abordé dans les textes d'Annette Foëx, qui a accompagné pendant de nombreuses années son compagnon Louis, qui lui était en prison. C'est un album qui parle des relations humaines envers et contre toute prison. MG

Disque autoproduit, commande : lestophetnanoche@gmail.com, 2017, 10 €

Nous avons également reçu... 2/2

Essais

■ **Atlas mondial des préjugés**, Yanko Tsvetkov, éd. Les Arènes, 2017, 112 p., 14,90 €. Cette série de cartes géographiques humoristiques sur les préjugés des différents peuples les uns vis à vis les autres, fait parfois rire, mais en appuyant sur les préjugés (culturels, racistes, sexistes) plutôt qu'en les déjouant.

■ **La décroissance écologique transforme l'entreprise**, Bernard Christophe, éd. L'Harmattan, 2017, 222 p., 23,50 €. Ouvrage qui tente d'apporter des outils aux entreprises pour leur permettre d'être dans une logique de décroissance et qui défend un plus fort investissement économique de la part de l'État pour envisager une décroissante harmonieuse. Le propos est parfois maladroite, mais la thématique intéressante.

■ **Drôle d'occupation pour une grand-mère. Histoire de prisonniers politiques sahraouis, petite histoire du conflit**, Marie-Jo Fressard, éd. ASPO, 2017, 84 p., 8 €. Marie-Jo Fressard parraine des prisonniers du Sahara Occidental depuis de nombreuses années et nous livre un récit de témoignages juste, adroit et riche sur ces militants, sur l'histoire du Sahara Occidental et ses luttes. À lire pour qui s'intéresse à ce conflit ou souhaite le découvrir.

■ **J'agis pour demain. De la réflexion citoyenne à l'action quotidienne**, Bernard Farinelli, préface de Ph. Bertrand, éd. Rustica, 2017, 104 p., 10 €. Sur le ton de la conversation, l'auteur nous interpelle : des changements sont indispensables si nous voulons continuer à vivre sur cette planète. Mais par quoi commencer ? Agir pour le climat, contre les déchets, dépolluer l'air, économiser l'eau, respecter le vivant, se protéger ? Une excellente sensibilisation.

B. D.

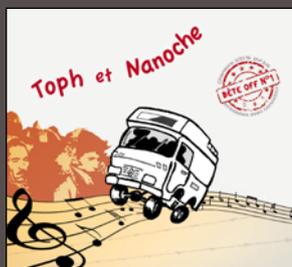
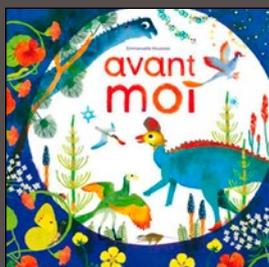
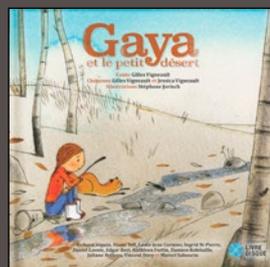
■ **Epiphania T1**, Ludovic Debeurme, éd. Casterman, 2017, 104 p., 22 €. Des enfants extra-terrestres tombent sur le sol. David, musicien, qui vient de rompre parce qu'il ne se voyait pas comme père, tombe sous le charme d'un des enfants et l'élève seul. La multiplication de ces enfants engendre des mouvements racistes. David va devoir y résister. Dommage que le dessin soit totalement figé.

Jeunesse

■ **Les aventures de Fanny Mandler, T3 : le réfugié syrien**, Frédéric Gobert, éd. Les Impliqués, 2017, 124 p., 12 €. Dès 13 ans. La famille de Fanny accueille un enfant syrien. Mais tout se complique quand celui-ci devient un enjeu entre services secrets. Agréable à lire, mais peu vraisemblable.

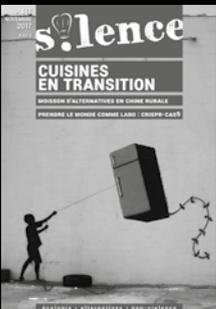
■ **À la rencontre des plantes sauvages comestibles**, www.connectedbynature.org, 2017, 55 p. Livret gratuit présentant 15 plantes, co-écrit avec les membres d'un stage d'initiation aux plantes sauvages communes en 2016. Où les trouver, comment ne pas les confondre, comment les cuisiner ? Je ne suis pas tout à fait sûre que je reconnaitrais le gaillet ou la stellaire d'après l'explication et la photo proposée, mais on peut toujours aller faire le stage !

■ **Demain entre tes mains**, Cyril Dion, Pierre Rabhi. Illustrations : 32 artistes de "Costume 3 pièces", éd. Actes Sud junior, 2017, 72 p., 16,90 €. Dès 9 ans. Jamais l'humanité n'a été confrontée à l'ultimatum : "changer pour ne pas disparaître", c'est ce que dit Pierre Rabhi aux parents. Et aux enfants, il livre des petites histoires qui donnent à réfléchir : "Le lion ne saute sur l'antilope que lorsqu'il a faim. Il ne le fait pas pour l'engranger ou la vendre..."



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Quoi de neuf?



Les médias libres décryptent le travail

La *Coordination permanente des médias libres (CPML)*, dont *Silence* est membre, a lancé un dossier collectif sur le travail, entre ubérisation, attaques du code du travail, et alternatives sociales et auto-gestionnaires. Seize médias présentent leurs enquêtes, reportages ou interviews. Coordonné entre autres par Gaëlle Ronzin, membre de la rédaction de *Silence*, ce dossier est à découvrir en ligne sur le site de la CPML : www.medias-libres.org.

Silence soutient la paix au Pays basque

L'association *Silence* est signataire de l'appel "Au risque de la paix" initié par le collectif basque *Artisans de paix*, afin de consolider la dynamique de désarmement du conflit basque initiée depuis un an et de mettre fin au régime d'exception auquel sont soumis-es les prisonnier-es politiques basques. Cet appel invite à manifester à Paris le 9 décembre 2017 pour la paix au Pays basque.

Informations : <http://artisansdelapaix.eus>.

Changement des tarifs

Voilà 10 ans que les tarifs de *Silence* n'ont quasiment pas bougé. Cependant les tarifs de nos fournisseurs ont doucement augmenté, voire fortement en ce qui concerne les frais d'envois postaux (+ 40 % depuis 2010 ; les frais postaux représentent aujourd'hui presque un quart du prix de l'abonnement). C'est pourquoi nous avons décidé d'augmenter nos tarifs au 1^{er} janvier 2018. Le prix à l'unité passe par exemple de 4,60 € à 4,80 € et le prix d'un abonnement classique de 46 € à 48 €. Nous avons porté attention au tarif de l'abonnement Petit budget, qui reste notre prix "plancher". Il est accessible sans justificatif, chacun-e étant libre d'apprécier s'il est adéquat ou non dans sa situation.

Offrez un cadeau qui a du sens !

La pression sociale et commerciale est telle en fin d'année que les cadeaux gadgets qui ne servent jamais sont de plus en plus nombreux. Plutôt que de sombrer dans cette marée de l'inutilité, vous pouvez faire le choix d'un cadeau qui dure et qui informe : un abonnement à la revue. Vous pouvez en effet régler l'abonnement pour une autre personne. Vous pouvez aussi profiter de notre offre permanente : pour 100 €, vous abonnez cinq personnes de votre choix pour six mois et votre propre abonnement est prolongé gratuitement d'un an.

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 14 et 15 décembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14h 30 à 20h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **18 et 19 janvier, 15 et 16 février, 15 et 16 mars, etc.**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **15h 30** les mercredis **20 décembre** (pour le n° de février), **24 janvier** (pour le n° de mars), **21 février** (pour le n° d'avril), etc. Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12h. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous.

Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies!

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur : www.revuesilence.net / rubrique : Comment participer

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmann.dutriez@wanadoo.fr
- > **Alpes-Maritimes.** Marc Gérenton, mgerenton@free.fr
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaudedutriez@orange.fr
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 BELFORT, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard.** Antonanzas Pascal, 7, rue du Dr Prosper Defau, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25, rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 09 51 69 25 21, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 45 bis, rue de Vayringe, 54000 Nancy, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83.
- > **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Pascal Vuillaume c/o Aelys Mabru, 9, rue Malnoue, 77120 Marolles-en-Brie, pvuillaume75@gmail.com

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouveaux abonnés au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 20 = 100 € (pour la France).

Partenaires



Les finances de *Silence* sont gérées par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de *Silence* provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire". www.sortirdunucleaire.org



La revue *Silence* est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilherand-Granges. Tél. 04 75 44 54 96. www.impressions-modernes.fr

Médias libres

Silence est membre de la Coordination permanente des médias libres. www.medias-libres.org



Affiche



□ **100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €**

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisées en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port: (métropole, zone europe et suisse): 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

Commandes

Numéros disponibles

- 428 La forêt brûle
- 429 Que vivent nos 75 langues régionales!
- 431 Soutenir les lanceurs d'alertes
- 432 Loi Duflo: pour mieux se loger?
- 433 Renverser nos manières de penser
- 434 Militer en beauté
- 435 Sauver le climat par le bas
- 437 Energies renouvelables, un virage à prendre
- 438 Végétarisme, un peu, beaucoup, passionnément
- 440 Le renouveau de l'Éducation populaire?
- 442 Océans, l'urgence méconnue
- 444 Coopératives, question de taille
- 445 Extraction minière ni ici, ni ailleurs
- 448 Tout le monde en selle!

- 449 Vivre avec la forêt
- 450 Genre et éducation alternative
- 451 Handicaps: conquérir son autonomie
- 453 Travailler moins, et si on essayait?
- 454 Créer des lieux alternatifs
- 455 Pour des élections moins primaires!
- 456 Nouveaux ogm, nouveaux combats
- 457 Le chant des luttes
- 459 Vers une école sans écrans?
- 460 Les élections municipales à mi-mandat
- 461 Cuisines en transition

Numéros régionaux

- 430 Corse
- 436 La Réunion
- 441 Aude et Pyrénées-Orientales
- 447 Seine-et-Marne et Val d'Oise
- 452 Champagne-Ardennes
- 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence

Cochez le (s) numéro (s) désiré (s). Faites le total (4,60€ l'exemplaire). Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger: 2,20€ pour un ex., 4€ pour 2 ex., 5€ pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)):

Livres



□ **L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12 €***

A l'occasion de ses 30 ans, la revue *Silence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.

□ **Manuel de transition, 212 p. - 20 €****

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.



□ **Un écologisme apolitique? 80 p. - 7 €*****

Dans ce court pamphlet, deux militants anglais, P. Chatterton et A. Cutler, proposent une critique constructive de la Transition. Ils soutiennent qu'elle aurait avantage à identifier ses "ennemis" politiques et ainsi renouer avec une approche de confrontation qui caractérise d'ordinaire les mouvements sociaux. Pour les auteur.e.s, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut lutter pour qu'adviennent les changements souhaités.



Frais de port: (métropole, zone europe et suisse): * 4€ / ** 4,5€ / *** 2€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

	France métr.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	20€	27€
Particulier 1 an, 11 n°	46€	55€
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60€	68€
Soutien 1 an, 11 n°	60€ et +	60€ et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	74€	85€
Petit budget 1 an, 11 n°	32€	39€
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	100€	Nous contacter
Groupés à la même adresse		
par 3 ex. 1 an, (3x11 n°)	115€	
par 5 ex. 1 an, (5x11 n°)	173€	

Abonnement en ligne: www.revuesilence.net

Vos coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Code Postal: _____ Ville: _____

Courriel: _____

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence): _____

Type de paiement:

Paiement récurrent / répétitif:

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 11 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel:

- € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms: _____

Adresse: _____

Code Postal: _____ Ville: _____ Pays: _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN: _____

BIC: _____

CRÉANCIER:
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZ545517

À retourner à Silence
(adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB).

Fait à: _____ Le: _____
Signature: _____

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Pour une poignée de degrés

En décembre 2015, à l'occasion de la COP 21, la *Maison régionale de l'environnement et des solidarités* et les éditions *Light Motiv* organisent une exposition photographique originale sur le changement climatique. Le public est invité à réagir aux clichés de photographes français·es ou étrangèr·es en envoyant leurs propres photographies, en une sorte de conversation visuelle et intuitive.

Cette coopération entre citoyen·nes et artistes autour d'une approche sensible du défi climatique est enrichie de "haïkus pour le climat" amateurs.

L'ensemble est réuni en juin 2017 dans un livre reprenant le titre de l'exposition, *Pour une poignée de degrés*, enrichi d'un beau texte de Marie Desplechin, "Aux enfants", dont *Silence* publie quelques extraits dans ce numéro, page 39.

Ici, c'est autour d'une photographie prise dans son pays par le thaïlandais Lek Kiatsirikajorn en 2011, durant les grandes inondations liées à l'urbanisation autour des canaux et rivières, que le dialogue des images s'est installé.



Lek Kiatsirikajorn



Gérard Fogot



Verigo



Nadege Fogoo